

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA PROBLÉMATIQUE DE LA JUSTICE FISCALE: LE CAS DU QUÉBEC

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES COMPTABLES

PAR CHANTAL SANTERRE

AVRIL 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier Gaétan Breton, mon directeur de mémoire, pour sa patience, son aide, son support et pour la justesse de son encadrement de ma démarche.

Je tiens à remercier mes parents, Carmelle Gagnon et Fernand Santerre, pour la confiance qu'ils ont toujours eue en moi et pour m'avoir inculqué l'importance de l'éducation.

Je tiens à remercier ma sœur, Sylvie Santerre, pour m'avoir épaulé et encouragé durant la rédaction de ce mémoire.

Je remercie Sylvain Charron, fiscaliste, qui est le premier à m'avoir fait comprendre le fonctionnement de notre système fiscal.

Je remercie ma collègue, Marie-France Belzile, pour m'avoir généreusement donné de son temps pour me permettre de terminer ce mémoire.

Un remerciement posthume à mon beau-père, Raymond Baillargeon, qui aurait été tellement fier de moi et dans les yeux de qui j'ai toujours vu cette admiration qui nous donne le courage de continuer.

Finalement un immense merci à l'amour de ma vie, Normand Baillargeon, sans qui jamais je n'aurais même envisagé l'idée de pouvoir faire une maîtrise. Sa confiance en moi et son appui inestimable ont été indispensables pour mener à terme ce projet.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	v
RESUME	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LES OBJECTIFS DES REGIMES D'IMPOSITION	8
1.1 Les moyens d'actions de l'État	8
1.1.1 La réquisition	8
1.1.2 La création de la monnaie	8
1.1.3 L'emprunt	9
1.1.4 L'impôt.....	9
1.1.5 La mise à contribution des usagers des services publics ou le principe utilisateur-payeur	10
1.1.6 Les assurances sociales	12
1.1.7 Pour conclure	15
1.2 Les objectifs de l'impôt	15
1.2.1 La croissance économique	15
1.2.2 La répartition équitable de la croissance économique	16
1.2.3 Le respect des libertés et droits individuels.....	18
CHAPITRE II	
LES THEORIES DE LA JUSTICE	20
2.1 La théorie utilitariste	25
2.1.1 Présentation	25
2.1.2 Validité de la base d'information	27
2.1.3 Impacts sur les libertés individuelles	29
2.1.4 Capacité à répartir les ressources d'une société	32

2.2 La théorie de la justice comme équité de John Rawls	36
2.2.1 Présentation	36
2.2.2 Validité de la base d'information	45
2.2.3 Impacts sur les libertés individuelles	48
2.2.4 Capacité à répartir les ressources d'une société	50
2.3 La théorie du libertarianisme	58
2.3.1 Présentation	58
2.3.2 Validité de la base d'information	65
2.3.3 Impacts sur les libertés individuelles	66
2.3.4 Capacité à répartir les ressources d'une société	68
2.4 La théorie des capacités d'Amartya Sen	75
2.4.1 Présentation	75
2.4.2 Validité de la base d'information.....	78
2.4.3 Impacts sur les libertés individuelles.....	80
2.4.4 Capacité à répartir les ressources d'une société	82
2.5 Éléments pour construire un concept d'équité	88
 CHAPITRE III	
LES SYSTEMES FISCAUX FEDERAL ET QUEBECOIS	93
3.1 Les revenus	94
3.2 Les déductions du revenu	101
3.3 Les crédits d'impôts non remboursables	103
3.4 L'impôt à payer	109
3.5 Les crédits d'impôts remboursables	115
3.6 Les assurances sociales	115
CONCLUSION	117
 REFERENCES	121

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
3.1	Imposition d'un montant de 100\$ de dividendes selon les taux d'imposition 2008 du Canada et du Québec	95
3.2	Seuils de la mesure fondée sur un panier de consommation (MPC) pour l'année de référence 2000 pour le Québec	107
3.3	Coût total du revenu de citoyenneté prévu appliqué à la population du Québec en 2008	108

RÉSUMÉ

Le présent mémoire cherche à préciser les contours d'une fiscalité équitable dans le cadre du système économique et politique actuel au Québec et au Canada. Pour ce faire, il commence (chapitre I) par présenter les objectifs des régimes d'imposition et les moyens dont dispose ici l'État pour les atteindre.

Par la suite (chapitre II), nous exposons quatre théories libérales influentes de la justice reconnaissant toutes d'une part une place centrale à un idéal de la promotion de la liberté individuelle, d'autre part un certain rôle au libre-marché dans l'économie. Ces théories sont les suivantes : l'utilitarisme; la théorie de la justice comme équité; le libertarianisme et la théorie des capacités.

Enfin (chapitre III), après avoir retenu comme modèle la théorie des capacités de Sen et justifié ce choix, nous esquissons, sur cette base, les contours d'une fiscalité équitable en nous efforçant d'en montrer la désirabilité et la faisabilité.

La conclusion de ce mémoire en rappelle les inévitables limites et indique sommairement les avenues de recherche qu'ouvre le présent travail.

Mots clés : Fiscalité, théorie de la justice, équité, éthique, Amartya Sen, John Rawls, Milton Friedman, Robert Nozick, Québec, Canada.

INTRODUCTION

Ce mémoire a pour objet d'analyser tout particulièrement l'équité du système fiscal québécois. Mais considérant que les règles fiscales au Québec sont en grande partie les mêmes que celles du Gouvernement fédéral, nous utiliserons comme cadre d'analyse le système fiscal fédéral, que nous appliquerons au cas du Québec.

Il est courant d'entendre parler de l'iniquité de notre système fiscal et il est souvent affirmé que chacun ne paie pas sa juste part d'impôt, tant au Québec qu'au Canada. En 1995, la *Commission sur la fiscalité et le financement des services publics au Québec* a laissé dans un premier temps la parole aux citoyens afin qu'ils puissent exprimer leurs attentes vis-à-vis du système fiscal québécois. Cette Commission a été mise sur pied à la suite de la Conférence sur le devenir social et économique du Québec. Trois des composantes de son mandat concernaient le système fiscal, soit :

- « dégager les orientations générales qui devraient guider le gouvernement pour accroître l'efficacité, l'équité et la compétitivité du régime fiscal tout en favorisant la création d'emplois et en assurant un financement optimal des services publics;
- examiner les voies de simplification du régime fiscal et faire des recommandations sur les moyens appropriés pour y parvenir;
- examiner les moyens à mettre en œuvre pour éliminer l'évasion fiscale. »
(Commission sur la fiscalité et le financement des services publics, 1996, p.1)

Suite aux consultations itinérantes et aux différents travaux effectués par la Commission, celle-ci concluait que le lien de confiance était en train de s'effriter et que, pour susciter l'adhésion des citoyens, il fallait réviser notre régime fiscal afin qu'il redevienne un instrument permettant d'incarner les valeurs fondamentales de la société.

Pour parvenir à retisser le lien de confiance, les commissaires ont retenu les trois principes suivants comme étant ceux qui exprimaient le mieux les attentes des citoyens :

- Prélever les ressources nécessaires au financement des services publics.
 - Favoriser le développement économique et la création d'emplois.
 - Améliorer l'équité et la répartition de la richesse.
- (Commission sur la fiscalité et le financement des services publics, 1996, p.6-7)

Ces principes sont aussi les objectifs même d'un système d'imposition efficace, neutre et équitable.

Certes, cette commission a pu observer et conclure que les citoyens déplorent que notre système fiscal soit inéquitable; mais elle n'était pas la première à faire ce constat ni la dernière, et ce tant au fédéral qu'au provincial.

En 1962, au fédéral, déjà une commission royale d'enquête sur la fiscalité que l'on appela plus communément la *Commission Carter*, avait pour mandat de mener une enquête aussi approfondie que possible sur le régime des impôts du Canada. Elle publiait en 1966 son rapport, dont la première des conclusions était :

« Le fisc n'accorde pas un traitement équitable à tous les Canadiens. Il est facile de multiplier les exemples de contribuables dont le fardeau fiscal diffère, mais dont la situation est essentiellement la même. Le contraire se produit également : c'est-à-dire que certains contribuables qui sont placés dans des situations fondamentalement différentes doivent quand même supporter un fardeau identique. » (*Commission royale d'enquête sur la fiscalité, 1966, t. 1, p.1*)

De plus, cette commission ne reflétait pas seulement le sentiment des citoyens, exprimé à travers les différents mémoires présentés, mais aussi le résultat d'un vaste programme de recherche qui a consisté à recueillir tous les renseignements disponibles et à les analyser, et ce durant quatre années et demie.

Plus récemment, au Québec, soit en janvier 2009, madame Monique Jérôme-Forget, alors ministre des finances, déposa un document de consultation concernant les Planifications fiscales agressives (PFA), dans lequel elle fait état de ses préoccupations :

« À l'occasion du discours sur le budget 2008-2009, j'ai souligné que le phénomène des planifications fiscales agressives (PFA) était une préoccupation sérieuse pour les autorités fiscales québécoises. En outre, j'y expliquais que les PFA attaquaient l'intégrité et l'équité du régime fiscal et menaçaient l'assiette fiscale. En effet, les revenus qui échappent au fisc en raison des PFA doivent tôt ou tard être perçus auprès des autres contribuables québécois, ce qui contrevient au principe bien établi selon lequel chacun doit payer sa juste part des impôts. » (Québec, 2009, p.III)

Ces deux exemples illustrent bien que cette problématique de l'équité n'est pas récente et qu'elle persiste encore aujourd'hui : et c'est pourquoi elle est l'objet du présent mémoire.

Ces exemples démontrent bien que même si, d'une part, les contribuables sont en faveur de l'équité et la réclament, de l'autre ils cherchent à se soustraire à l'impôt le plus possible. Ces deux objectifs sont en soi antinomiques et expliquent en partie pourquoi nos systèmes fiscaux ne sont pas équitables.

Eisenstein (1961, p.4) dans son livre sur les idéologies de l'impôt, exprime très bien ce phénomène qui consiste à se soustraire à l'impôt en nous rappelant les propos de James C. Carter, avocat et président de l'American Bar Association, en 1895 :

« Dans chaque communauté, ceux qui portent sur leurs épaules le fardeau de la taxation sont naturellement enclins à se soulager de cet inconfort fiscal. S'ils réussissent, évidemment le poids de ce fardeau retombera sur les épaules d'autres personnes, qui elles aussi tenteront de se libérer de ce fardeau en le faisant porter par d'autres et ainsi de suite jusqu'à ce que la dernière personne n'aura pas ou ne trouvera pas le moyen de le faire porter par un autre. Carter ajoute que cette lutte ne se fait que dans un sens, où les riches ne font que s'engager et où ce sont toujours les pauvres qui vont au tapis. » (Eisenstein, 1961, p.4) (Notre traduction)¹

¹ In every community those who feel the burdens of taxation are naturally prone to relieve themselves from their fiscal discomfort. One class struggle to throw the burden off its shoulders. If they succeed, of course it must fall upon others. They also, in their turn, labor to get rid of it, and finally the load falls upon those who will not, or cannot, make a successful effort to relief. Carter ungraciously added that the struggle is a one-

Chacun souhaite donc se soulager du poids de la fiscalité sur les épaules des autres, comme en témoignent les planifications fiscales agressives, les nombreuses publications nous fournissant des moyens légaux de payer moins d'impôt, les paradis fiscaux et d'autres formes d'évitement fiscal.

En lisant le rapport de la *Commission sur la fiscalité et le financement des services publics* au Québec, on pourrait penser que le problème de l'équité est dû à l'effritement du lien de confiance. Cependant, si on remonte dans le temps, on peut constater que cette volonté de se soustraire au fisc ne date pas d'hier et même qu'elle a toujours été présente. Le manque d'équité de notre système fiscal n'est pas la cause de l'évitement fiscal, mais c'est plutôt le contraire. Notre système fiscal n'est pas équitable parce que les contribuables veulent se soustraire à l'impôt; ils ne veulent pas payer d'impôt, que la part soit juste ou non, et ils font des pressions sur les gouvernements pour que leur fardeau fiscal soit transféré sur les épaules d'autrui.

L'analyse du fonctionnement de la législation dans une société par Justice Holmes est éclairante sur le sujet.

« Pour Justice Holmes, la société est l'agrégation des divers intérêts luttant pour le monopole législatif. Selon lui, l'affirmation tacite de la solidarité entre les divers groupes d'intérêts de la société est très répandue mais fausse. Peu importe ce que possède un groupe, « le pouvoir suprême du moment » quant à lui « est assuré d'avoir des intérêts qui sont inconsistants avec ceux qui ont lutté sans succès. Les intérêts des plus puissants se reflètent plus ou moins dans la législation, » car la législation leur permet de transférer « le fardeau qui leur est désagréable sur les épaules de quelqu'un d'autre. » Holmes a très peu de tolérance avec ceux qui condamnent la législation parce que « elle favorise une classe au détriment d'une autre; car la plupart ou l'ensemble des législations font cela; et aucune tolérance lorsque l'argument de bonne foi est le plus grand bonheur du plus grand nombre. » L'argument sensible contre la législation de classe « n'est pas que cela favorise une classe, » mais plutôt « qu'elle ne bénéficie pas » à la classe désignée, ou

sided affair, in which the rich only engage — and in which the poor always go to the wall.

qu'elle ignore dangereusement les désirs d'une « classe compétitive » ou « qu'elle dépasse les limites des préférences personnelles que la sympathie nous impose. »² (cité dans Eisenstein, 1961, p. 5) (Notre traduction)

Il est donc prévisible que nos systèmes fiscaux, tant celui du Canada que du Québec, reflètent cette volonté de chacun de ne pas payer d'impôt. Chaque contribuable estime qu'on exige de lui plus que sa juste contribution. Les intérêts particuliers des contribuables s'opposent fréquemment et il est à peu près impossible de les concilier parfaitement. Il existe alors une tension entre les contribuables qui se résout ainsi :

« Les impôts, alors, sont le produit d'un effort ... pour faire payer les autres. Dans une société où une minorité contrôle la majorité, les efforts sont relativement simples. Les prélèvements sont imposés selon les préférences des classes dirigeantes. Étant donné que leur bien-être est égal avec le bien-être de la communauté, ils sont enclins à se charger le plus légèrement possible. Il est entendu que ceux qui ont peu à dire seront ceux qui paieront. »³ (Eisenstein, 1961, p.11) (Notre traduction)

²« He viewed society as an aggregate of diverse interests busily competing for legislative dominion. The « tacit assumption of the solidarity of the interests of society, » he stated, is « very common » but « false. » Whatever groups possess « the supreme power for the moment » are « certain to have interests inconsistent with others which have competed unsuccessfully. The more powerful interests must be more or less reflected in legislation, » for legislation is a conventional mode of placing « burdens which are disagreeable to them on the shoulders of somebody else. » Holmes had little patience with those who condemn legislation because « it favors one class at the expense of another; for much or all legislation does that; and none the less when the *bona fide* object is the greatest good of the greatest number. » The sensible objection to class legislation « is not that it favors a class, » but that « it fails to benefit » the intended class, or dangerously ignores the desires of « a competing class, » or « transcends the limits of self-preference which are imposed by sympathy. »

³ Taxes, then, are a changing product of earnest efforts to have others pay them. In a society where the few control the many, the efforts are rather simple. Levies are imposed in response to the preferences of the governing groups. Since their well-being is equated with the welfare of the community, they are inclined to burden themselves as lightly as possible. Those who have little to say are expected to pay.

Ainsi, même si le principe d'équité est reconnu et accepté de manière générale, on peut observer que le fardeau fiscal repose en grande partie sur les épaules de ceux qui ne peuvent s'y soustraire, et ce sont en majorité les salariés.

Nous proposons donc, dans le présent mémoire, d'évaluer l'équité des systèmes fiscaux du Québec et du Canada. Dans un premier temps, nous présenterons les raisons pour lesquelles les gouvernements perçoivent des impôts et les différents objectifs qu'ils doivent atteindre à travers leur système fiscal. Ce premier chapitre nous permettra de bien définir le rôle des impôts et d'en établir la légitimité.

L'équité étant un concept de philosophie politique, nous exposerons dans le deuxième chapitre quatre grandes théories philosophiques de la justice, afin de nous permettre de définir ce que nous entendons par équité. Ce sont : l'utilitarisme; la théorie de la justice comme équité de John Rawls; le libertarianisme; et finalement la théorie des capacités⁴ de Amartya Sen. Nous concluons ce chapitre par une définition du concept d'équité dont nous nous servirons pour évaluer celle de notre système fiscal.

Dans le troisième chapitre, nous évaluerons, à l'aide de la définition que nous aurons établie au chapitre précédent, l'équité des systèmes fiscaux du Canada et du Québec. La méthodologie que nous emploierons consistera à analyser, à partir de la déclaration de revenu du particulier (T1 au Fédéral et TP1 au Québec), les revenus, les dépenses fiscales, les crédits d'impôt non remboursables et les crédits d'impôt remboursables. Nous analyserons aussi l'impôt à payer, ce qui nous permettra de faire ressortir le degré de progressivité des taux d'imposition et nous suggérerons des moyens de rendre notre système fiscal plus équitable.

⁴ Chez Amartya Sen, ce mot prend un sens très précis : il désigne l'ensemble des modes de fonctionnement humain qui sont potentiellement accessibles à une personne, qu'elle les exerce ou non. Il est d'usage d'exprimer ce concept en français par le néologisme « capacité ». (NdT, Sen, 2000, p.12)

Avant de conclure cette introduction, nous devons préciser que ce mémoire positionne sa problématique dans les limites du système économique dans lequel nous évoluons actuellement, c'est-à-dire un système capitaliste mixte et libéral, reposant sur le marché et l'intervention de l'État (à tout le moins dans certains domaines) et sur la promotion des libertés individuelles.

Nous n'analyserons donc pas ce que pourrait être l'impôt dans un système communiste, socialiste ou dans l'un ou l'autre de ces modèles économiques alternatifs développés par divers théoriciens. Bien qu'il serait intéressant de procéder à de telles analyses, nous avons fait le choix, dans ce mémoire, de montrer que dans les limites mêmes de notre système économique, nous pouvons mettre en place un système fiscal plus équitable. C'est pourquoi les quatre théories de la justice que nous analyserons sont elles aussi des théories libérales reposant ultimement sur la promotion des libertés individuelles.

Nous n'irons pas non plus dans le détail des lois fiscales mais nous nous en tiendrons plutôt à l'esprit des lois pour en évaluer l'équité. Nous évaluerons donc l'équité des principes qui sous-tendent les politiques fiscales.

CHAPITRE I

LES OBJECTIFS DES RÉGIMES D'IMPOSITION

1.1 LES MOYENS D'ACTION DE L'ÉTAT

Les principales théories économiques reconnaissent un rôle minimal à l'État soit celui de s'armer contre les agressions, de maintenir l'ordre à l'intérieur du pays et d'assurer les services publics indispensables.

On a tendance à associer la fiscalité à la nécessité de fournir des fonds à l'État pour qu'il puisse remplir son rôle. Mais le choix de la fiscalité n'est pas seulement un choix arbitraire; l'État pourrait en effet recourir à d'autres moyens de financement. Le rapport de la commission Carter analyse les différents moyens par lesquels l'État pourrait se financer et montre que la fiscalité n'est pas seulement un moyen de procurer des fonds à l'État, mais aussi celui qui, malgré ses imperfections, est le plus respectueux du principe d'équité. Voyons quelques-uns de ces autres moyens.

1.1.1 La réquisition

L'État peut obtenir les ressources dont il a besoin en utilisant la réquisition qui consiste à s'approprier les ressources appartenant aux particuliers et à les affecter à ses propres fins. Ce sont alors ceux qui sont à la portée immédiate du fisc qui doivent supporter tout le fardeau des services de l'État. Cette méthode peut être utile en temps de crise, mais en temps normal cette méthode est difficilement applicable de manière équitable et aura tendance à être arbitraire. Il s'agit donc d'une fiscalité non systématique qui prélève au hasard des besoins.

1.1.2 La création de la monnaie

L'État pourrait également créer de la monnaie pour obtenir les ressources dont il a besoin. Cependant la création de monnaie exerce une pression à la hausse sur les

prix si la masse monétaire s'accroît plus vite que la production nationale. Cette inflation a pour effet de diminuer le pouvoir d'achat de ceux qui ont un revenu fixe. L'État ayant les moyens de payer plus que les particuliers pour les ressources dont il a besoin, la création de la monnaie revient à obliger les plus faibles à céder indirectement à l'État les biens dont il a besoin, puisqu'ils ne peuvent faire face aux prix plus élevés.

En fait, un tel système constitue, si le pays est en totale autarcie, un type de fiscalité proportionnelle, puisque la valeur de la monnaie possédée par chacun diminue dans les mêmes proportions à mesure que le gouvernement en imprime. Cependant, il n'est pas progressif.

1.1.3 L'emprunt

L'État peut emprunter du public les fonds dont il a besoin. Bien que ce soit un des moyens pour l'État de se procurer des recettes, même si le rythme des dépenses de l'État ne dépassait pas celui du produit national, la dette augmenterait plus vite que celui-ci, elle augmenterait non seulement des dépenses publiques mais aussi des intérêts de la dette. Cela aurait pour impact de diminuer la cote des obligations de l'État et le pouvoir d'achat des détenteurs de titre diminuerait. Avec le déclin continu de la cote de ses obligations, l'intérêt pour le citoyen d'acquérir les obligations, d'un point de vue strictement financier, s'atténuerait et l'État se verrait forcé d'astreindre les citoyens à souscrire à ses émissions pour obtenir les ressources nécessaires au financement des dépenses publiques, ce qui équivaldrait alors à la perception d'un impôt.

1.1.4 L'impôt

Il reste l'impôt qui, malgré qu'il conserve un caractère aléatoire du fait que le contribuable tente de rejeter sur d'autres le fardeau de ses propres charges fiscales, peut être au service de la justice en permettant de redistribuer la richesse en transférant les ressources du secteur privé au secteur public.

Cette brève analyse, que l'on retrouve dans le rapport Carter, des différentes méthodes qui sont disponibles à l'État pour obtenir les ressources nécessaires à l'exercice de son rôle, se conclut ainsi :

« De ce bref examen des méthodes par lesquelles l'État peut se procurer les ressources dont il a besoin, nous concluons que, si l'on devait en adopter une seule à l'exclusion des autres, il faudrait accorder la préférence à l'impôt parce qu'il se veut plus respectueux du principe d'équité, qu'il risque moins de fausser l'économie et aussi parce qu'il peut assurer au Gouvernement une action plus efficace sur la demande globale de biens et de services. Ce choix est motivé non pas en raison du fait que l'impôt fournit à l'État les ressources dont il a besoin car celui-ci peut se les procurer de plusieurs façons, mais bien parce qu'aucune des autres méthodes ne pourrait permettre à l'État de réaliser aussi complètement et avec aussi peu de conflits un aussi grand nombre d'objectifs sociaux et économiques. » (*Commission royale d'enquête sur la fiscalité, 1966, t.2, p.5*)

Il est donc important de prendre conscience que l'impôt n'est pas un moyen arbitraire et que ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'autre moyen possible que nous optons pour l'impôt. L'impôt est le choix le plus approprié pour l'État pour se financer de manière efficace. Cela lui permet de réaliser ses objectifs dans le respect d'une certaine équité, tout en rencontrant les objectifs de croissance économique selon l'idéologie qu'il a adoptée.

1.1.5 La mise à contribution des usagers des services publics ou le principe utilisateur-payeur

Nous sommes actuellement témoins d'une pression exercée par certains pour que l'État laisse au secteur privé le soin de fournir aux citoyens certains biens et services qui sont actuellement fournis par l'État. Nous mettrons cela de côté dans le présent mémoire, pour nous questionner plutôt sur les principes qui justifieraient que certains biens et services soient fournis par l'État.

Carter, dans son rapport sur la fiscalité, a classé en quatre catégories les biens et les services qui devraient être fournis par l'État.

La première catégorie est la plus évidente et fait le plus l'unanimité. Dans l'économie de marché, le système de prix est le mécanisme qui prive de biens et de services ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas en payer le prix. Lorsqu'un bien est tel que chacun peut en tirer profit sans en déboursier les frais, on ne pourrait pour ce bien appliquer le principe du marché. Il faut alors fournir ce bien à titre de service public et en rendre le paiement obligatoire en recourant à l'impôt. La défense nationale est l'exemple type d'un tel bien.

La deuxième catégorie est celle des biens et des services dont la caractéristique est de procurer des avantages à des gens qui ne consentiraient pas ou ne pourraient pas en payer le prix sur le marché, mais qui procurent des avantages sociaux et privés importants. L'éducation est un bon exemple. Il y a des avantages pour la société en général et pour l'économie en particulier à avoir une population active scolarisée. Cela présente en premier lieu des avantages pour les individus et il n'est pas nécessaire d'en faire la démonstration. Par contre, si on laisse l'offre d'éducation dans le champ du privé seulement, les sommes qui y seront affectées ne seront pas suffisantes.

« S'il veut favoriser l'avancement de l'éducation, l'État devra recourir à d'autres moyens que les recettes que lui rapportent les écoles. Cette opposition entre avantages sociaux et privés se retrouve à l'égard de beaucoup d'autres biens et services. Les bibliothèques et les mesures d'hygiène sociale en sont des exemples évidents. »(Carter, 1966, p. 7).

Dans certains cas, le problème tient à ce qu'il ne serait pas commode de faire payer les usagers pour le bien ou le service. Nous trouvons ici la troisième catégorie de biens et services, dans laquelle on regroupe, par exemple les trottoirs et les parcs publics. Il est préférable en de tels cas de recourir à un moyen de financement autre que la mise à contribution des usagers. En fait, l'idée d'utilisateur-payeur entre en contradiction, jusqu'à un certain point, avec le concept de bien public.

Finalement, le rapport Carter identifie une quatrième catégorie de biens et de services qui ne peut être financée en exigeant une contribution aux usagers. Ce sont

ceux qui procurent au consommateur un avantage plus grand qu'il ne le croit. L'État a donc recours aux subventions ou à la gratuité pour amener les particuliers à se conformer à la « norme » idéale. Le fait de servir le petit déjeuner aux enfants des écoles primaires est un des exemples de biens et de services qui ne peuvent être financées par la vente.

Dans bien des cas, il est extrêmement difficile d'estimer le coût et les avantages de ces initiatives, de telle sorte qu'il n'existe pas de critère simple qui puisse nous guider. La commission Carter arrivait à cette conclusion :

«Quoi qu'il en soit, il est certain qu'on ne saurait remplacer le régime des impôts par un système de vente des biens et des services publics. Certes, il existe certains biens et services que l'État peut parfaitement financer, soit entièrement soit en partie, par la mise à contribution des usagers, mais nous pensons que leur nombre est restreint, surtout parmi ceux qui sont fournis par le gouvernement fédéral. » (Carter, 1966, t.2, p.8)

La notion de bien public dépasse les intérêts agrégés de chacun, c'est pourquoi on ne peut ramener l'action de l'État à un ensemble d'actions individuelles qui seraient linéairement agrégées. Comme on dit dans le monde de l'entreprise, l'organisation de l'État possède une synergie qui dépasse la simple concaténation des actifs utilisés ou des services fournis.

1.1.6 Les assurances sociales

Un autre moyen d'intervention de l'État, lorsque le mécanisme du marché seul ne suffit plus, est constitué par les assurances sociales. Thomas Piketty (2002) explique bien pourquoi, justement, le marché, dans certaines circonstances, ne parvient pas à fournir à l'ensemble de la population une sécurité minimale de base dans le long terme pour subvenir à ses besoins vitaux — que ce soit parce que les circonstances de la vie retirent à un individu de manière momentanée ses moyens de subsistance, ou bien parce que les circonstances de la vie d'un individu sont telles qu'il ne possède pas tous les moyens habituels pour subvenir à ses besoins — parce qu'il

est malade ou parce qu'il a un handicap quelconque ou tout simplement parce qu'il atteint l'âge où l'on doit se retirer du marché du travail.

«L'imperfection du marché du crédit, ou plus simplement le fait qu' (on ne prête qu'aux riches), est à l'origine de l'inégalité inefficace la plus transparente qui soit, même si l'on n'a pas toujours su identifier les outils permettant de la combattre efficacement. En fait, les problèmes incitatifs et informationnels qui sont à l'origine du rationnement du crédit s'appliquent de la même façon à tout marché intertemporel, et en particulier au marché de l'assurance. Cela pourrait expliquer pourquoi le marché est incapable de fournir correctement les assurances sociales fondamentales, et justifier ainsi les systèmes publics et obligatoires de protection sociale qui constituent le cœur de l'interventionnisme moderne. » (Piketty, 2002, p. 109)

Piketty nous fait remarquer qu'aucune compagnie d'assurance n'a jamais véritablement offert de police permettant de couvrir la perte temporaire d'un emploi, en garantissant un revenu de remplacement. La raison principale en est qu'il est difficile de prévoir les revenus des individus sur une longue durée. De plus, les salariés auraient avantage à sous-estimer leur revenu prévu pour payer moins d'assurance. Certes, il existe bien une forme d'assurance salaire actuellement pour les travailleurs autonomes; mais le coût en est exorbitant. Les gouvernements, grâce à leur capacité de percevoir les cotisations directement à la source par l'entremise des employeurs ont, en plus d'une connaissance précise des revenus gagnés, la structure administrative parfaite pour gérer cette assurance. De plus, cette gestion collective en rend le coût individuel abordable pour la raison que nous en partageons collectivement les risques encourus. Ce qui permet d'éviter aussi l'autre carence identifiée par Piketty, soit l'antisélection.

Cet argument en faveur des programmes sociaux est sûrement un de ceux qui démontre le mieux l'inefficience du marché. Les programmes sociaux publics permettent en effet d'éviter la sélection que feront naturellement les compagnies d'assurance pour avoir une clientèle à faible risque, de sorte que ceux qui ont des risques plus élevés auront des primes et des franchises plus élevées et auront de la difficulté à trouver une compagnie pour les assurer. Nous connaissons déjà bien ce phénomène avec nos assurances automobiles ou pour la maison. Les compagnies

d'assurance peuvent même cesser de nous assurer parce qu'elles trouvent que nous représentons un risque trop élevé. C'est ce que nous pouvons aussi observer en matière d'assurance-vie lorsque l'on veut s'assurer et que nous avons des problèmes de santé, ou bien parce que nous sommes fumeurs, ou en raison de l'âge ou pour tout autre motif : nous verrons alors nos primes augmenter de manière exponentielle et il devient parfois même impossible de s'assurer. Ce même phénomène peut être observé aux États-Unis relativement aux soins de santé. Certains ont de plus en plus de difficulté à se trouver un assureur et à obtenir une couverture raisonnable, plusieurs contrats d'assurances ne couvrant pas tous les soins. On peut en outre avoir été assuré pendant des années avec la même compagnie lorsque nous étions en santé, mais lorsque l'on devient malade (ou si le risque de nous assurer augmente en raison de l'âge), notre compagnie d'assurance peut décider de cesser de nous assurer : et nous n'avons en ce cas aucun recours contre elle.

Eu égard à l'assurance maladie, une autre problématique concerne le fait que seul le vendeur (le médecin) peut véritablement mesurer la valeur des soins, ce qui peut amener des coûts excessifs. Cet argument est souvent utilisé pour expliquer le poids démesuré des soins de santé dans les pays où il n'y a pas de système public de santé. Lorsque l'on consulte les statistiques de l'OCDE⁵ (2009) sur le coût des soins de santé en % du PIB (Produit intérieur brut), les États-Unis sont le pays où ce pourcentage est le plus élevé, année après année, depuis 1980.

Finalement, l'imperfection des marchés intertemporels peut également justifier des programmes publics de retraite. Les personnes à faible revenu auront difficilement accès à un programme privé de retraite car l'épargne générée par leurs cotisations

⁵ Les États-Unis sont comparés aux vingt-neuf pays suivants : Australie, Autriche, Belgique, Canada, République Tchèque, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Japon, Corée, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, Slovaquie, Espagne, Suisse, Suède, Turquie, Angleterre.

peut se perdre dans la spéculation et l'imperfection des marchés intertemporels. Un programme public de retraite peut garantir aux cotisants qu'ils recevront au moment de la retraite une prestation de retraite et qu'ils ne seront pas victimes des aléas du marché.

1.1.7 Pour conclure

Dans cette section, nous avons soutenu que l'État, peu importe que nous soyons en faveur ou non d'une l'intervention étatique, doit jouer un rôle minimal et que pour le jouer il a besoin de ressources. Ces ressources peuvent être perçues en utilisant différents moyens. Nous avons fait une analyse sommaire de ces différents moyens pour conclure que le moyen le plus efficient est l'impôt. De plus, pour discuter du principe d'utilisateur-payeur, nous avons par la suite montré que pour certains biens et services ce principe ne pouvait pas s'appliquer. Finalement, nous avons esquissé une explication des raisons pour lesquelles le marché était incapable de fournir les assurances sociales fondamentales et conclu qu'il faut que l'État intervienne pour assurer cette couverture aux citoyens.

1.2 LES OBJECTIFS DE L'IMPÔT

Une fois posée la pertinence de l'impôt, sous une forme ou une autre, puisqu'on ne peut éviter d'avoir un État⁶, rappelons les objectifs qu'il doit viser.

1.2.1 La croissance économique

Dans un système économique comme le nôtre, après le passage de Keynes, l'impôt doit contribuer à la croissance économique d'un pays et ne pas l'entraver. Ce rôle est accompli en conjonction avec d'autres moyens dont l'État dispose, notamment les dépenses publiques, les politiques monétaires et la gestion de la dette.

⁶ Cela est vrai dans les limites de notre système économique et politique.

Dans le rapport Carter, on reconnaissait les trois objectifs suivants au régime d'imposition combiné aux autres moyens d'agir de l'État :

1. Le maintien du plein emploi des ressources du pays grâce à des mesures propres à soutenir une demande suffisante des produits de notre pays.
2. L'accroissement maximum du taux d'augmentation de la productivité de toutes les ressources du pays, à la condition que le plein emploi soit réalisé. Cet objectif se subdivise en deux :
 - a) Le régime des impôts doit être neutre en ce sens que, sauf certaines exceptions très explicites, il doit être conçu de telle façon que la répartition des ressources à l'intérieur du secteur privé de l'économie s'écarte le moins possible de ce qu'elle aurait été en l'absence des impôts.
 - b) Lorsque les rouages du marché présentent des imperfections à cause d'un climat d'incertitude, de l'inertie des facteurs de production, de monopoles, etc., on doit utiliser le régime d'imposition pour modifier la répartition des ressources afin de remédier à ces imperfections.
3. L'élimination des fluctuations prononcées et prolongées du niveau général des prix et, en même temps, le maintien de la souplesse des prix individuels dans l'économie. (*Commission royale d'enquête sur la fiscalité, 1966, p.10*)

Les objectifs retenus par la Commission Carter sont, on le voit, en droite ligne avec le modèle keynésien, qui constitue un écart par rapport à l'économie libérale stricte. Le rapport rappelle aussi les problématiques de ce modèle rencontrées par le passé. Le taux de chômage élevé ainsi que les problèmes d'inflation rencontrés peuvent en effet contribuer à ce que la croissance économique soit ralentie et que le bien-être général en souffre. Aussi, un des objectifs visés par l'État doit être de compenser les imperfections inhérentes au marché et d'éliminer celles qu'il a lui-même engendrées sans le vouloir.

1.2.2 La répartition équitable de la croissance économique

L'État a le pouvoir de modifier la répartition des biens et services entre les particuliers et les groupes de particuliers, en prélevant sur certains des impôts plus

élevés que sur les autres, en opérant d'importants transferts de pouvoir d'achat au profit de certains particuliers ou groupes de particuliers et en procurant des biens et services publics gratuits qui profiteront davantage à certains qu'à d'autres, tous ayant néanmoins l'assurance de leur disponibilité.

Si on attribue à l'État un tel rôle de redistribution de la richesse, c'est parce que l'on reconnaît que l'économie ne parvient pas, à elle seule, à optimiser l'utilisation des ressources et à assurer une distribution équitable de la richesse.

Le rapport Carter a retenu les principes suivants en tant que guide pour réaliser une répartition équitable des ressources :

1. On devrait percevoir des impôts d'après la capacité contributive de chaque contribuable. Cela signifie qu'à mesure que le pouvoir économique de chacun augmente, sa capacité de contribuer augmente d'autant, et ce peu importe la provenance des revenus.
2. Le régime des impôts devrait aussi tenir compte de cette réalité en considérant la famille comme unité imposable. Il faut considérer la capacité de payer de la famille et non uniquement celle de chacun de ses membres pris individuellement.
3. Le régime des impôts devrait aussi reconnaître que les responsabilités spéciales et les dépenses essentielles des familles et des contribuables individuels influent sur leur faculté contributive.
4. On devrait également chercher à éliminer les concessions fiscales en faveur de certaines industries ou de certains genres de revenu. Bien qu'on ne puisse juger de l'efficacité d'un régime d'exceptions qu'à la lumière des circonstances, les concessions fiscales sont toujours inéquitables et souvent inefficaces; elles tendent à fausser la répartition des ressources et rétrécissent forcément l'assiette fiscale. En règle générale, il faudrait donc recourir aux subventions plutôt qu'aux concessions fiscales. (*Commission royale d'enquête sur la fiscalité, 1966, T.2, p.12-13*)

Évidemment, ces principes sont basés sur des conceptions tacites de la justice, comme, par exemple, l'importance et la primauté de la cellule familiale. Cependant,

rien dans la nature des choses et si, de plus, on considère le fait que la terre semble avoir fait le plein d'habitants, ne proclame la justice d'une telle prémisse. Ce sont ces prémisses tacites que nous voulons mettre en lumière en passant en revue les théories de la justice qui sous-tendent notre système fiscal.

1.2.3 Le respect des libertés et des droits individuels

Nous vivons dans un régime démocratique et la promotion d'un cadre législatif qui en assure l'existence et le maintien est un impératif.

Le régime fiscal, comme tout autre loi, doit s'assurer d'avoir des normes et des principes qui nous permettent de maintenir et de promouvoir une plus vaste démocratie. Une procédure législative démocratique, peut-on penser, protège les libertés individuelles mais, à elle seule, elle ne saurait suffire. La nature des lois adoptées et leur application comptent aussi pour beaucoup. Bien que, généralement, par les sanctions qu'elles imposent à l'égard de certains actes, les lois restreignent la liberté des individus, elles en déterminent également l'étendue puisqu'indirectement elles déterminent aussi les droits qu'ont les individus d'agir lorsqu'aucune loi ne vient limiter l'exercice de leur liberté. Les lois définissent donc le cadre dans lequel les individus sont libres d'agir.

Le rapport Carter propose les principes suivants afin de guider le législateur lors de la formulation des lois fiscales :

1. Une loi obscure, ou une loi qui n'est pas systématiquement appliquée, est une source d'incertitude; lorsqu'il ne peut savoir au juste ce que prescrit la loi, le particulier ne peut connaître d'avance ce qu'il est libre de faire.
2. Il faut s'assurer que les dispositions fiscales sont applicables et qu'elles ne concernent pas une seule personne ou une seule occasion particulière mais bien qu'il existe une quantité substantielle de cas où cette loi s'applique et qu'elle serve le bien commun.

3. Il faut favoriser la clarté et la simplicité dans les lois. L'imprécision d'une loi joue également contre les personnes qui voudraient l'observer scrupuleusement et peut éventuellement les pousser au mépris des lois. De plus, si les lois sont trop complexes, le contribuable ne pourra pas déterminer et à peu de frais les conséquences fiscales de ses projets.
4. Enfin, il se peut qu'un gouvernement démocratique adopte une mauvaise loi ou qu'un contribuable se sente lésé par une loi ou par l'application d'une loi. Il faut alors qu'il y ait une instance pour garantir au contribuable le droit d'en appeler aux tribunaux de toute décision du fisc à l'égard de ses contributions.

À l'évidence, la Commission en demande beaucoup. On peut en effet arguer que si, quand l'application de la loi semble injuste, il est relativement facile d'en appeler, une telle action implique aussi des connaissances ou les moyens de les louer. Et si la loi elle-même paraît injuste, les moyens à déployer pour la contester (de la même manière que pour toute loi) sont proprement énormes (aller en Cour Suprême). En ce sens, la démocratie demeure relative aux moyens que chacun peut y investir. La complexité des articles de Loi et leur prolifération constituant elles aussi des freins à la démocratie.

CHAPITRE II

LES THÉORIES DE LA JUSTICE

Lorsqu'on aborde des questions d'ordre social comme celle de la fiscalité, une répartition équitable ne correspond pas nécessairement à l'égalité au sens strict. L'équité, c'est plutôt une "juste mesure", un équilibre, qui permet de rendre acceptable une forme d'inégalité lorsque l'égalité ne serait pas acceptable. On ne peut faire cette affirmation que si l'on accepte comme un des objectifs de la fiscalité la redistribution de la richesse. Nous tenterons de démontrer que ce rôle est en soi intrinsèque à la fiscalité, car elle ne peut être totalement neutre. Comme l'écrit Eisenstein :

« La taxation doit affecter la distribution des revenus, que l'on veuille ou non; et il est tout simplement logique de regarder la question comme étant celle de savoir quels en sont les effets qui sont souhaitables. ⁷ » (Eisenstein, 1961, p. 26) (Notre traduction)

Dans les faits, les impôts pourront être dits neutres si, dans des situations similaires, les contribuables sont traités de manière similaire. C'est ce qu'on appelle l'équité horizontale. Pour ce qui est des cas où nous aurons des situations différentes, un traitement similaire ne serait plus neutre. On favoriserait nécessairement un groupe au détriment d'un autre et nous serions alors face à une forme de discrimination. Une situation différente demande un traitement différent et on parle alors d'équité verticale.

Dans le présent chapitre, nous nous proposons de formuler une définition de ce qui est équitable en fiscalité par l'analyse de quatre des principales théories de la justice. À la lumière de cette définition nous pourrions passer en revue des

⁷ « Taxation must affect the distribution of income, whether we will it so or not ; and it is only sensible to face the question as to what kinds of effects are désirable. » Simons, Personal Income Taxation, 1938, p.18(Eisenstein, 1961, p. 26)

alternatives ayant des effets plus ou moins souhaitables sur la distribution de la richesse.

Avant de pouvoir définir ce concept d'équité qui nous guidera tout au long de ce mémoire, entendons nous sur une définition du concept de justice.

« Vertu cardinale, la justice l'est en plusieurs sens. Tout d'abord, comme pour Platon, au sens où elle commande à toutes les vertus et permet leur harmonisation dans l'âme individuelle. Elle guide notre vie vers notre avantage rationnel (*République*, 443 d-444a) de même qu'elle préside au bonheur de la cité. Pour Aristote, elle est également cette vertu qui est « la totalité de la vertu », (*Éthique à Nicomaque*, V. 3, 1129 b 29) ainsi elle est aussi cette vertu plus spécifique qui « accomplit ce qui est avantageux à un autre ». Elle est, alors, non seulement une vertu, mais également une nécessité de l'institution politique. Cette remarque met en évidence l'étendue du champ couvert par le concept et l'union inextricable en lui du politique et du moral. Principe politique de répartition des charges et des avantages de la vie sociale, ou justice distributive, principe de rectitude dans les échanges ou justice commutative, idéal normatif permettant de juger et de critiquer le pouvoir politique, institution chargée de faire respecter la légalité, la justice est tout cela et bien plus. » (Audard, 1996, p. 781)

Cette définition nous rappelle des éléments importants qu'il importera de garder en mémoire.

- D'abord, elle rappelle cette inextricable union entre le politique et le moral qui est au centre même du concept de justice et qui lui confère une portée tant au niveau des choix individuels que des choix collectifs.
- Ensuite, elle souligne le fait que ces différents champs couverts par le concept de justice font en sorte que nous devons définir clairement celui que nous abordons lorsque nous discutons de justice.
- Enfin, elle donne à entendre que le concept de justice étant étudié depuis l'Antiquité, on peut s'attendre à trouver à son propos de nombreuses théories.

Dans ce mémoire, nous étudierons le concept de justice et plus particulièrement celui de justice distributive, tel que défini à l'origine par Aristote, en tant que principe politique permettant la répartition des charges et des avantages de la vie sociale. Nous tenterons, par l'analyse de quatre des principales théories de la justice de répondre à la question suivante: Quelle serait la manière la plus équitable pour un système fiscal de contribuer à la répartition de la richesse?

Comme le concept de justice, le concept de justice distributive est polysémique et pour en illustrer un peu la complexité, nous commencerons par raconter une parabole empruntée à Amartya Sen.

...alors que la jeune Annapurna cherche quelqu'un pour s'occuper de son jardin, trois manœuvres du voisinage viennent proposer leurs services. Ils s'appellent Dinu, Bishanno et Rogini. Tous trois sans emploi, ils souhaitent ardemment obtenir ce travail. Annapurna réfléchit : elle sait que chacun des postulants lui donnera satisfaction pour un salaire équivalent. La tâche n'étant pas divisible elle doit choisir le meilleur candidat.

Des trois nécessiteux, Dinu est le plus misérable, ce qui incite Annapurna à l'embaucher (« N'est-il pas indispensable d'aider les plus pauvres? », se demande-t-elle). Alors qu'elle s'apprête à prendre sa décision, elle apprend que Bishanno a récemment perdu le peu de biens qu'il possédait et qu'il en est très affecté. Dinu et Rogini, eux, ont l'habitude de leur situation, ils n'en ont jamais connu d'autre. Il est facile de voir que Bishanno est le plus malheureux des trois et que la situation du jardinier serait pour lui, plus encore que pour les deux autres, une source de satisfaction. Annapurna incline donc en sa faveur : « Ma priorité ne devrait-elle pas être de supprimer le malheur? »

Sur ces entrefaites, Annapurna apprend que Rogini souffre d'un mal incurable, qu'elle supporte sans jamais se plaindre, et que le prix de ses gages, si elle devenait jardinière suffirait à l'en soulager [débarrasser, dans le texte]. De l'avis général, Rogini, bien que pauvre, n'a pas atteint, comme les deux autres, le dernier cercle de la misère. Habitée à sa condition et aux privations qui l'accompagnent, elle ne s'est jamais départie d'une certaine joie de vivre : dans sa famille, on lui a toujours enseigné qu'une jeune fille modeste ne doit jamais se plaindre ni caresser la moindre ambition. Annapurna se demande maintenant si l'emploi ne devrait pas revenir à la plus méritante Rogini : « J'apporterais une véritable contribution à sa qualité de vie et à sa liberté vis-à-vis de la maladie. »

Annapurna hésite sur la conduite à tenir. Elle se rend bien compte que, si elle n'avait entendu parler que de l'extrême pauvreté de Dinu, c'est à lui qu'elle aurait offert l'emploi. Si elle n'avait connu que le sort de Bishanno — le plus malheureux — elle y aurait vu une excellente raison de l'embaucher et de lui rendre la joie de vivre. Et si elle avait été renseignée sur le seul état de santé de Rogini et sur sa possible guérison grâce aux émoluments offerts, elle aurait aussitôt sélectionné cette dernière. Mais elle détient des informations concernant les trois candidats et chacun d'entre eux, en toute légitimité, mérite d'être aidé. » (Sen, 2003, p.79)

Cette parabole nous permet de poser le problème de la répartition des charges et des avantages de la vie sociale.

Sen nous fait ici remarquer que l'option retenue dépend de la base d'information à laquelle nous attribuerons le plus de poids ou d'importance. C'est en fondant notre jugement sur la base informationnelle choisie que nous procédons à l'évaluation de ce qui est juste dans une situation donnée. Dans le cas de Dinu, si on utilise comme base d'information le revenu, c'est à lui que l'on devrait donner le plus car il est le plus pauvre. Par contre, si, pour prendre notre décision, c'est la quantité de bonheur procurée qui importe, ce sera Bishanno que l'on privilégiera; et finalement dans le cas de Rogini c'est la qualité de vie qui serait notre base d'information.

Cette méthode d'analyse des théories de la justice a été développée par Sen. Elle consiste à définir la base d'information sur laquelle une théorie fonde son évaluation pour déterminer si une action est juste ou non. Sen définit la base d'information ainsi :

« La « base d'information » d'un jugement identifie les éléments dont il dépend directement et — ce qui n'est pas moins important — établit que la vérité ou la fausseté de tout type de données ne peut influencer *directement* sa justesse.

La base d'information des jugements de *justice*, donc, indique que les variables dont on se sert directement pour évaluer la justice de systèmes ou structures possibles entre lesquels il faut choisir (le rôle des autres variables, s'il existe, étant seulement dérivé). » (Sen, 2000, p. 111)

Sen part de cette idée que toutes les théories contemporaines de la justice sont égalitaires. Chacune d'elles, pose que c'est l'égalité d'un élément en particulier qui est à la base de la justice, que ce soit le revenu, le bien-être, la liberté ou la qualité de vie. Cet élément auquel une théorie attribue plus de poids ou d'importance est sa base d'information, autrement dit, le critère de choix qui est retenu.

Dans le présent chapitre, nous présenterons chacune des théories de la justice que nous avons choisi d'étudier et nous les évaluerons plus spécifiquement du point de vue de la justice distributive selon les critères suivants:

- la validité de la base d'information utilisée par chacune des théories;
- son impact sur les libertés individuelles;
- et sa capacité à bien répartir les ressources d'une société.

Nous avons retenu ces critères car selon les objectifs de la fiscalité présentés au chapitre précédent, un bon système fiscal doit permettre la croissance économique, la répartition équitable de cette croissance économique et ce, dans le respect des libertés et droits individuels. Nous n'avons pas traité de manière distincte l'objectif de la croissance économique car nous le traiterons simultanément avec la répartition équitable de la croissance économique.

Pour conclure ce chapitre, à l'aide des arguments présentés pour chacun des critères d'évaluation des théories de la justice présentées, nous définirons un concept d'équité, dont nous nous servirons au chapitre suivant pour évaluer l'équité de nos systèmes fiscaux canadien et québécois.

2.1 La théorie utilitariste

2.1.1 Présentation

Les deux premiers penseurs de cette ancienne doctrine toujours vivante qu'est l'utilitarisme sont deux philosophes anglo-saxons : Jeremy Bentham (1748-1832) et John Stuart Mill (1806-1873).

Les idées à la base de la théorie de Bentham, le fondateur de l'utilitarisme, proviennent de son opposition aux idées véhiculées par les philosophes intuitionnistes — Emmanuel Kant (1724-1804) en particulier. Bentham, bien que rationaliste tout comme Kant, n'était pas convaincu que les humains pouvaient agir moralement par seul devoir. C'est au niveau de la motivation que se trouve son profond désaccord avec les idées de Kant. Pour Bentham, le fondement de la moralité posé par Kant n'est pas suffisant et c'est chez les philosophes hédonistes qu'il trouvera l'inspiration qui est à la base de sa propre théorie:

« La nature a soumis l'humanité à l'autorité de deux souverains maîtres, la douleur et le plaisir. C'est à eux seuls qu'il revient d'indiquer ce que nous devons faire, aussi bien que de déterminer ce que nous ferons. » (Bentham, 1970, p.11)

Selon Bentham, on ne saurait fonder une théorie de la justice sur le seul respect de la présumée loi morale inscrite au cœur de la conscience de tout être libre et rationnel, comme le voulait Kant. Pour lui, les êtres humains sont avant tout des êtres sensibles et ce qui les motive à agir, c'est la maximisation des sensations de plaisir.

Le terme par lequel on désigne cette doctrine vient donc de l'idée qu'une action qui a pour conséquence de nous procurer du plaisir est une action avantageuse, et qu'on peut dès lors dire qu'elle est « utile », et donc juste.

Tout comme Kant, Bentham souhaitait trouver un fondement incontestable à sa théorie, il voulait qu'elle ait un caractère objectif et logique et que son application conduise à des solutions claires et précises.

« La moralité d'une action doit justement être établie par un *calcul rationnel d'utilité*. Ce calcul consiste à évaluer et à comparer les différentes quantités de plaisirs et de peines, de satisfactions et d'insatisfactions, que peuvent produire les diverses possibilités d'actions qui s'offrent à nous. » (Bentham, 1970, p.11)

Le premier principe de la théorie utilitariste est la recherche de la maximisation de l'excédent des plaisirs sur les souffrances. Cela signifie qu'il ne faut pas seulement que les plaisirs soient plus nombreux que les souffrances, mais aussi que l'écart entre les deux soit le plus grand possible. L'application de ce principe revient donc en pratique à maximiser le plaisir et à minimiser la souffrance.

Le deuxième principe de la théorie utilitariste est que le bonheur de chacun compte également. Il n'y a donc pas de raison de privilégier le bonheur de l'un au détriment d'un autre, quel qu'il soit. Dans le calcul de l'utilité, on attribue une valeur égale aux plaisirs et aux déplaisirs de toutes les personnes affectées par notre action. Ce principe en est donc un d'égalité et d'impartialité. La formulation classique de ce deuxième principe est la recherche dans nos actions du plus grand bonheur du plus grand nombre.

Les deux principes qui doivent nous guider pour juger de la justesse d'une action sont donc, pour l'utilitarisme, de rechercher :

- l'excédent maximal des plaisirs sur les souffrances,
- le plus grand bonheur du plus grand nombre.

L'utilitarisme, on le voit, procède par l'évaluation des plaisirs et des déplaisirs qui découleront d'une action posée et ce sont les conséquences d'une action qui permettront de déterminer si elle est juste ou non. L'utilitarisme est dit pour cette raison une doctrine **conséquentialiste**. Une action sera dite juste si elle procure une plus grande quantité de plaisir que de déplaisir et ce, que l'intention soit bonne ou non. En d'autres mots, on évalue la justesse de l'action et non la moralité présumée de l'agent.

Nous allons maintenant évaluer cette théorie du point de vue de la justice distributive selon les trois critères présentés précédemment.

2.1.2 Validité de la base d'information

Nous devons en grande partie l'analyse de la validité de la base d'information que nous présentons à Amartya Sen.

Avant de commencer notre analyse, rappelons ce qu'est une base d'information. La base d'information d'une théorie de la justice est l'information qu'une théorie reconnaît comme étant plus importante et à laquelle elle accorde le plus de poids. Cette information est l'étalon de mesure à partir duquel on évalue si une action est juste ou non. Chaque théorie est en faveur de l'égalité d'un élément en particulier, et c'est cet élément, dont une théorie propose la répartition de manière égalitaire entre les individus, qui constitue sa base d'information. L'utilitarisme, comme son nom le laisse entendre, a pour base d'information (critère ultime de décision) la somme totale de l'utilité.

L'utilité d'une personne représente une mesure de son plaisir ou de son bonheur et l'utilitarisme vise à maximiser le bien-être de chaque individu. Il fait aussi la promotion de l'égalité du bien-être, car il soutient que le bien-être de chaque individu compte également dans le calcul des plaisirs et des souffrances, lequel doit prendre en considération tous ceux qui sont affectés par une action.

Un premier avantage de cette théorie est que sa base d'information fournit une information plus complète sur le bien-être d'un individu que celle fournie par le seul revenu. Le bien-être d'un individu est à la base en lien avec ses revenus et ses biens matériels, mais il existe des écarts entre nos revenus réels et le bien-être et la liberté qu'il est possible d'en tirer.

Sen nous donne cinq exemples de ces variations qui font en sorte que deux personnes ayant les mêmes revenus réels ne pourront, en raison de différences qui sont propres à chacune, bénéficier du même bien-être. Rappelons-les.

L'hétérogénéité des personnes (âge, sexe, infirmités, maladies); la diversité de l'environnement (climat, pollution); la disparité de l'environnement social (l'enseignement public, la criminalité, la santé publique); la relativité des perspectives (l'ensemble des biens nécessaires, correspondant à un comportement social donné, peut varier d'une société à l'autre, en fonction des conventions et des usages); et la distribution au sein de la famille (au sein d'une famille, le bien-être et la liberté de chaque individu dépendent de la part du revenu qui lui est attribuée dans la poursuite de ses intérêts ou de ses objectifs.)

L'utilitarisme faisant la promotion de l'égalité du bien-être devrait pour pouvoir pallier à ces différences au niveau des individus, offrir des compensations sous forme de transfert, de subvention ou de crédit afin de réduire les écarts.

Un deuxième avantage de cette base d'information est lié au fait que l'utilitarisme est une théorie conséquentialiste. Selon l'utilitarisme, lorsqu'on évalue une politique publique, il faut évaluer les résultats qu'elle produit. Les théories non conséquentialistes, quant à elles, ne tiennent pas compte de cette information, elles n'évaluent pas la valeur d'une politique aux résultats qu'elle produit, mais elles regardent plutôt la valeur des principes qui la sous-tendent. On pourrait donc théoriquement observer le phénomène suivant : une politique publique serait adoptée en se fondant sur certains principes reconnus et promus dans une société, mais cette politique produirait des résultats qui vont à l'encontre des valeurs ou des principes défendus par cette même société.

Nous avons présenté deux des avantages qu'il y a à adopter l'utilité (ou bien-être) comme base d'information. Il existe aussi au moins un inconvénient majeur de cette base d'information qui ne concerne ni l'impact sur les libertés individuelles ni la capacité à répartir les ressources d'une société.

Le calcul d'utilité peut en effet être injuste, c'est-à-dire qu'il peut être erroné car il ne représente pas une juste mesure du réel bien-être d'une personne en raison de cette faculté de l'être humain à s'adapter et à se conditionner à accepter des situations

épouvantables. Cela a pour effet que nos désirs et nos capacités d'éprouver du plaisir s'ajustent selon les circonstances, en particulier lorsqu'il s'agit de nous rendre la vie supportable dans des situations difficiles. Ainsi, notre capacité d'évaluer correctement le niveau de bien-être que nous possédons réellement est biaisée.

Dans cette partie nous avons évalué la validité de la base d'information choisie par la théorie utilitariste pour effectuer des choix. Cette base d'information a certes certains avantages mais qui demeurent insuffisants car les avantages identifiés sont d'autre part des inconvénients au niveau des libertés individuelles et de la répartition des ressources. De plus, l'inconvénient de ne pouvoir avoir une juste mesure du bien-être nous semble d'une assez grande importance, puisque nous devons promouvoir l'égalité du bien-être nous devons pouvoir l'évaluer. Les personnes qui ont le plus tendance à surestimer leur bien-être en raison des circonstances difficiles de leur vie sont celles pour lesquelles nous devrions offrir les plus grandes compensations. Cela dit, l'optimum de Pareto⁸, en limitant les intrants dans sa définition de l'utilité et en agrégeant les courbes au niveau d'une société, règle en partie ce problème. Notons donc, en passant, que la vision moderne prévalente de l'économie découle directement du point de vue utilitariste, ce qui le libérait des considérations « morales ».

Nous allons à présent évaluer l'utilitarisme à l'aune de notre deuxième critère, à savoir l'impact qu'il peut avoir sur les libertés individuelles.

2.1.3 Impacts sur les libertés individuelles

Plusieurs des critiques qui ont été formulées à l'endroit de l'utilitarisme concernent justement le non-respect des libertés individuelles. En voici deux exemples.

⁸ Pour une définition de l'optimum de Pareto, voir p. 32.

Dans la logique utilitariste, on se place d'un point de vue conséquentialiste et c'est la maximisation du résultat qui compte : il peut donc arriver que la fin justifie les moyens. On pourrait ainsi en venir à traiter autrui comme un simple moyen pour arriver à nos fins si cela pouvait assurer le bonheur du plus grand nombre. Par exemple, selon la conception utilitariste, il pourrait être juste que 5% de la population accomplisse toutes les tâches ingrates et vive dans un état de pauvreté extrême, si cela permettait le plus grand bonheur du plus grand nombre, soit le 95% restant de la population.

Un deuxième exemple se situe au niveau du calcul de l'utilité. Pour faire ce calcul, on doit faire la somme de toutes les utilités. Pour y parvenir nous devons faire l'agrégation de tous les choix individuels et ainsi obtenir les préférences collectives. Mais l'individu n'a plus droit à cette considération du chacun compte pour un, son intérêt personnel étant fondu avec celui de tous les autres. Cela peut mener à la tyrannie de la majorité sur la minorité et dès lors à la perte de droits individuels.

Pour répondre à ces objections, John Stuart Mill a élaboré une interprétation de l'utilitarisme que l'on connaît aujourd'hui comme « l'utilitarisme de la règle », par opposition à l'utilitarisme de l'acte qui conduisait aux gênantes conclusions qui précèdent.

L'utilitarisme de la règle se fonde sur cette idée que notre sentiment naturel d'altruisme résulte en fait de la contemplation d'expériences agréables et utiles à autrui et les règles de justice doivent donc découler d'une évaluation de leur utilité générale. C'est ainsi que Mill, pour qui la justice sociale est fondamentale, affirme que :

« Le respect des règles morales fondamentales doit avoir la priorité lorsque le calcul d'utilité recommande une action qui contrevient à ces règles, sauf dans les cas absolument exceptionnels où les conséquences négatives pour le bien commun seraient trop dramatiques. » (Mill, cité par Métayer, 1997, P.128)

Pour expliquer son point de vue, Mill reprend le fameux exemple cher à Kant, celui du mensonge. Mill est conscient que les nombreuses exceptions qui permettraient de justifier le mensonge selon le calcul d'utilité auraient un impact négatif sur la confiance mutuelle qui est nécessaire pour assurer des relations harmonieuses dans une société. Son utilitarisme de la règle lui permet d'éviter ces déplorables conséquences. Voici comment il expliquait sa position :

« Ainsi, il serait souvent expédient, pour se tirer de quelque embarras momentané ou atteindre quelque objet immédiatement utile à soi-même ou à autrui, de dire un mensonge. Mais la culture en nous-mêmes d'une sensibilité chatouilleuse en matière de véracité est l'une des choses les plus utiles, l'affaiblissement de cette sensibilité l'une des plus nuisibles, que nous puissions donner comme fin à notre conduite; en s'écartant, même sans le vouloir, de la vérité, on contribue beaucoup à diminuer la confiance que peut inspirer la parole humaine, et cette confiance est le fondement principal de notre bien-être social actuel; disons même qu'il ne peut rien y avoir qui entrave davantage les progrès de la civilisation, de la vertu, de toutes les choses dont le bonheur humain dépend pour la plus large part, que l'insuffisance solidité d'une telle confiance. » (Mill, 1968, p. 76)

Mill fait aussi remarquer que puisque dans le principe d'universalisation de Kant on tient compte de l'impact de la généralisation d'un acte sur l'ensemble de l'humanité, cela implique d'une certaine façon que l'on y prend aussi en considération les conséquences d'un acte. Mill reformule même l'impératif catégorique de Kant de la façon suivante :

« Nous devons diriger notre conduite d'après la règle que tous les êtres raisonnables puissent adopter avec avantage pour leur intérêt collectif. » (Mill, 1968, p. 137)

Cette dernière remarque de Mill permet aussi aux utilitaristes de répondre à la deuxième objection faite à leur théorie, à savoir le risque de ne pas respecter les droits de la personne si cela peut se faire au profit de la majorité. Les utilitaristes pourraient en effet répondre que le plus grand bonheur du plus grand nombre est affecté par le non-respect des droits car dans la mesure où celui-ci ferait que les individus vivraient dans la crainte que leurs droits ne soient pas respectés. Ce

sentiment d'insécurité, qui naît de cet état de fait, augmente les déplaisirs et doit entrer dans le calcul de l'utilité d'une action.

Finalement, en ce qui concerne la crainte de la tyrannie que la majorité pourrait exercer sur la minorité, le système démocratique lui-même peut conduire à cette situation où la majorité impose à la minorité sa volonté et dans certaines situations exceptionnelles cela peut porter atteinte aux droits individuels les plus fondamentaux. Cela ne signifie pas pour autant que la démocratie n'est pas souhaitable, mais démontre plutôt ses limites.

2.1.4 Capacité à répartir les ressources d'une société

Un des objectifs de la fiscalité est de contribuer à la répartition de la croissance économique. C'est pourquoi pour chacune des théories de la justice qui feront l'objet de notre mémoire, nous étudierons comment elle prévoit distribuer les ressources et sur la base de quels principes elle le fera. L'utilitarisme possède un caractère d'optimisation, il souhaite maximiser l'utilisation des ressources en cherchant à maximiser le bonheur du plus grand nombre. Il y a donc une notion de bien commun ou de bonheur collectif dans l'utilitarisme.

C'est par la théorie du bien-être, et plus spécifiquement par l'optimum de Pareto que s'est articulé ce principe d'optimisation de la théorie utilitariste au niveau économique.

Ce concept est présenté comme suit par Mongin et Fleurbaey.

Depuis le début du siècle, la théorie économique générale, et cette branche particulière qu'on nomme économie du bien-être, privilégient un concept normatif particulier, celui d'optimum de Pareto : il désigne un état de l'économie x tel que les agents ne puissent s'accorder à lui préférer un autre état y ; plus précisément, tel que, pour tout autre état y , s'il se trouve un agent qui préfère strictement y à x , il doit s'en trouver un autre qui préfère strictement x à y . L'avantage de cette notion, qui paraît tout d'abord banale, est qu'elle suppose un minimum d'information sur les caractéristiques individuelles. La contrepartie de cette facilité d'utilisation est qu'elle débouche sur un classement seulement partiel des options : il resterait encore à

départager les optimums de Pareto, qui, même pour un profil donné des préférences individuelles, peuvent être très nombreux. (Mongin et Fleurbaey, 1996, p. 245)

On note déjà ce qui constitue une première limite de l'optimum de Pareto, à savoir le fait qu'il ne permet pas de calculer un optimum **de la** société mais bien un optimum **pour** la société. Cela signifie qu'il faut en premier lieu définir en tant que société ce que nous estimons être juste et qui doit être valorisé; ensuite, mais ensuite seulement, nous pourrions calculer l'optimum pour cette société, celui que nous aurons préalablement défini.

Une autre limite de l'optimum de Pareto concerne le problème de la justice sociale. L'utilitarisme, en effet, ne peut rien dire concernant la meilleure façon de répartir la richesse. La formule de Pareto permet de calculer plusieurs points qui sont des optimums de Pareto : par contre il ne permet pas de calculer la maximisation des utilités de chacun des individus. Encore une fois, il pourrait être acceptable que la majorité vive très bien au détriment d'une minorité, si cela assure le plus grand bonheur du plus grand nombre.

D'autres critiques ont été formulées à l'endroit de l'utilitarisme et elles touchent la complexité et la difficulté à effectuer le calcul d'utilité. Elles font en sorte de rendre problématique la répartition des ressources. Il est vrai que certaines de ces critiques ont trouvé des réponses auprès des économistes : l'unité de mesure plus objective qu'est la monnaie permet de remplacer la notion de plaisir dans le calcul de l'utilité et cela permet de procéder à une analyse coûts-bénéfices en transposant dans deux colonnes distinctes les coûts ou les dépenses et dans l'autre les bénéfices ou profits entraînés par chacune des options dont on veut comparer l'utilité. En fait, l'utilité d'une chose correspond dès lors au prix que les gens sont prêts à payer pour pouvoir en bénéficier.

Cette réponse des économistes a donné naissance à d'autres critiques, soulignant que cette méthode ne considère pas les aspects qualitatifs des choix qui doivent être faits. De plus, elle peut conduire à la subordination des valeurs humaines et du

respect des droits, aux seuls enjeux économiques, qu'il est possible de traduire en monnaie.

Cela permet encore une fois de faire ressortir le grand sujet de discordance entre l'utilitarisme et ses opposants concernant le respect des droits humains, de même que son incapacité à proposer une meilleure façon de répartir la richesse.

Certains utilitaristes répondent à cette dernière critique par le principe de l'utilité décroissante. Les utilitaristes du XIX^e siècle en Angleterre, étaient des réformistes radicaux. Ils considéraient que les lois et les traditions de l'époque étaient épouvantables parce qu'elles souhaitaient empêcher seulement que l'on porte atteinte au bien-être des mieux nantis, plutôt que promouvoir le mieux-être de tous. Ils souhaitaient des changements sociaux car ils voulaient que le bien-être de chacun soit considéré également. Cette volonté d'une distribution plus équitable introduit le principe de l'utilité marginale décroissante, principe économique selon lequel chaque individu ne tire pas la même quantité de plaisir de chaque unité supplémentaire de bien qu'il consomme. Ainsi, dans le calcul des utilités, chaque unité ne procurerait pas la même quantité de plaisir à chaque individu.

Le calcul de l'optimum de Pareto ne tient pas compte de la partialité dans le classement, chaque unité d'un produit comptant pour un. Il fallait donc trouver un moyen d'introduire dans le calcul des utilités un facteur qui permettrait de prendre en considération l'intensité décroissante des plaisirs procurée par chacune des unités consommées. Hicks, Kaldor et Scitovsky, à l'aide du « principe de compensation » ont tenté de surmonter cet obstacle.

« Pour surmonter l'inconvénient majeur du calcul parétien — la partialité du classement — la nouvelle économie du bien-être comptait sur le « principe de compensation » : On dira qu'un optimum de Pareto X est socialement préférable à un autre Y si les individus qui gagneraient au remplacement de Y par X peuvent, en X, indemniser les autres de toute leur perte et néanmoins conserver une partie de leurs gains. Cependant malgré les efforts poursuivis par Hicks, Kaldor et Scitovsky, le principe a résisté à toute

élaboration rigoureuse. On doit à Arrow d'avoir fait comprendre pourquoi ces tentatives étaient logiquement condamnées à l'échec. Lorsqu'on reformule la recherche des optimums dans le langage arrowien, on obtient une fonction de choix social qui vérifie les axiomes U, I, D, ainsi, naturellement, que P et P+. Cette fonction satisfait l'une des conditions contenue dans O — la transitivité — mais, par nature, viole la condition restante — celle de totalité. Le théorème implique alors cette conséquence : tout renforcement du critère qui le rendrait total viole nécessairement la transitivité. » (Mongin et Fleurbaey, 1996, p.247)

Or, le théorème d'impossibilité, dû à Arrow (1967), a permis de conclure que l'optimum de Pareto ne constituait pas une base suffisante pour élaborer la théorie économique du bien-être. Malgré tout, du point de vue de la précision des conséquences, l'utilitarisme reste supérieur au calcul parétien, puisque toute solution utilitariste est un optimum de Pareto mais non l'inverse.

Du point de la justice distributive, on pourra reprocher à l'utilitarisme de ne pas parvenir à assurer une certaine équité dans la répartition des ressources. Par contre, le principe de marginalité décroissante nous permet de dire que l'utilitarisme n'est pas en désaccord avec un des objectifs très important de la fiscalité qui consiste à redistribuer la richesse.

La prochaine théorie de la justice que nous allons présenter est celle de Rawls. Elle a pour point de départ la critique que formule Rawls à l'endroit de l'utilitarisme : selon lui, justement, en agglomérant les expériences de tous les individus dans le calcul des utilités, la notion, qui veut que chacun compte pour un, se dilue et l'intérêt de chacun se trouve fondu à celui des autres et de ce fait le principe de la séparation des personnes n'est plus respecté.

Rawls a souhaité élaborer une théorie de la justice comme équité qui échappe à cette critique et à toutes les autres qu'on peut adresser à l'utilitarisme.

2.2 La théorie de la justice comme équité de John Rawls

2.2.1 Présentation

John Rawls (1921-2002) est un philosophe libéral américain surtout connu pour son livre paru en 1971 sous le titre *A Theory of Justice* (Une théorie de la justice) auquel il travaillait depuis les années 1960. Sa théorie de la justice est considérée comme l'un des plus importants textes de philosophie éthique et politique, certains diraient même que depuis les grandes œuvres de Kant, c'est le livre d'éthique et politique le plus important et le plus ambitieux.

Pour Rawls, la théorie utilitariste de la justice est peut être acceptable d'un point de vue pratique, mais d'un point de vue philosophique elle est irrationnelle. En effet, si nous avons la conviction que chaque individu a droit au respect de sa personne et que ce droit est inviolable, alors nous ne pouvons trouver ni acceptable ni juste, qu'une personne perde sa liberté pour assurer le mieux-être du plus grand nombre.

Cette objection de Rawls à l'utilitarisme est à la base de sa propre théorie. Le respect de la liberté individuelle est fondamental chez Rawls et c'est pourquoi il aspirait à développer une théorie éthique fondée sur la notion du respect de la dignité de la personne, que l'on doit aux philosophes du contrat social comme John Locke, Jean-Jacques Rousseau et Emmanuel Kant.

Avant de présenter, la théorie de la justice de Rawls, il est important de rappeler une critique faite aux théories de la justice basées sur l'idée d'un contrat social : cette critique soutenait que, dans un état de nature, l'accord issu d'une négociation entre deux parties pouvait être à l'avantage d'une partie et aux détriments de l'autre.

Ces critiques s'appuient sur l'existence probable de conflits entre les intérêts de chacune des parties. En effet, si chacune des parties est strictement concernée par l'amélioration de ses propres conditions de vie, sans aucune considération pour les autres, alors il peut y avoir des différences au niveau des intérêts. Les intérêts

individuels pouvant diverger des intérêts collectifs, il peut exister des conflits entre les intérêts particuliers de chacun des individus pris un à un.

De plus, dans ce contrat librement consenti, on peut présumer que chacune des parties ne possèdera pas les mêmes caractéristiques. Par conséquent, dans le processus de négociation, certains seront avantagés par rapport aux autres. C'est pourquoi cette négociation pourrait avoir pour résultat que les principes de justice sur lesquelles les parties, en l'état de nature, en seraient venues à s'entendre, reflèteraient les intérêts des plus puissants au détriment des plus désavantagés.

Pour répondre à ces critiques, Rawls a imaginé, pour fonder sa théorie, une expérience de pensée qu'il a nommée le « voile d'ignorance ». Cette expérience imagine que derrière le voile d'ignorance, où tous se trouvent, chaque individu ignore totalement toute information concernant les caractéristiques de sa propre personne ainsi que ses intérêts particuliers et ses désirs.

Dans son livre, Rawls décrit ainsi cette position originelle où les individus se trouvent alors:

« Un des aspects les plus important de la position originelle est que personne ne connaît la place qu'il occupe dans la société, sa classe sociale ou son statut, personne non plus ne sait de quels avantages il sera doté quant à la distribution des aptitudes naturelles et des habiletés, intelligence, force et autres. »⁹ (Rawls, 1971, p.12) (Notre traduction)

Pour compléter cette définition, Rawls ajoute que le voile d'ignorance prive aussi les parties de toute information concernant leurs conceptions de ce qui est bien et de toutes leurs tendances psychologiques.

C'est pourquoi le voile d'ignorance permet de corriger tout ce qui est arbitraire dans le monde en garantissant que personne, dans son choix des principes, n'est

⁹ Among the essential features of this situation is that no one knows his place in society, his class position or social status, nor does any one know his fortune in the distribution of natural assets and abilities, his intelligence, strength, and the like.

avantage ou désavantage, par sa situation particulière, parce qu'il a eu plus de chance à la loterie naturelle ou bien en raison de circonstances sociales plus avantageuses.

Intuitivement, cette approche peut nous sembler satisfaisante. Ainsi libérée de tout biais dû à sa situation personnelle, chaque personne devrait être en mesure de définir objectivement des principes qui lui permettront de déterminer ce qui est juste et tous devraient aboutir aux mêmes principes.

Il reste cependant le problème de la motivation, autrement dit des raisons qui nous poussent à agir et qui nous guident dans l'action. Si, sous le voile d'ignorance, nous n'avons plus de conception de ce qui est bien, alors quels seront les critères dont nous disposerons pour nous permettre de choisir les principes de justice qui seront à la base de notre société ? Sur quelles assises pourrons-nous fonder notre jugement ? Rawls se trouvait là devant un réel problème. Pour parvenir à le résoudre, il a développé un nouveau concept, celui de « faible théorie du bien ¹⁰ ».

Dans cette version simplifiée du bien que Rawls propose, on pose comme hypothèse qu'il existe des biens premiers qui sont normalement utiles, peu importe les aspirations de toute personne rationnelle. Cette théorie suppose donc que peu importe ce que toute personne rationnelle peut vouloir d'autre, elle veut au minimum les biens premiers: les droits et libertés, les opportunités, le revenu et le bien-être ainsi que le respect de soi. Cette définition est à rapprocher de celle des facteurs d'hygiène versus les facteurs de motivation, proposée par Herzberg dans un cadre de travail.

On peut dès lors affirmer, en accord avec cette faible théorie du bien, que les individus placés dans la position originelle savent ce que sont les biens premiers et on peut supposer qu'ils préféreront normalement plus de biens premiers plutôt que moins.

¹⁰ *Thin theory of the good.*

Pour compléter la présentation de la position originelle, Rawls pose deux autres hypothèses.

La première est que les parties, dans la position originelle, ne sont pas motivées par l'envie. La seconde est qu'une personne dans la position originelle n'est prête à accepter une perte pour elle-même que si les autres ont aussi subi la même perte.

Pour bien résumer l'idée de la position originelle, laissons la parole à Rawls:

« ...les personnes dans la position originelle s'efforcent de reconnaître des principes qui leur permettront d'atteindre les fins qu'elles visent autant que possible. Elles y parviennent en tentant de gagner pour elles-mêmes le niveau le plus élevé de biens premiers, considérant que cela leur permettra de promouvoir leur conception du bien, peu importe ce qu'elle sera, et ce de manière plus efficace. Les parties ne cherchent pas à conférer des bénéfices ou à imposer des préjudices à l'autre partie; elles ne sont pas motivées par l'affection ou la rancœur. Elles n'essaient pas non plus d'avoir avantage l'une sur l'autre; et ne sont ni envieuses ni vaniteuses.¹¹ » (Rawls, 1971, p. 125)
(Notre traduction)

Dès lors qu'il nous a fourni une définition claire de son concept de position originelle, Rawls nous demande d'imaginer, partant de là, la conception de la justice que nous choisirions. Dans son livre, il nous présente une liste (Rawls, 1971, p.124) comprenant la plupart des conceptions philosophiques de la justice. Rawls, les analyse une à une en se demandant laquelle des conceptions de la justice les parties choisiraient unanimement comme étant la meilleure.

Nous ne présenterons pas ici tout l'argumentaire de Rawls. Cependant, si on veut résumer les arguments qu'il avance pour justifier le rejet des différentes conceptions de la justice, on pourrait les classer sous deux rubriques : soit que les conceptions

¹¹ ...the persons in the original position try to acknowledge principles which advance their system of ends as far as possible. They do this by attempting to win for themselves the highest index of primary social goods, since this enables them to promote their conception of the good most effectively whatever it turns out to be. The parties do not seek to confer benefits or to impose injuries on one another ; they are not moved by affection or rancor. Nor do they try to gain relative to each other ; they are not envious or vain.

de la justice visées se placent du point de vue de ceux qui sont le plus avantagés dans nos sociétés, soit qu'elles se placent, du point de vue de ceux qui se situent dans la classe moyenne de nos sociétés.

Rawls conclut son argumentaire en affirmant que le meilleur point de vue que l'on puisse adopter n'est ni celui des plus avantagés ni celui de la classe moyenne mais bien celui de ceux qui sont le plus désavantagés. Selon lui, une personne rationnelle dans la position originelle doit choisir des principes de justice en supposant la pire situation, soit celle où ce serait son pire ennemi qui choisirait la place qu'elle devrait occuper dans la société.¹²

La stratégie décisionnelle qui correspond aux idées avancées par Rawls, est celle du *maximin*. En bref, le principe du *maximin* nous dit de classer les différentes options en commençant par celle qui procurera le pire des résultats. Par la suite, nous opterons pour l'option dont le pire résultat est supérieur aux pires résultats des autres options. À ce point de son raisonnement, il est important de se rappeler que Rawls pose comme hypothèse que la théorie de la justice retenue, si on se place du point de vue de la position originelle, sera la meilleure conception de la justice possible.

Ces justifications étant posées, passons aux deux principes de justice pour lesquels, selon Rawls, opterait toute personne libre et rationnelle se trouvant dans la position originelle et poursuivant ses propres intérêts.

Le premier principe sur lequel tout le monde s'entendrait est le principe dit de liberté-égalité, qui confère des droits égaux à tous tant que ceux-ci n'empêchent pas la liberté d'autrui de se réaliser. Rawls le formule comme suit :

¹² On retrouve au fond dans cette affirmation quelque chose du principe et de la logique que l'on utilise lorsque nous devons nous partager une tarte à deux. Le premier coupe la tarte et le deuxième choisit le premier.

« Chaque personne a droit à un système pleinement adéquat de libertés de base égales pour tous, compatible avec un même système de liberté pour tous; et dans ce système, la juste valeur des libertés, et de celles-là seulement doit être garantie. ¹³ » (Rawls, 1999, p. 266, in Talisse 2001 p. 41) (Notre traduction)

Le deuxième principe qui se divise lui-même en deux est le principe de différence, par lequel sont admises des inégalités justes. Rawls le formule comme suit :

« Les inégalités sociales et économiques doivent satisfaire deux conditions :

- elles doivent être liées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous, dans des conditions d'égalité équitable des chances;
- elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société.¹⁴ » (Rawls, 1999, p. 266, in Talisse 2001 p. 41) (Notre traduction)

Rawls nous fait remarquer que la formulation des deux principes nous permet de poser une hypothèse utile qui consiste à diviser en deux parties la structure sociale de manière que l'on puisse appliquer un des principes à une partie et l'autre à la deuxième.

Les premiers aspects de la société seraient ceux qui assurent et définissent les égalités au niveau des libertés et des opportunités ; les seconds seraient ceux qui permettent ou établissent les inégalités sociales et économiques.

On peut donc constater que le premier principe assure que les libertés fondamentales, c'est-à-dire les principaux droits politiques, la liberté de conscience et de pensée, les droits civiques de base et autres, seront égales pour tous. Quant au principe de différence, il s'applique à la distribution des revenus et du bien-être et à la structure des institutions politiques et économiques dans la mesure où elle implique des différences au niveau de l'autorité organisationnelle. C'est donc le

¹³ Each person is to have an equal right to the most extensive total system of equal basic liberties compatible with a similar system of liberty of all.

¹⁴ Social and economic inequalities are to be arranged so that they both : a) to the greatest benefit of the least advantaged..., and (b) attached to offices and positions open to all under conditions of fair equality of opportunity.

deuxième principe qui régularise la question de la justice distributive, et c'est donc à lui que nous nous attarderons dans la suite du présent mémoire.

Selon Rawls, la justice distributive dépend du choix approprié des structures de base d'une société et de son système fondamental de droits et de responsabilités. Si les institutions contrôlent l'attribution des droits et des devoirs à travers la structure sociale, alors il faut commencer par adopter une constitution politique qui, par la législation, fera respecter les droits et responsabilités que nous définissons comme étant justes.

Sa théorie de la justice énonce que, dans un État parfaitement juste, il doit être indifférent de naître dans telles ou telles circonstances et avec telles caractéristiques plutôt que telles autres. Comment, dès lors, les principes de justice que nous venons de présenter peuvent-ils contribuer à l'avènement d'un État juste ?

Sachant que la structure de base d'un système social affecte les perspectives de vie de chaque individu, le problème fondamental de la justice distributive devient celui de résorber les différences au niveau des perspectives offertes à chacun des individus et cela en tenant compte des circonstances particulières de chacun. Pour résoudre ce problème, il faut trouver une interprétation des deux principes de justice selon laquelle la distribution n'est pas influencée faussement par les contingences arbitraires dues au statut social ou à la loterie génétique.

Rawls utilise le principe de différence pour résoudre ce problème en le considérant comme un contrat entre les parties permettant de considérer les talents et habiletés comme un bien commun et partager les bénéfices qui en résultent. Nous allons présenter deux arguments en faveur du principe de différence qui considèrent les circonstances particulières de nos vies comme étant des biens communs, que l'on fasse partie des personnes les plus avantagées ou des personnes les moins avantagées.

Le premier porte sur les opportunités égales à tous, et se situe du côté de ceux qui sont les moins avantagés. Pour y parvenir, on doit faire appel au principe de compensation que nous avons vu précédemment chez les utilitaristes.

L'idée étant de corriger les biais dus aux circonstances de la vie dans le sens de l'égalité, il faut donc que l'on porte plus attention à ceux qui sont moins favorisés par la nature, ce qui pourra par exemple vouloir dire de dépenser plus de ressources pour l'éducation des moins doués plutôt que pour les plus doués — surtout dans les premières années de scolarisation.

Le principe de différence est différent du principe de compensation, mais il atteint certains de ses objectifs. En effet, dans le cadre du principe de différence, l'idéal des opportunités égales cesse d'être le droit de laisser les moins fortunés derrière et par conséquent les effets pervers d'un régime méritocratique sont annulés. Le deuxième argument répond aux objections qui pourraient être formulées concernant la notion du mérite, si l'on se place cette fois du point de vue des plus avantagés.

Il est communément admis que ceux qui sont plus avantagés méritent les avantages qu'ils ont, peu importe que les autres en bénéficient ou non. Pour Rawls, il est vrai qu'une personne mérite ses avantages si elle les a obtenus en respectant les règles et en posant les comportements attendus dans un système juste de coopération, alors ses avantages seront légitimes.

Par contre, pour Rawls, une personne qui a été plus chanceuse à la loterie naturelle ne peut raisonnablement dire qu'elle mérite le fruit de ce qu'elle a obtenu par le seul fait de naître. Cependant, si elle obtient plus d'avantages que les autres mais que les autres aussi en bénéficient, alors, en ce cas, elle pourra dire qu'elle mérite les avantages reçus.

Il s'ensuit que, selon Rawls, le principe de différence sera acceptable dans un système de coopération juste où les inégalités permises sont celles qui contribuent au mieux-être de tous et chacun.

Cette notion de coopération dont nous venons de parler nous conduit directement à une dernière caractéristique du principe de différence qui permet de résoudre le problème des iniquités de départ. Cette caractéristique est le principe de fraternité.

Avec celles de liberté et d'égalité, l'idée de fraternité a toujours eu une tendance à occuper une place moindre au sein des valeurs fondatrices de la démocratie. Or, le principe de différence correspond précisément à l'idée naturelle que nous avons de la fraternité et actualise cette valeur qui nous incite à ne pas accepter de privilège à moins qu'il ne bénéficie aussi à ceux qui sont moins avantagés. Une fraternité faisant appel à nos sentiments semble ne pas être une attente réaliste à maintenir vis-à-vis des différents membres d'une société. Par contre, si nos institutions intègrent le principe de différence, imaginé par Rawls, il semble raisonnable d'espérer satisfaire ce critère de fraternité.

Ce constat permet à Rawls de pouvoir intégrer, grâce au principe de différence, la notion de fraternité à sa théorie et, partant de là, il pourra associer aux concepts de liberté, égalité et fraternité les deux principes de justice de la manière suivante : la liberté correspond au premier principe, l'égalité correspond à la première partie du deuxième principe, soit des opportunités équitables, et la fraternité à la deuxième partie du deuxième principe, le principe de différence. La notion de fraternité est donc ainsi incluse dans l'interprétation démocratique des deux principes de justice et l'on peut constater que cela demandera des ajustements précis à la structure de base de la société.

Rawls après avoir démontré que sa théorie de la justice intégrait les principes de liberté, d'égalité et de fraternité, a fait un pas de plus en se questionnant sur la stabilité des deux principes de justice. Comment peuvent-ils être viables ?

Selon lui, la stabilité sera assurée si les personnes reconnaissent que le système est juste, c'est-à-dire qu'il permet leur mieux-être. Ils seront en ce cas motivés à agir et à se conformer aux règles de justice établies. Pour Rawls, par l'amélioration des institutions politiques on voit disparaître les conflits d'intérêts, les barrières et autres

inégalités qui encouragent les citoyens à n'avoir aucune considération pour les demandes des autres. Rawls soutient qu'une conception stable de la justice a pour effet de générer sa propre adhésion et de favoriser les sentiments naturels d'unité et de camaraderie. On reconnaît bien là le disciple de Kant.

Maintenant que nous avons présenté brièvement les principes à la base de la théorie de la justice de Rawls, nous allons évaluer, à l'aide des trois critères que nous avons établis précédemment, cette théorie du point de vue de la justice distributive. Nous présenterons simultanément comment Rawls voyait s'articuler sa théorie à l'intérieur de nos institutions.

2.2.2 Validité de la base d'information

La théorie de la justice de John Rawls a pour base d'information les biens premiers. Il est important de se rappeler que les biens premiers comprennent : les droits et libertés ; les opportunités ; le revenu et le bien-être ainsi que le respect de soi. Si une société fait la promotion de l'égalité des biens premiers, alors le champ des libertés possibles pour chacun des individus s'en trouve grandement élargi.

En d'autres termes, les biens premiers sont des avantages individuels formulés en termes d'opportunités sur lesquelles les individus peuvent s'appuyer pour atteindre les fins qui leur sont propres. Les biens premiers fournissent une information beaucoup plus complète quant aux ressources nécessaires aux individus, quelles que soient les fins qu'ils poursuivent.

D'après Rawls, ces fins constituent autant de « conceptions individuelles de bien ». Si, disposant du même « panier de biens premiers » ou même d'un panier plus fourni, un individu n'atteint pas les mêmes satisfactions qu'un autre du point de vue de l'utilité, cette inégalité ne repose pas pour autant sur une quelconque injustice ou n'en constitue pas une, puisqu'il revient dès lors aux individus d'endosser la responsabilité de leurs préférences personnelles. Pour Rawls, la liberté est la

priorité. Mais contrairement aux libertariens que nous étudierons dans la prochaine section, la liberté dont il parle est positive, c'est celle qui nous donne des opportunités d'agir. Cette distinction entre liberté positive et liberté négative est importante si nous voulons bien comprendre le concept de liberté du point de vue de la justice distributive.

Les libertés négatives sont celles qui nous assurent que nous ayons le droit d'agir et qu'il n'y a pas, dans le respect des lois, d'entraves à nos actions. Les libertés positives, quant à elles, font plus que ne pas nous empêcher de faire quelque chose : elles nous donnent les ressources pour nous ouvrir le champ des opportunités. Il revient alors à l'individu d'exercer sa liberté.

Sen, reconnaît le pas qui est fait par Rawls quant à la liberté, mais pour lui cela n'est pas encore assez et il souligne que :

« ...l'élargissement du champ d'information des seuls revenus à l'ensemble des biens premiers ne suffit pas cependant à embrasser toutes les variations qui sont en jeu dans la relation entre d'une part revenus et ressources et d'autre part, bien être et liberté. » (Sen, 2003, p.102)

Il poursuit sa critique en faisant remarquer que la notion de biens premiers recouvre une typologie variée de ressources générales et l'usage fait de ces ressources en vue de favoriser la possibilité d'accomplir des actions désirables est lui aussi sujet aux cinq variations postulées par Sen, qui existent entre ce que nous avons et ce que nous réalisons avec ce que nous avons : dans le cas de l'utilité, on comparait le revenu et le bien-être, dans le cas des biens premiers on compare les biens premiers dont nous disposons et la possibilité d'accomplir des actions désirables.

Pour Sen, les biens premiers ne sont pas un bon indicateur du bien-être des individus, car tous les individus n'ont pas les mêmes besoins. Pour bien comprendre son point de vue, reprenons les cinq variations entre les individus qu'il a identifiées et que nous avons vu précédemment dans l'analyse de l'utilité comme base d'information:

1) Hétérogénéité des personnes

Le fait que tous les individus soient différents a pour effet que chacun n'a pas les mêmes besoins et, qu'en conséquence, les biens premiers ne sauraient répondre aux besoins de chacun.

2) Diversité de l'environnement

Les variations de condition du milieu, le climat et autres font encore une fois en sorte que les besoins ne sont pas les mêmes pour chacune et chacun.

3) Disparités de l'environnement social

L'environnement social est constitué de facteurs externes tels la criminalité, le système d'éducation public : et l'on sait que ces facteurs ont un impact direct sur la qualité de vie des membres d'une société.

4) Relativité des perspectives

L'ensemble des biens nécessaires peut varier dépendamment de la société dans laquelle on évolue, de sa culture, de ses normes.

5) Distribution au sein de la famille.

Les règles de distribution dans une famille peuvent faire varier d'un individu à l'autre, la part qu'il recevra et ainsi sa situation et ses perspectives.

Ainsi, si l'on renonce à se concentrer sur les moyens de mener une vie bonne, il existe une autre voie pour évaluer la qualité de vie des gens. Elle consiste à s'attacher au mode de vie réel que les gens s'efforcent de mener (ou pour aller plus loin, à la liberté mise en œuvre pour mener la vie que l'on a raison de souhaiter). Dès lors, l'attention se porte sur les libertés qui résultent des biens et non sur les biens considérés pour eux-mêmes.

Rawls a répondu à cette critique.

Pour lui, la liberté est également une priorité. Mais c'est la liberté en tant que capacité d'agir qui lui importe. Selon lui, en assurant, par un système d'éducation, un système de santé et d'autres transferts, des ressources suffisantes à chacun pour lui offrir un grand éventail d'opportunités, on élargit sa liberté et, du même coup, sa capacité d'agir.

En résumé, ce qui caractérise la position de Rawls relativement à la base d'information et qui polarise les objections que lui adresse Sen c'est le fait que dans le modèle rawlsien, les biens premiers représentent les ressources et les opportunités ainsi que les libertés que l'on doit assurer à chacun, mais ce que chacun en fait, le résultat qui en découle tout cela est son choix.

Pour Sen, au contraire, cela n'est pas suffisant. Il faut que l'on compare les résultats de ce que les gens ont fait des ressources qui leur sont accessibles. Si on veut pouvoir bien mesurer l'impact des ressources, il faut donc prendre en compte le résultat. Une telle analyse est conséquentialiste, ce que celle de Rawls n'est pas puisque, pour Rawls, au contraire de Sen, si le résultat est différent, il ne sera pas injuste s'il est produit au sein d'une société juste.

2.2.3 Impacts sur les libertés individuelles

Nous avons vu que, pour Rawls, la priorité est à la liberté, plus précisément à la liberté positive. Mais Rawls, à travers le principe de différence, montre qu'il est également en faveur d'inégalités si toutefois elles sont au bénéfice des plus désavantagés : en d'autres termes, si ce sont des inégalités qui contribuent à augmenter les égalités, alors on peut parler d'équité.

Rawls souhaite donc que les libertés individuelles comprennent toutes les libertés négatives (ou libertariennes, comme nous le verrons plus loin), mais aussi qu'elles

élargissent le champ des possibles, en offrant des opportunités accessibles à tous et en garantissant à chacun, par l'éducation, la santé et les transferts, la capacité d'exercer sa liberté. Selon Rawls, on retrouve dans les biens premiers les éléments essentiels pour être réellement libre :

- premièrement, les droits et libertés qui, garantissent que les individus d'une société ne seront pas entravés et qu'ils auront la liberté d'agir.
- deuxièmement, les opportunités qui, quant à elles, assurent que nous puissions réellement faire des choix en nous assurant un vaste champ de possibilités.
- finalement, le revenu et le bien-être ainsi que le respect de soi qui sont les biens premiers qui nous donnent la capacité d'agir, les moyens de faire des choix et d'exercer cette liberté. Ces biens premiers nous sont assurés par un système d'éducation et de santé, ainsi que par des transferts et des ressources suffisantes pour permettre à tous de vivre dans la dignité.

Rawls, en bon disciple de Kant, met la liberté comme priorité ; mais il croit aussi à l'autonomie de l'individu, à sa rationalité et qu'il revient à l'individu d'agir selon son propre entendement. C'est pourquoi Rawls, au contraire de Sen, s'il veut donner à l'individu toutes les opportunités, les moyens d'agir et les ressources pour y parvenir, maintient aussi qu'il revient à l'individu libre de faire ses propres choix.

Rawls introduit de la sorte un horizon de respect de la dignité qui est également assuré par le principe de différence. Ce respect de la dignité humaine rappelle le caractère profondément kantien de la perspective rawlsienne qui postule que des personnes placées derrière le voile d'ignorance opteraient pour que les individus soient toujours traités comme des finalités et jamais seulement comme des moyens pour certains de parvenir à leurs fins.

Traiter une personne comme moyen signifie qu'il peut être acceptable qu'une personne ait de moins grandes aspirations pour sa vie pour permettre à d'autres

d'aspirer à de plus grandes attentes et ce, dans le but d'assurer le bonheur du plus grand nombre. Cette idée, tant pour Kant que pour Rawls, est inacceptable.

Le principe de différence rappelle donc que les personnes doivent toujours être traitées comme des finalités et jamais comme des moyens. Par conséquent, selon ce principe, il serait inacceptable qu'une personne doive renoncer à une partie de sa liberté au bénéfice d'une plus grande liberté du plus grand nombre.

2.2.4 Capacité à répartir les ressources d'une société

Notre analyse partira cette fois d'un article de Rawls publié en 1973 et intitulé *Distributive Justice*. Il nous permettra de cerner la conception de la répartition des ressources à laquelle conduit le modèle rawlsien.

Dans un premier temps, nous rappellerons les arguments que le principe de différence peut permettre de déployer en faveur de la répartition de la richesse. Nous utiliserons des arguments pour montrer, au contraire de ce qui est souvent affirmé, que l'efficacité de l'économie n'est pas affectée négativement par la répartition de la richesse. Dans un deuxième temps, nous présenterons comment Rawls propose d'organiser nos institutions démocratiques pour qu'elles satisfassent le deuxième principe de justice. Finalement, étant donné que le modèle d'organisation des institutions démocratiques que propose Rawls repose en grande partie sur la capacité d'assurer un minimum social, il devient alors impératif de pouvoir le déterminer. C'est vers sa détermination que nous nous tournerons pour finir.

Rawls pensait, tout comme ses opposants, que les inégalités pouvaient être un incitatif permettant à l'économie d'être plus efficiente en favorisant les innovations et la production de meilleurs résultats. Voici les différents arguments qu'il a formulés pour soutenir que le principe de différence n'avait pas d'impact négatif sur l'efficience économique.

Pour commencer, il pose comme hypothèse que toutes les inégalités sont interconnectées et que l'amélioration des conditions des plus désavantagés a pour conséquence d'améliorer les conditions de toutes les autres personnes occupant des positions différentes. De cette manière, on ne peut améliorer ou détériorer les conditions d'une personne sans que toutes les autres ne voient aussi leurs conditions s'améliorer ou diminuer. Cela aura pour conséquence que chacun bénéficiera des inégalités résultant du principe de différence. C'est pourquoi, lorsqu'on considère par exemple les différences au niveau des talents et des habiletés, les personnes qui seront les plus favorisées pourront bénéficier des avantages que cela leur procurera si et seulement si tous les autres moins favorisés bénéficieront par la même occasion d'une amélioration de leur bien-être. Il faut donc que la structure initiale de notre société soit telle que personne ne puisse gagner ou perdre à la loterie naturelle des talents et des habiletés, ou à celle de la position initiale dans la société, sans donner ou recevoir des compensations en retour.

Dans un autre ordre d'idée, appliquons le principe de différence aux attentes des individus. Pour ce faire, Rawls présente cette notion de biens premiers, dont nous avons parlé précédemment, qui correspond à ce que toute personne rationnelle sans exception devrait vouloir sans tenir compte de ce que chacune d'elle pourrait vouloir d'autre en plus. On retrouve dans les biens premiers, on l'a vu, les libertés et les opportunités, les revenus et le bien-être, la santé et l'éducation. Ainsi les inégalités sont à l'avantage de tous si elles permettent d'augmenter les attentes au niveau des biens premiers pour tous.

Un autre argument en faveur du principe de différence est qu'il satisfait un certain niveau de réciprocité. Ce principe de bénéfice mutuel veut que A ne puisse bénéficier d'un avantage que si B, le moins favorisé des deux, bénéficie aussi d'un avantage. La difficulté ici est de prouver à A qu'il n'a aucune raison de se plaindre même si son gain est potentiellement moins grand que si B n'avait eu aucun gain. Pour résoudre cette difficulté, Rawls (1973) formule les deux arguments suivants :

1. Il est clair que le bien-être de tous dépend d'un modèle social de coopération sans lequel personne ne pourrait avoir une vie aussi satisfaisante.
2. Un tel modèle devrait encourager la coopération de chaque participant et on ne peut attendre ce comportement des participants que si le modèle proposé est raisonnable.

Ainsi, chacun gagne de la coopération de tous. En d'autres termes, et peu importe que l'on soit plus ou moins favorisé, le résultat que nous obtiendrons par la coopération sera plus grand que s'il n'y en avait pas eu.

Par ces arguments, Rawls soutient que le principe de différence permet d'assurer une distribution de la richesse tout en permettant de maintenir l'économie efficiente, puisqu'il y aura toujours un intérêt pour chacun à vouloir se dépasser car cela aura pour effet d'améliorer ses conditions, même si cela aura aussi pour effet d'améliorer les conditions des autres. De plus, ces inégalités étant issues d'un système juste, elles seront en plus légitimes, et ceux qui en seront avantagés pourront en bénéficier sans que l'on puisse le leur reprocher.

Rawls ayant ainsi montré que son modèle pouvait être efficient économiquement, il a aussi voulu montrer qu'il était aussi possible d'organiser nos institutions de manière à satisfaire le principe de différence.

Dans un premier temps, la structure sociale de base doit être contrôlée par une constitution juste qui assure à chaque citoyen des libertés égales. On pourra ainsi satisfaire le premier principe de justice. Quant au principe de différence, on doit pour le satisfaire pouvoir assurer les égalités d'opportunités. À ce moment-là, on parle spécifiquement de justice distributive. Selon le modèle de Rawls, pour que nos institutions y parviennent, elles doivent assumer les trois rôles suivants :

- Premièrement, assurer une éducation pour tous.
- Deuxièmement, réguler les comportements de la firme pour empêcher l'établissement de barrières ou de restriction pour l'accès aux diverses positions et marchés convoités.

- Troisièmement, le gouvernement doit garantir un minimum de revenu social à travers des allocations familiales, des paiements spéciaux pour les périodes sans-emploi ou des impôts négatifs (voir p. 73)

Pour assurer et maintenir ce système institutionnel le gouvernement doit assurer les quatre fonctions suivantes :

1. L'allocation
2. La régulation
3. Les transferts
4. La distribution

Nous commencerons par présenter les deux premières fonctions, l'allocation et la régulation, qui auront pour rôle d'assurer l'efficacité du libre-marché.

L'allocation aura pour objet de maintenir l'économie compétitive en prévenant la formation de pouvoir déraisonnable issu du marché. De plus, elle devra identifier et corriger, soit par des taxes, soit par des subventions lorsque cela est possible, l'inefficacité du marché causée par l'incapacité du mécanisme de prix à mesurer correctement les bénéfices ainsi que les coûts sociaux.

La régulation, elle, aura pour rôle de maintenir un niveau de plein emploi raisonnable, de telle manière qu'il n'y ait pas de gaspillage dû à une incapacité d'utiliser les ressources de manière efficace, tout en maintenant le libre-choix des occupations. Le déploiement des ressources financières nécessaires pour assurer cette fonction sera supporté par une forte demande.

Les deux autres fonctions (transfert et distribution) auront, quant à elles, pour rôle d'assurer qu'il y aura une juste distribution de la croissance économique assurée par les deux premières fonctions.

Le rôle de la fonction des transferts est d'assurer le minimum social. Il existe en effet selon Rawls de fortes objections contre le fait de laisser au seul marché le soin d'assurer cette distribution, qui tiennent au fait que le marché ne prend aucunement

en considération les besoins de chacun, pas plus que de ce que peut être un niveau de vie décent.

Une économie de marché ignore quelles sont les exigences des besoins dans son ensemble. Dans la perspective de Rawls, le mécanisme du libre-marché s'occupe du problème de l'allocation efficiente du travail et des ressources, tandis que la fonction « transfert » doit garantir un certain niveau de bien-être et rencontrer les exigences des besoins.

Partant de là, pour Rawls, dès lors que le minimum approprié est assuré par les transferts, il peut être tout à fait juste de laisser l'autre partie du revenu être déterminée par la libre concurrence. Cette manière de procéder pourrait, selon lui, être plus efficiente que d'essayer de réguler le mécanisme de prix en imposant un salaire minimum. En ayant le minimum requis pour vivre, un individu, placé devant une offre d'emploi et devant convenir d'une entente, ne se retrouve pas dans une relation de pouvoir qui lui est d'emblée défavorable.

Cependant, pour que le deuxième principe de justice soit satisfait, il faut se demander si le revenu total (salaires plus transferts) des plus désavantagés est tel qu'ils puissent maximiser leurs attentes en conformité avec leurs exigences de liberté. C'est là, on l'a vu, le rôle de la quatrième fonction du gouvernement, celle de la distribution. Cette fonction a pour rôle de maintenir une distribution approximativement juste des revenus et du bien-être en influençant les conditions du marché d'une période à l'autre.

Pour y parvenir, Rawls propose d'instaurer une taxe sur l'héritage et sur les talents. Le but de cette taxe n'est pas d'augmenter les revenus, mais plutôt de graduellement et continuellement rectifier la distribution du bien-être et de prévenir la concentration des pouvoirs au détriment de la liberté et de l'égalité des opportunités.

L'égalité des opportunités est incarnée par un certain ensemble d'institutions qui assurent une éducation de qualité à tous, l'accès à la culture pour tous, ce qui

permet de maintenir la compétition pour les positions offertes sur la base des qualités qui sont en lien avec la performance.

Ce sont ces institutions qui sont mises en péril lorsque les inégalités et la concentration du bien-être atteignent une certaine limite et les taxes imposées par la fonction de distribution ont pour but de prévenir que cette limite ne soit franchie. On devine que le lieu précis où se situe cette limite est une question de jugement politique guidé par la théorie, l'expérience et l'intuition de tous : il s'ensuit que sur cette question pratique, la théorie de la justice elle-même n'a rien à dire.

Le deuxième rôle de la fonction de distribution est d'instaurer un système de taxation capable de couvrir les coûts des biens publics et le paiement des transferts. Ce système nous ramène à la fonction de distribution, puisqu'il faut que le poids des taxes soit justement réparti.

Malgré qu'il ne soit conscient des difficultés légales et économiques que cela soulève, Rawls estime qu'il y a plusieurs arguments que l'on peut avancer en faveur d'une taxe proportionnelle aux dépenses en tant que composante d'un arrangement juste idéal.

En premier lieu, elle est préférable à l'impôt sur le revenu puisqu'elle impose un impôt en lien avec ce qu'une personne retire de la production commune de biens et pas en lien avec ce qu'une personne contribue (considérant que les revenus sont gagnés de manière équitable en retour d'un effort de production). De plus, la taxe proportionnelle traite toutes les personnes de la même manière — nous assumons ici que les revenus sont gagnés de manière équitable. Pour Rawls, il n'est préférable d'utiliser des taxes progressives que lorsqu'elles sont nécessaires pour préserver la justice du système, en d'autres mots, pour empêcher le hasard des larges fortunes et ce, au bénéfice de la liberté et de l'égalité des opportunités.

Un autre argument en faveur de la taxe proportionnelle aux dépenses est celui de l'efficacité. En effet, suggère Rawls, ce type de taxe interfère moins avec les

incitatifs économiques qui poussent les individus à produire plus et à se surpasser. En évaluant cet argument et les autres avancés ici, il faut se rappeler que la taxe proportionnelle sur les dépenses ne serait juste que si elle faisait partie d'un modèle idéal tel que décrit par Rawls. Le modèle proposé par Rawls assure des libertés à tous et par conséquent la question est de savoir, de manière cohérente avec ces libertés, s'il y a une manière d'opérer ces quatre fonctions du gouvernement et d'assurer que les inégalités à la base de la structure respecte le principe de différence.

Pour y parvenir, il faut donc pouvoir déterminer le niveau approprié du minimum social, qui devrait se situer là où, prenant les salaires en compte, on maximise les attentes de la classe ayant les plus faibles revenus. Comment y parvenir ? C'est ce que nous allons examiner maintenant.

Pour pouvoir déterminer le niveau approprié de minimum social, commençons par un premier constat. En ajustant les montants de transfert et les bénéfices provenant des biens publics qui améliorent les circonstances des plus désavantagés, il est possible d'augmenter ou de diminuer le total de leurs revenus (salaires plus transferts plus bénéfices des biens publics). On peut donc dire que cette capacité de contrôler la somme des transferts et des bénéfices, en augmentant ou diminuant le minimum social, donne suffisamment de liberté dans tout le modèle pour satisfaire le principe de différence. Ce qui impliquerait que si le paiement des transferts plus les bénéfices des biens publics sont financés par les taxes sur les dépenses ou sur les revenus, alors l'augmentation du minimum social entraîne l'augmentation des taxes. Les taxes étant proportionnelles, il s'ensuit que si on augmente trop le minimum social, on arrive à un point où l'une ou l'autre des deux choses suivantes se produira.

- Soit les épargnes nécessaires ne peuvent être faites.

- Soit l'augmentation des taxes interfère tellement avec l'efficiencia de l'économie que les attentes des plus démunis pour cette période n'augmentent plus mais diminuent.

Dans les deux cas, le niveau approprié pour le minimum est atteint et aucune autre augmentation ne devrait être faite.

L'esquisse du système institutionnel qui satisfait les deux principes de justice est maintenant complète. Rappelons-en quelques faits notables.

L'économie doit être entourée d'un modèle approprié d'institutions, puisque même un système de prix parfaitement efficient n'a aucune tendance à déterminer une juste distribution lorsque laissé à lui-même.

Si le choix initial des institutions est juste, la question de la justice distributive doit être laissée à elle-même.

Si les lois et le gouvernement agissent effectivement pour maintenir les marchés compétitifs, les ressources pleinement utilisées, la propriété et le bien-être largement distribués dans le temps, et pour maintenir le minimum social approprié, alors s'il y a égalité au niveau des opportunités assurées par une éducation pour tous, la distribution en résultant sera juste.

2.3 La théorie du libertarianisme

2.3.1 Présentation

Dans un premier temps, proposons quelques clarifications terminologiques. Par la suite, nous présenterons trois théoriciens du libertarianisme dont les idées sont significatives pour les fins du présent mémoire.

Nous avons choisi de parler du libertarianisme car au niveau de la fiscalité c'est une théorie très influente aujourd'hui. Tout au long du mémoire, nous utiliserons le terme libertarianisme. Ce néologisme est issu de l'usage du terme « libertarian » par certains libéraux américains pour se distinguer des libéraux que l'on nomme « liberals ». Le terme « liberals » représentait autrefois, en économie, ceux qui étaient en faveur du libre-marché et donc contre l'intervention des gouvernements. Au cours du XX^e siècle, dans la foulée du keynésianisme, les « liberals » en sont venus à défendre l'intervention étatique et à défendre en politique des idées progressistes. Le libertarianisme est donc issu des « liberals » qui ont maintenu leur opposition à l'intervention étatique et leur adhésion au libre-marché, idées que l'on retrouvait chez les libéraux classiques. En français le terme « libertarian » est devenu libertarien et que nous emploierons aussi ce dernier terme. Nous retiendrons donc pour le présent mémoire les termes « libertarianisme », pour la théorie, et celui de « libertarien » pour ses adeptes.

Le libertarianisme est issu des idées du libéralisme exprimées dès le XIX^e siècle par Wilhelm von Humboldt (1767-1835) dans son œuvre, *Essai sur les limites de l'action de l'État* (1791), qui est reconnu comme un classique du libéralisme politique. Au XX^e siècle, ces idées ont été reprises et développées par l'école autrichienne d'économie, dont les auteurs principaux sont entre autres Ludwig von Mises (1881-1973), Friedrich Hayek (1899-1992) et Murray Rothbard (1926-1995). Les auteurs que nous avons choisi pour présenter les idées du libertarianisme sont Friedrich Hayek, particulièrement pour sa critique du concept de justice sociale ; Milton

Friedman (1912-2006) pour ses idées sur l'impôt et la distribution des revenus ; ainsi que Robert Nozick (1938-2002) pour sa célèbre critique des idées de Rawls.

Friedrich Hayek, économiste bien connu pour la publication de son livre *La route de la servitude* (1944), est reconnu comme étant le fondateur de la Société du Mont-Pèlerin, qu'il a mise sur pied en 1947. À cette époque où les thèses de Keynes et l'interventionnisme dominaient et les penseurs libéraux se sentaient isolés, Hayek eût l'idée de les réunir dans le but de leur permettre de discuter entre eux des fondements de leurs idées et ainsi de réhabiliter le libéralisme. La Société du Mont-Pèlerin est toujours active aujourd'hui. Huit de ses membres anciens et actuels ont obtenu le « Prix Nobel » d'économie, dont Milton Friedman, qui faisait partie des membres présents lors de la première réunion en 1947.

Milton Friedman est un économiste américain, ardent défenseur du libéralisme et fondateur de l'École monétariste de Chicago. Une de ses œuvres particulièrement bien connue est : *Capitalism and Freedom* (1962). Dans cette œuvre, il explique sa théorie selon laquelle la réduction du rôle de l'État est le seul moyen, dans une économie de marché, d'atteindre la liberté politique et économique. La pensée de Friedman est d'inspiration libérale et s'oppose au keynésianisme. Dans les années 1980, ses idées économiques sur le monétarisme, la fiscalité, la déréglementation et la privatisation ont grandement influencé les politiques des gouvernements à travers le monde, notamment, aux États-Unis sous Ronald Reagan, en Grande-Bretagne sous Margaret Thatcher et au Canada sous Brian Mulroney.

Robert Nozick quant à lui est surtout célèbre pour son œuvre : *Anarchie, État et utopie* (1974). Bien que ce soit Murray Rothbard qui ait initié le mouvement libertarien, le statut d'universitaire de Nozick lui a valu d'être considéré comme le principal théoricien de ce mouvement. Il est aussi bien connu pour sa célèbre opposition aux idées de John Rawls quant à l'intervention de l'État dans la

distribution de la richesse : Nozick est en faveur d'un État ultra-minimal ou minarchiste.

Maintenant que nous avons présenté brièvement trois penseurs incontournables du libertarianisme, nous allons exposer certaines des idées de chacun d'un, pertinentes à notre avis pour définir les concepts d'équité et de justice.

Selon Friedrich von Hayek, l'idée de justice sociale est un mirage, en d'autres termes, une confusion philosophique et procède d'une erreur conceptuelle. De son point de vue, la société ne peut pas être juste ou injuste et le prétendre relève d'une mauvaise interprétation du concept de justice, celle-ci étant une caractéristique de l'action et un attribut de l'agent.

Si la distribution des ressources d'une société est le résultat d'échanges entre les individus sur le marché, alors elle est involontaire du point de vue des agents pris individuellement. Par conséquent, la distribution qui en résulte ne peut être jugée comme étant juste ou non, puisqu'elle n'est pas l'œuvre d'un agent.

Selon ce même principe, une société n'étant pas elle-même un agent, on ne peut dire d'elle qu'elle est juste ou non. La justice concerne les actions, les actions sont posées par des agents, la société n'est pas un agent : on ne peut donc parler d'action juste ou non lorsque l'on parle de la société, et il s'ensuit qu'on ne peut appliquer à la société les catégories de juste ou injuste.

Pour Hayek, on ne peut donc pas parler de justice sociale et le Gouvernement ne doit pas intervenir pour redistribuer la richesse : on doit laisser au marché le soin de réguler les échanges. Hayek pense que si le Gouvernement cesse d'intervenir dans le processus et de le dénaturer et qu'il laisse les individus interagir librement, on obtiendra alors ce qu'il appelle une « catallaxie », en d'autres mots un ordre spontané qui cristallise l'information et répand la sagesse chez les individus.

Le libre-marché, en tant que représentation d'une telle catallaxie, fournit, par son mécanisme des prix, toutes les informations nécessaires pour prendre une décision

éclairée. Pour Hayek, cette information n'est pas autrement accessible et ne l'est pour aucun planificateur central. De plus, elle permet de guider les individus dans leurs activités économiques et ce, pour le bien-être général.

Cependant, on a reproché à Hayek d'omettre le fait que les individus aussi puissent agir politiquement les uns avec les autres, ces actions étant distinctes de celle du Gouvernement. Le Gouvernement n'a donc pas le monopole de l'action politique. Il peut donc arriver qu'un groupe d'individus, qui peuvent exercer un contrôle, interviennent pour prévenir des résultats qui sont pour eux non souhaitables et interfèrent avec cet ordre spontané décrit par Hayek. Cette affirmation remet donc en question l'existence du marché parfait tel que décrit par Hayek.

Finalement, même si on admettait la conception de la justice que propose Hayek, cela ne signifierait pas pour autant que l'on serait en accord avec les conséquences qui en découleraient. Par exemple, selon la définition de la justice de Hayek, si des situations X, que nous pouvons juger comme étant déplorables, ne sont pas issues de l'action de Y, un individu donné qui serait l'agent, nous ne pouvons pas parler de justice ou d'injustice. Par contre, le résultat que nous jugions inacceptable ne devient pas plus acceptable pour autant.

Sa théorie de la justice, permet à Hayek de justifier que nous ne puissions ni ne devons intervenir en tant que société, car selon lui, la société n'est pas un agent : il faut donc s'en remettre à la charité et au bon vouloir des individus pris un à un. En fait, la conception de la justice de Hayek se retrouve vidée de toute substance morale et politique.

On retrouve plusieurs tendances au sein du libertarianisme. Mais elles ont toutes en commun cette idée d'un État plus ou moins minimal, ce qui est bien entendu à l'opposé des idées défendues par Rawls dans sa théorie de la Justice.

Nozick s'oppose lui aussi aux idées de Rawls, cette fois dans la mesure où il ne considère pas que la justice soit une question de détermination de principes

équitables. Pour lui, la justice est une question de respect des droits des individus, de leur souveraineté, de leur droit de propriété, et leur liberté de décider pour eux-mêmes et de choisir ce qu'ils veulent faire de leurs biens. Nozick prône donc un État minimal, qu'il appelle un État « veilleur de nuit » et un laisser-faire basé sur la souveraineté de l'individu.

Le respect du droit de propriété est fondamental chez les libertariens, car les biens, rappellent-ils, ne sont pas une manne du ciel : ils sont issus du travail individuel ou de la coopération d'individus pour parvenir à les fabriquer.

Nozick s'oppose donc à toute forme de justice distributive qui ambitionnerait de redistribuer la richesse. Si les mieux nantis veulent donner aux pauvres, qu'ils le fassent sur une base volontaire et non parce que l'État le leur impose sous la forme d'une taxation.

Pour Nozick, chaque individu peut faire ce qu'il veut de ce qui lui appartient et ce qui peut lui appartenir, ce sont ces trois choses :

- a) sa personne, c'est-à-dire son corps, son cerveau, ses cellules, etc.
- b) des biens naturels — la terre, les minéraux, etc.
- c) des biens fabriqués par les individus en transformant des biens naturels — voitures, nourriture, ordinateurs, etc.

Selon Nozick, il existe trois manières et seulement trois de devenir propriétaire d'une parcelle du monde de manière légitime : l'acquisition initiale, le transfert volontaire et la rectification. L'acquisition initiale concerne un bien naturel n'appartenant à personne : celui-ci appartiendra à celui qui, selon le principe : « premier arrivé premier servi » en exprimera la volonté, à condition que la situation de personne ne sera pire qu'avant cette acquisition initiale. La deuxième manière d'acquérir est le transfert volontaire entre deux partis. Les termes sont décidés entre les partis volontairement. C'est ce que nous retrouvons dans le marché : chacun intervient librement et choisit de s'entendre avec l'autre parti. C'est ainsi que l'histoire du

monde, selon Nozick, devrait être celle d'actes légitimes d'acquisition initiale suivis par des transferts légitimes de propriété, à travers des échanges volontaires, donnant ainsi pour résultat que chacun possède exactement ce qui lui appartient et rien d'autre.

Nozick sait que cela ne s'est pas passé tout à fait comme cela et que beaucoup des acquisitions ont été faites par la force ou par d'autres moyens injustes. Le principe de rectification, qui est le troisième moyen par lequel une personne peut acquérir un droit sur une propriété, a pour but de solutionner ce problème. Ce principe dit que tout transfert injuste doit être corrigé par des transferts compensatoires qui deviendront des droits.

Pour la plupart des théoriciens politiques, cette idée d'acquisition initiale est inadéquate. Ils demandent en particulier de quelle manière pourrait se réaliser le fait qu'une personne devienne disons, propriétaire d'une terre : est-ce en marchant autour, en faisant un cercle sur une carte, en installant une clôture autour ? D'autre part, comment décide-t-on que personne ne verra sa situation empirer ? Les autres ne sont-ils pas évidemment moins bien dès lors qu'ils n'ont plus la possibilité de posséder cette parcelle de terre ? Qui dit que la terre n'appartenait à personne auparavant, et pourquoi n'était-elle pas la propriété de tous ? Dans ce dernier cas, il faudrait avoir la permission des autres pour pouvoir l'utiliser. Si le monde était collectivement ou conjointement possédé, alors il serait approprié de se rassembler et de décider tous ensemble comment nous souhaitons l'utiliser et le distribuer et ce, selon les principes de justice distributive que nous choisirions.

Nozick peut certes reconnaître qu'il existe des inégalités qui sont injustes parce qu'elles ne résultent pas des trois principes qu'il propose. Mais il peut aussi exister de grandes inégalités structurelles qui pour lui ne seraient pas injustes, si seulement elles sont la résultante d'acquisitions légitimes, c'est-à-dire faites selon l'une des trois manières qu'il a identifiées.

Si on se tourne maintenant vers les habiletés, les aptitudes avec lesquelles on naît, les circonstances dans lesquelles on naît, Nozick reconnaît qu'il y a là des inégalités et il peut admettre que cela est inéquitable. Mais, selon lui, cette situation n'est pas injuste tant et aussi longtemps que les droits de propriété des individus sont respectés.

Les gens peuvent bien entendu donner à ceux qui sont moins fortunés, mais de cela ne découle aucune revendication au nom de la justice puisque celle-ci, encore une fois, consiste seulement à respecter les droits de propriété des individus et à laisser les gens libres de faire ce qu'ils veulent avec ce qu'ils possèdent.

Milton Friedman reconnaît lui aussi un rôle minimal à l'État, celui de protéger notre liberté des ennemis à l'extérieur de nos frontières mais aussi contre nos concitoyens qui pourraient eux aussi porter atteinte aux libertés. Friedman reconnaît également à l'État le rôle de faire respecter la loi et l'ordre, de faire respecter les contrats privés et de promouvoir un marché concurrentiel.

Pour Friedman, assurer la liberté économique est un moyen indispensable pour l'avènement de la liberté politique. Lorsque le Gouvernement perçoit une partie des revenus des individus, sous forme d'impôt, c'est comme s'il s'approprie une partie de leur liberté.

Cependant, et comme nous le disions précédemment, nous nous attarderons plus spécifiquement dans ce mémoire aux idées de Friedman au sujet de la fiscalité et c'est pourquoi nous traiterons plus en détail de ses idées dans la section consacrée à la capacité de répartir les ressources d'une société.

2.3.2 Validité de la base d'information

La base informationnelle du libertarianisme est celle des droits libertariens que l'on pourrait aussi appeler négatifs, c'est-à-dire tous ces droits où nos libertés ne sont pas entravées. On ne nous empêche pas de faire des choses, mais on ne nous donne pas nécessairement un contexte nous permettant de réaliser nos libertés, ce qui relèverait des droits positifs. Les droits libertariens, arguent ses critiques, négligent ainsi les libertés les plus élémentaires auxquelles nous avons raison de tenir.

« La priorité absolue des droits libertariens devient problématique quand l'exercice des (droits légitimes) peut conduire, en toute hypothèse, à des résultats désastreux, quand par exemple, il peut avoir pour conséquence la violation de la liberté des individus, telle qu'elle se manifeste dans la poursuite de buts aussi importants que d'échapper à la mortalité évitable, d'être bien nourri et en bonne santé, d'être capable de lire, d'écrire, de compter, etc. L'importance de ces libertés ne saurait être ignorée au nom de la (priorité de la liberté). (Sen, 2003, p. 94)

La théorie libertarienne ne tient par ailleurs aucunement compte des résultats issus de la priorité accordée à la liberté. Pour les libertariens, c'est la liberté économique qui est prioritaire, car c'est elle qui mène à la liberté politique. C'est elle aussi qui assure le bien-être des sociétés développées — le développement devant sans doute ici s'entendre en termes de croissance économique et de certains indices de développement humain. C'est parce qu'elles ont favorisé les libertés économiques, assure-t-on, que les sociétés se sont développées. Cette liberté économique est assurée par le droit à la propriété privée et c'est pourquoi ce droit est si fondamental dans la théorie libertarienne.

Selon Sen, « Ignorer les conséquences, et en particulier celles qui touchent à l'exercice des libertés par les individus, ne saurait constituer un principe fondateur adéquat pour asseoir un système d'évaluation satisfaisant. » (Sen, 2003, p.95) Il faut un système d'information plus large que les seuls droits libertariens pour être en mesure d'évaluer si une société est juste ou non.

2.3.3 Impacts sur les libertés individuelles

La théorie libertarienne met l'emphasis sur les libertés individuelles et ce sont elles qui sont prioritaires. Pour les libertariens, comme nous le disions précédemment, la justice est une question de respect des droits des individus quant à leur souveraineté, leur droit de propriété, et leur droit d'être libre de décider pour eux-mêmes et de ce qu'ils veulent faire de leurs biens.

Nozick, pour appuyer sa position en faveur des droits individuelles, nous rappelle que Rawls lui-même était en désaccord avec les utilitaristes parce qu'en faisant le calcul du bonheur du plus grand nombre, ils ne considéraient plus les individus séparément, ce qui pouvait conduire à admettre le déplaisir de certains pour assurer un plus grand bonheur à d'autres.

Mais, selon Nozick, Rawls ne pousse pas assez loin l'idée de l'individualité de chacun. Chaque individu est un être distinct possédant ses propres habiletés, talents et caractéristiques, qui lui appartiennent, et qui ne devraient pas être utilisés sans son consentement pour le bénéfice des autres.

C'est ainsi que, pour les libertariens, toute redistribution imposée par l'État pour assurer un minimum vital à chacun et ainsi réaliser la justice sociale est une atteinte aux libertés individuelles. Cette redistribution impliquerait en effet, qu'une autorité centrale amènerait les gens à faire des choses qu'ils ne veulent peut être pas faire, les empêcherait de faire ce qu'ils veulent avec leurs ressources : tout cela, selon Hayek, serait commis en raison d'une erreur conceptuelle.

Un autre argument avancé par Nozick pour soutenir sa conception de la justice est l'impossibilité pour des principes de justice qui suivent un modèle de ne pas violer les libertés des gens ou d'imposer des restrictions aux libertés individuelles.

Pour illustrer son point de vue, il imagine l'exemple du joueur de basket-ball Wilt Chamberlain. Tout le monde est disposé à payer un montant supplémentaire pour avoir le privilège de voir jouer ce remarquable joueur. Nozick souligne que nous

pouvons même imaginer la distribution initiale des ressources que nous souhaitons, par exemple une distribution des ressources initiales égales pour tous : cela ne changera rien à la suite de son argumentaire. Le voici.

Si chaque personne est prête à payer 0,25\$ de plus sur l'achat de son billet pour voir jouer Wilt Chamberlain, alors, à la fin de la saison, Wilt Chamberlain sera un homme très riche et nous n'aurons plus une distribution égale des ressources. Et cette situation sera juste en vertu des principes reconnus par Nozick.

Pour Nozick, on ne peut s'y objecter puisque les gens ont simplement choisi, librement, de faire ce qu'ils voulaient avec ce qui leur appartient. Selon lui, si la distribution initiale était juste, et ce indépendamment du modèle auquel elle se conforme, alors peu importe ce qui émerge d'échanges librement consentis, cela doit être juste. Pour Nozick, chaque individu peut faire ce qu'il veut de ce qui lui appartient, et cela est aussi vrai pour le droit à la propriété de sa propre personne. Chaque individu possède au moins son propre corps — incluant ses talents naturels — et a sur eux un droit total et absolu.

Par contre, Rawls, on s'en souviendra, dans le cadre de son analyse des iniquités initiales, pose que les talents naturels sont des biens communs. Nozick, quant à lui est en total désaccord avec cette affirmation. Et s'il l'est, ce n'est pas parce qu'il ignore ces inégalités ou qu'il ne sait pas qu'elles sont le fruit de la chance : néanmoins, la priorité qu'il accorde à la liberté fait en sorte que ce qui importe est de respecter le principe que les gens possèdent leur propre personne.

Il est important de rappeler que Rawls reconnaît que nous avons droit à notre intégrité physique et à un espace au sein duquel nous avons nos libertés individuelles à l'abri de toute intervention. Par contre, Nozick veut utiliser nos intuitions concernant la possession de notre propre personne pour l'étendre à la possession des biens produits par notre personne.

Cette position illustre bien l'importance du droit de propriété pour les libertariens et pourquoi l'appropriation d'une parcelle de ce qu'une personne possède par le Gouvernement sous forme d'impôt est souvent considérée par les libertariens comme du vol — d'où la célèbre expression : « L'impôt c'est du vol ».

2.3.4 Capacité à répartir les ressources d'une société

Dans cette section, nous allons dans un premier temps présenter les positions des libertariens quant à l'intervention de l'État dans la répartition des ressources. Dans un deuxième temps, nous présenterons les propositions fiscales de Milton Friedman, elles aussi relatives à la répartition des ressources.

Le libertarianisme veut laisser au seul marché le soin de répartir les ressources. Le mécanisme des prix, selon le libertarianisme, fournit toutes les informations nécessaires pour prendre une décision éclairée. Cette information n'est pas autrement accessible et ce, pour aucun planificateur central quel qu'il soit. Hayek, comme nous le disions précédemment, pense que si le Gouvernement cesse d'intervenir dans le processus, et ainsi de le dénaturer, et laisse les individus interagir librement, on obtiendra alors ce qu'il appelle une « catallaxie » que seul le libre-marché peut produire.

Hayek ajoute que les politiques au niveau du bien-être et de la redistribution demandent que l'État porte un jugement pour déterminer quel critère devrait être utilisé pour procéder à la distribution. Devrait-on utiliser le mérite ou bien les besoins? Quels sont les besoins que nous devons combler? Quelle action est méritoire ou non? Hayek est sceptique quant à la possibilité qu'il y ait une réponse juste à cette question et c'est pourquoi il propose que l'on laisse aux individus la responsabilité de juger de ces questions.

Pour Nozick, ce qui est important, c'est que les gens possèdent des choses qu'ils ont obtenues de manière juste, peu importe la distribution qui en résulte : si ce qu'ils

possèdent a été obtenu par échanges volontaires, alors la situation qui prévaut est nécessairement juste. La question de savoir si une personne peut avoir une revendication pour un quelconque objet au nom de la justice dépend de la série des événements qui a conduit à la possession de ce dit objet. L'inégalité peut être juste, tout comme l'égalité peut être juste : ce qui importe c'est de pouvoir exercer son droit de propriété dans le respect des lois.

Un argument que Nozick utilise pour justifier son objection à la redistribution de la richesse par l'État est le principe de Kant selon lequel on ne peut traiter une personne que comme une fin, jamais comme moyen de parvenir à ses fins. L'État, en percevant des impôts dans le but de redistribuer la richesse, utiliserait en effet certains individus comme moyen pour les finalités d'autres individus.

Milton Friedman n'est pas non plus en accord avec l'intervention de l'État dans la redistribution des revenus. Comme nous l'avons vu précédemment, Friedman croit qu'il n'y a que la liberté économique qui puisse assurer la liberté politique. Le principe de justice qui devrait nous guider dans la distribution des revenus dans une économie de marché est le suivant et il ne suppose qu'une intervention d'un État minimal et « veilleur de nuit » :

« À chacun selon ce que lui-même et les instruments qu'il possède produisent. La simple mise en oeuvre de ce principe dépend implicitement de l'action de l'État. Les droits de propriété sont affaire de droit et de conventions sociales [...] et les définir et les faire respecter est une des premières fonctions de l'État. La distribution finale des revenus et de la richesse à laquelle conduit une intégrale mise en oeuvre de ce principe pourrait dépendre de manière significative des règles de propriété adoptées¹⁵. (Friedman, 1962, p. 161-162) (Notre traduction)

¹⁵ «(To each according to what he and the instruments he owns produces.) The operation of even this principle implicitly depends on State action. Property rights are matters of law and social convention [...] their definition and enforcement is one of the primary function of the state. The final distribution of income and wealth under the full operation of this principle may well depend markedly on the rules of property adopted. »

Nous savons que ce principe a pour conséquence de générer des inégalités substantielles. Friedman fait lui aussi ce constat :

« Un système capitaliste reposant sur le paiement selon le produit peut conduire et en pratique conduit à de considérables inégalités de revenus et de fortune¹⁶. » (Friedman, 1962, p. 168) (Notre traduction)

Par contre, Friedman considère que si des inégalités sont créées et persistent, le progrès économique que génère la société capitaliste est accompagné d'une diminution substantielle des inégalités ainsi que d'une augmentation des opportunités offertes aux hommes et aux femmes qui accroît leurs capacités ainsi que leurs conditions de vie.

Friedman nous rappelle qu'un des objectifs des sociétés occidentales, au XX^e siècle, a été de promouvoir l'égalité dans les revenus et d'utiliser pour y parvenir le bras de l'État. Pour ce faire, les Gouvernements ont largement utilisés l'impôt progressif comme moyen de redistribution de la richesse. Au Québec, au Canada et dans plusieurs pays, les taux d'imposition sont effectivement progressifs, mais leurs effets sont dissipés par deux choses, selon Friedman :

« Pour commencer, leur effet a en partie été de rendre encore plus inégalitaire la distribution de la richesse qui existait avant les impôts. C'est là l'effet habituel des taxes. En décourageant de s'engager dans des activités hautement taxées — en ce cas précis, des activités qui comportent des risques élevés et des désavantages non monétaires — elles portent à la hausse ce que rapportent ces activités. Ensuite, elles ont encouragé la création de mesures, législatives ou autres, d'évasion fiscale — couramment appelées des échappatoires ou des trous dans la loi, comme par exemple les taux d'amortissement, les déductions pour intérêt sur les obligations d'épargne gouvernementales ou municipales, un traitement privilégié pour les gains en capitaux, des comptes de dépenses, d'autres manières indirectes de paiement, la conversion de différents revenus en gain en capitaux, et

¹⁶ « A capitalist system involving payment in accordance with product can be, and in practice is, characterized by considerable inequality of income and wealth. »

d'autres moyens encore d'éviter l'impôt.¹⁷» (Friedman, 1962, p. 172) (Notre traduction)

Friedman, comme plusieurs autres, a de la difficulté à trouver d'un point de vue philosophique des justificatifs à l'idée des impôts progressifs.

« Je trouve difficile en tant que libéral, de trouver une quelconque justification au taux progressif d'imposition dans le seul but de redistribuer les revenus. Cela me semble un exemple parfait d'utilisation de la coercition pour prendre de certains afin de redonner à d'autres, et d'entrer directement en conflits avec la liberté individuelle¹⁸. (Friedman, 1962, p. 174) (Notre traduction)

Friedman ajoute aussi un argument économique en faveur de taux non progressifs : selon lui, des taux plus bas appliqués à une assiette fiscale élargie, en imposant toutes les sources de revenus de la même manière, seraient beaucoup plus progressifs au bout du compte, généreraient plus de revenu pour le gouvernement, seraient plus équitables et empêcheraient le gaspillage des ressources. Le système fiscal idéal pour Friedman serait donc le suivant :

« Tout bien considéré, la structure qui me semble plus appropriée pour l'impôt des particuliers est un taux unique sur le revenu excédant l'exemption de base, avec un revenu défini très largement et des déductions permises seulement pour certaines dépenses très précises pour gagner le revenu. [...] Je complèterais ce programme par l'abolition de l'impôt des corporations, et par l'ajout de l'obligation pour les corporations d'attribuer à chaque actionnaire sa part des bénéfices de l'entreprise, et que chaque actionnaire

¹⁷ « First, part of their effect has been simply to make the pre-tax distribution more unequal. This is the usual incidence effect of taxation. By discouraging entry into activities highly taxed — in this case activities with large risk and non-pecuniary disadvantages — they raise returns in those activities. Second, they have stimulated both legislative and other provisions to evade the tax — so called « loopholes » in the law such as percentage depletion, exemption of interest on state and municipal bonds, specially favorable treatment of capital gains, expense accounts, other indirect ways of payment, conversion of ordinary income to capital gains, and so on in bewildering number and kind. »

¹⁸ « I find it hard, as a liberal, to see any justification for graduated taxation solely to redistribute income. This seems a clear case of using coercion to take from some in order to give to others and thus to conflict head-on with individual freedom. »

ait l'obligation d'inclure ce montant dans sa déclaration de revenus. L'autre très important changement souhaitable est l'élimination du taux privilégié d'amortissement sur le pétrole et les autres matières premières, l'élimination des taux d'exemption d'intérêt pour les obligations du gouvernement et municipales, l'élimination du traitement particulier du gain en capital, la coordination de l'impôt sur le revenu, de l'impôt foncier et de l'impôt sur les dons et l'élimination des nombreuses déductions permises.¹⁹ (Friedman, 1962, p. 174) (Notre traduction)

L'idée de Friedman est donc d'éliminer du système fiscal les particularités qui donnent des avantages fiscaux à certains particuliers, et de s'assurer que tous les revenus soient taxés de la même manière. Le fait qu'il propose un taux unique peut sembler radical, et l'est effectivement, du moins en théorie. Par contre, dans les faits, comme il le souligne, il ne s'agit pas d'une proposition radicale en termes de revenus pour le gouvernement ou de redistribution de la richesse, et cela, pour les trois raisons suivantes :

« En fait, un tel taux unique, même avec aucun autre changement dans la loi, augmenterait le revenu parce qu'il y aurait plus de revenu imposable qui serait déclaré et ce pour trois raisons : il y aurait moins d'incitatif que maintenant pour opter pour des montages, certes légaux, mais coûteux pour diminuer le revenu imposable déclaré (qu'on appelle de l'évitement fiscal) ; il y aurait moins d'incitatif pour ne pas déclarer des revenus qui devraient légalement être déclarés (évasion fiscale) ; les taux amèneraient une utilisation plus efficiente des ressources et ainsi un plus grand revenu. »²⁰ (Friedman, 1962, p. 175) (Notre traduction)

¹⁹ « All things considered, the personal income tax structure that seems to me best is a flat-rate tax on income above an exemption, with income defined very broadly and deductions allowed only for strictly defined expenses of earning income. [...] I would combine this program with the abolition of the corporate income tax, and with the requirement that corporations be required to attribute their income to stockholders, and that stockholders be required to include such sums on their tax returns. The most important other desirable changes are the elimination of percentage depletion on oil and other raw materials, the elimination of tax exemption of interest on state and local securities, the elimination of special treatment of capital gains, the co-ordination of income, estate, and gift taxes, and the elimination of numerous deductions now allowed. »

²⁰ In fact, such a flat rate, even with no change whatsoever in other features of the law, would yield a higher revenue because a larger amount of taxable income would be

Pour terminer, contrairement à d'autres libertariens, Friedman est disposé à accepter l'intervention du Gouvernement pour éliminer la pauvreté, en ayant l'assurance que tous y contribuent, et dans le but de permettre à tous les membres de la société d'avoir une vie décente. Friedman pose cependant deux conditions qui lui paraissent essentielles pour qu'un tel programme fonctionne :

« Deux choses semblent évidentes. Premièrement, si l'objectif est d'éliminer la pauvreté, nous devrions avoir un programme qui aide directement les pauvres. Nous avons tout à fait raison d'aider le pauvre homme qui s'adonne à être fermier, pas parce qu'il est fermier mais bien parce qu'il est pauvre. [...] Deuxièmement, dans la mesure du possible, il faut que ce programme, tout en évoluant à travers le marché, ne fausse pas le marché ou n'entrave pas son fonctionnement. »²¹ (Friedman, 1962, p. 191) (Notre traduction)

Friedman propose donc un impôt négatif, qu'on peut aussi appeler un revenu de citoyenneté. Nous étudierons plus en détail sa proposition dans la conclusion du présent chapitre. Mais nous pouvons d'ores et déjà constater que même les libertariens avancent des propositions pour éliminer la pauvreté et donc un certain degré d'intervention.

Avant de terminer la présentation du libéralisme, nous tenons à faire quelques précisions qui nous paraissent s'imposer dans la mesure où l'efficacité du marché postulée par des analyses d'inspiration libertarienne repose sur les hypothèses suivantes dont il est facile de montrer qu'elle ne sont pas, ou du moins pas pleinement satisfaites en pratique dans nos sociétés.

reported for three reasons : there would be less incentive than now to adopt legal but costly schemes that reduce the amount of taxable income reported (so-called tax avoidance) ; there would be less incentive to fail to report income that legally should be reported (tax evasion) ; the rates would produce a more efficient use of present resources and a higher income. »

²¹ Two things seem clear. First, if the objective is to alleviate poverty, we should have a program directed at helping the poor. There is every reason to help the poor man who happens to be a farmer, not because he is a farmer but because he is poor. [...] Second, so far as possible the program should, while operating through the market, not distort the market or impede its functioning.

Pour qu'il y ait un marché tel que défendu par les libertariens, il doit exister un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs qui sont simultanément présents sur le marché. Pour que le mécanisme de prix fonctionne, nous devons considérer des produits qui sont homogènes. Aussi, il doit y avoir une absence de contraintes à l'entrée pour tout agent économique et ce sur n'importe quelle marché et à n'importe quel moment. Il faut de plus que le travail et le capital puissent circuler librement. Finalement, chaque agent économique doit avoir accès à une information parfaite sur les prix et les caractéristiques des produits et ce au même moment.

Comme on sait, selon les libertariens, lorsque le marché n'est pas efficient cela tient au fait que nous l'entravons : en d'autres termes le marché est inefficient parce qu'il n'y a pas suffisamment de marché. L'examen de la plausibilité de cette hypothèse déborde du cadre de ce mémoire mais nous pouvons tout de même présenter les arguments de ceux qui tout, en étant en faveur du marché là où il est efficient, reconnaissent l'inefficience du marché dans certaines circonstances. En voici quelques exemples.

Le premier concerne l'incapacité du mécanisme de prix à inclure les externalités, c'est-à-dire les coûts sociaux ou externes qui touchent des tiers étrangers à l'échange entre deux parties et qui échappent au contrôle du mécanisme de prix. L'exemple le plus commun de ce phénomène est celui de la pollution.

Par ailleurs, et en ce qui concerne cette fois l'échange librement consenti entre deux parties, lorsque nous sommes face à une relation de pouvoir où l'une des deux parties est dépendante de l'offre de l'autre, nous ne pouvons plus parler de réel consentement. Prenons l'exemple bien connu de l'ouvrier qui doit vendre sa force de travail lorsqu'il y a un haut taux de chômage : celui-ci n'a pas le même pouvoir de négociation que celui qui l'emploie.

Finalement, et c'est ce qui nous préoccupe le plus dans le cadre de ce mémoire, c'est l'incapacité du marché à bien répartir la richesse et à intensifier les écarts entre les mieux nantis et les plus démunis.

2.4 La théorie des capacités d'Amartya Sen

2.4.1 Présentation

Amartya Sen (1933-) est économiste. Il est né à Santiniketan, au Bengale, sur le campus du collège fondé par le célèbre poète bengali, Rabindranath Tagore (1861-1941). Il a d'abord étudié en économie et c'est lors de la rédaction de sa thèse qu'il décide d'étudier la philosophie. En 1998 il a reçu le « prix Nobel » d'économie pour ses travaux sur la famine, la théorie du développement humain, l'économie du bien-être, les mécanismes fondamentaux de la pauvreté et le libéralisme politique.

Sen est préoccupé par les problèmes d'inégalités et plusieurs de ses travaux portent sur les problèmes de la pauvreté et de la famine dans le monde. Ce sont ces préoccupations qui l'ont amené à mettre au point un nouvel indicateur du développement humain (IDH), qui est aujourd'hui utilisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Sen, dans sa propre théorie de la justice, s'est efforcé d'établir une base informationnelle qui n'est ni celle des utilités ni celle des biens premiers, mais plutôt celle des libertés non formelles de choisir un mode de vie que l'on a raison de souhaiter et qu'il a nommé les capacités.

La « capacité » d'une personne est donc l'ensemble des différentes combinaisons de fonctionnements qu'il lui est possible de mettre en œuvre. De ce point de vue, on peut représenter l'accomplissement d'un individu comme le vecteur de ses fonctionnements. Quelques précisions conceptuelles nous aideront à bien comprendre ce concept.

Premièrement, le concept de « fonctionnement », issu en droite ligne de l'aristotélisme, recouvre les différentes choses qu'une personne peut aspirer à faire ou à être. Chaque individu, selon sa situation, privilégiera des fonctionnements divers, depuis les plus élémentaires — se nourrir convenablement, jouir de la liberté

d'échapper aux maladies évitables — jusqu'à des activités ou des états très complexes — participer à la vie de la collectivité, jouir d'une bonne estime de soi, etc.

Deuxièmement, une combinaison de fonctionnements comprend un état et une action. L'état correspond à la liberté, soit les possibilités réelles de jouir du bien-être qui comprend la possibilité de choisir et la capacité d'accomplir. L'action correspond à l'accomplissement c'est-à-dire la liberté réellement exercée, le bien-être accompli, ce que la personne, considérant toutes les options possibles, choisit de réaliser.

Troisièmement, le vecteur des fonctionnements d'un individu, est le vecteur résultant des choix faits par l'individu à travers toutes les combinaisons de fonctionnements possibles.

Ces précisions conceptuelles étant faites, tentons de résumer cette approche du point de vue de la liberté :

- L'ensemble des capacités consiste en l'ensemble des vecteurs de fonctionnement parmi lesquels une personne peut choisir, c'est-à-dire sa liberté d'accomplir.
- La quantité ou l'étendue de chacun des fonctionnements dont jouit un individu peut être représentée par un nombre, c'est-à-dire par l'ensemble des vecteurs de fonctionnements possibles, autrement dit ce que l'individu peut choisir, c'est-à-dire l'étendue de sa liberté.
- Une fois cette opération effectuée, on peut visualiser l'accomplissement réel d'une personne sous la forme d'un vecteur de fonctionnement, c'est-à-dire sa liberté réalisée.

Selon l'approche par les capacités, on utilise donc deux bases d'information pour faire notre évaluation, que l'on résume par ces deux mots : accomplissements et liberté. On peut exprimer cela de la manière suivante :

- Les fonctionnements réalisés (ce qu'un individu est en mesure d'accomplir) nous donnent une information sur ce qu'une personne accomplit. Ce sont les accomplissements réalisés par un individu.
- L'ensemble des capacités à sa disposition (ses opportunités réelles) nous donne une information sur ce qu'elle est libre d'entreprendre. Cela correspond à la liberté d'un individu.

Étant donné qu'il existe une différence entre ce qu'un individu X a réalisé Y car c'était la seule option possible et ce qu'un individu X a réalisé Y à travers un ensemble de choix possibles, ces deux bases informationnelles sont nécessaires pour faire une bonne évaluation de la qualité de vie.

Sen reconnaît que des approches, telle que celle de Rawls, vont bien dans le sens de cette conception de la liberté. Mais l'approche de la capabilité va selon lui encore plus loin :

«[...] Sous l'une ou l'autre de ces deux formes, il est clair que l'approche de la capabilité diffère fondamentalement des conceptions plus traditionnelles de l'évaluation individuelle et sociale fondées sur des variables du type biens premiers (comme dans les systèmes d'évaluation rawlsiens), ressources (comme dans l'analyse sociale de Dworkin) ou revenu réel (comme dans les analyses centrées sur le PNB, le PIB ou les vecteurs des biens nommés). Ces variables portent toutes sur les instruments servant à réaliser le bien-être et d'autres objectifs, et on peut aussi voir en elles les moyens de la liberté. En revanche, les fonctionnements appartiennent aux éléments constitutifs du bien-être. La capabilité reflète la liberté de rechercher ces éléments constitutifs, et peut même jouer un rôle direct dans le bien-être lui-même, car décider et choisir font aussi partie de la vie.» (Sen, 2000, p.68-69)

2.4.2 Validité de la base d'information

Nous allons maintenant analyser du point de vue de la justice la valeur de la capabilité en tant que base informationnelle, pour évaluer si une action, un système ou une organisation est juste.

Comme base informationnelle, l'avantage de la capabilité est qu'elle nous fournit de l'information à deux niveaux, soit en aval et en amont de l'action. En premier lieu, elle prône l'égalité de la liberté d'un point de vue positif, en aval de l'action, en mettant l'accent tant sur la liberté négative (celle qui fait en sorte que nous n'avons pas d'entrave à l'exercice de notre liberté) que sur les conditions nécessaires à l'exercice de cette liberté, c'est-à-dire la capacité mais aussi la possibilité de choisir dès lors qu'il existe un ensemble d'alternatives possibles.

Dans un deuxième temps, l'approche par les capabilités nous fournit une information en amont, puisqu'elle s'attarde au bien-être réalisé, c'est-à-dire à l'accomplissement réel de l'individu ou d'une société. Cela nous permet de valider si cette liberté de bien-être, assurée par l'ensemble des vecteurs de fonctionnement possibles, s'est véritablement accomplie.

« Cette "liberté de bien-être" pourrait avoir un intérêt direct pour l'analyse éthique et politique. Pour déterminer par exemple si un ordre social est intrinsèquement bon, on pourrait retenir comme critère important les libertés respectives d' 'accomplir leur bien-être' dont jouissent en son sein des individus différents. Ou alors, sans aller jusqu'à englober la liberté de bien-être dans la définition même de l'ordre social "intrinsèquement bon", on pourrait simplement considérer qu'il est "juste" que les individus en disposent largement. » (Sen, 2000, p.66-67)

Dans cette optique, on peut affirmer qu'il existe un lien direct entre le bien-être et la capabilité, car la possibilité de choisir est en soi un élargissement de la liberté de l'individu et donc de son bien-être. Une existence composée de réels choix possibles est plus riche qu'une autre dont les choix et les possibilités sont limités.

Cela a pour conséquence que même si on ne retient pas la capabilité comme base d'information pour évaluer l'étendue du bien-être d'un individu, on peut utiliser

l'approche par les capacités pour évaluer le niveau de bien-être d'une société. C'est ainsi qu'il serait préférable de vivre dans une société qui offre aux individus un plus grand ensemble de vecteurs de fonctionnements possibles que dans une autre qui en offrirait moins.

«L'ensemble capacité nous donne une information sur les divers vecteurs de fonctionnements qui sont à la portée d'une personne, et cette information est importante — quelle que soit la définition exacte que nous retenions pour le bien-être. » (Sen, 2001, P.68)

Finalement, cette approche par les capacités, permet d'englober de manière constructive les autres approches. Sen reconnaît en effet, les mérites de chacune des autres approches et il s'efforce de les prendre en compte dans sa propre réflexion. Cela transparaît dans toute sa démarche et on le constatera d'ailleurs dans le passage suivant :

« Et, confirmant qu'il n'existe pas de voie royale, il est apparu que chacune de ces stratégies bien établies possédait ses mérites propres, aussi bien que des insuffisances. J'ai ensuite adopté une démarche constructive, en me concentrant sur les libertés substantielles des individus et en examinant quelles implications pouvaient en découler. J'ai alors circonscrit une approche générale, centrée sur les capacités des individus de réaliser un certain nombre de choses — de jouir de la liberté de mener la vie qu'ils ont raison de souhaiter. [...] D'autres auteurs s'y sont employés, si bien que ses avantages et ses insuffisances sont raisonnablement définis. Il apparaît ainsi que cette approche permet, non seulement de prendre en compte l'importance de la liberté, mais aussi de mettre en évidence les motivations implicites qui orientent les autres approches. En particulier, la perspective fondée sur les libertés se réapproprie le souci de l'utilitarisme du bien-être humain, le parti pris des libertariens en faveur du processus de choix et de la liberté d'agir, et l'attention de la théorie de John Rawls à l'égard de la liberté individuelle et des ressources nécessaires aux libertés substantielles. En ce sens, l'approche par les capacités a une étendue et une réactivité qui lui confèrent une vaste portée et qui permet, dans la démarche d'évaluation, de diriger l'attention vers des thèmes disparates, ignorés, pour certains d'entre eux, par les autres approches. Cette extension de l'horizon est possible parce que les libertés des individus peuvent être jugées à travers des références explicites aux résultats et aux processus qu'ils ont raison de souhaiter et de rechercher. » (Sen, 2003, p.120)

2.4.3 Impacts sur les libertés individuelles

L'approche par les capacités de Sen mettant l'accent sur un concept de liberté étendue, ne peut avoir comme impact que d'élargir le champ des libertés individuelles. C'est que ce concept de liberté repose sur l'idée que son exercice plein et entier ne peut être possible sans la présence de trois choses. Premièrement, il faut que nous ayons des droits et des libertés. Deuxièmement, il faut que nous ayons les capacités et les circonstances d'être libre. Finalement, il faut que nous ayons la possibilité de choisir et donc qu'il y ait des choix possibles.

Sen identifie cinq types de libertés instrumentales qu'il est indispensable de prendre en compte pour favoriser l'égalité des libertés, (évidemment entendues au sens de capacités) : ce sont les libertés politiques, les facilités économiques, les opportunités sociales, les garanties de transparence et la sécurité protectrice. Selon lui :

«Ces cinq occurrences contribuent à la capacité générale d'une personne de vivre plus librement; on notera par ailleurs qu'elles se complètent l'une l'autre. Si l'analyse du développement, doit d'un côté, se soucier des objectifs et des buts vis-à-vis desquels ces libertés sont opérationnelles, elle doit aussi être capable de saisir les connexions empiriques qui lient entre elles les différents types de libertés et les renforcent réciproquement. De fait, identifier ces relations est nécessaire à la compréhension du rôle instrumental que joue la liberté. L'affirmation selon laquelle la liberté constitue non seulement l'objet premier du développement, mais aussi son moyen essentiel tire une bonne partie de sa validité de ces connexions.»(Sen, 2003, p.59)

Sen entend par libertés politiques, les libertés incluant les droits civiques, donnant le droit aux individus d'élire un Gouvernement mais aussi de le contrôler et de le critiquer ainsi que le droit de s'exprimer sans restrictions et d'avoir accès à de l'information non censurée.

Les facilités économiques concernent les opportunités offertes aux individus d'utiliser librement les ressources économiques auxquelles ils ont accès. La liberté économique des personnes ne dépendra pas seulement des ressources qu'elles

possèdent ou de celles dont elles peuvent disposer : la marge de manœuvre des individus dépend aussi des conditions dans lesquelles ont lieu les échanges. Selon Sen, l'enrichissement d'un pays devrait se traduire par l'élargissement équivalent des facilités économiques de sa population. Ainsi, du point de vue de la justice distributive, plus que le calcul des agrégats, l'analyse de la répartition du revenu additionnel engendré par le développement permettra de tirer des conclusions pertinentes. Il ne faut pas non plus oublier l'accès au financement qui devrait, lui aussi, être répandu au sein de la population puisqu'il exerce une influence prépondérante sur la capacité des individus à obtenir de meilleures conditions économiques.

Sen entend par opportunités sociales les conditions, les circonstances de la vie qui permettent d'accroître la liberté substantielle des personnes et leur possibilité de vivre mieux. Ce sont, entre autres, les dispositions prises par une société en faveur de l'éducation et de la santé. L'existence de tels services modifie la qualité de vie individuelle et favorise aussi la participation plus effective aux activités économiques et politiques en donnant une plus grande capacité aux individus d'exercer leur liberté.

En ces temps de scandales financiers, la notion de garanties de transparence prend plus que jamais tout son sens et toute sa pertinence. Cette exigence d'honnêteté, nécessaire à l'existence même du lien de confiance présumé dans les relations sociales, nous donne la liberté de traiter, à quelque niveau que ce soit. La garantie, au moins implicite, de clarté, nous donne accès à l'information nécessaire pour prendre des décisions éclairées. C'est pourquoi les garanties de cet ordre peuvent jouer un rôle instrumental déterminant dans la prévention de la corruption, de l'irresponsabilité financière et des ententes illicites.

Finalement, Sen identifie comme dernière liberté essentielle celle de la sécurité protectrice. C'est ce qu'on appelle le filet de protection sociale, qui permet que les personnes plus vulnérables aux fluctuations de la conjoncture économique ne se

trouvent pas réduites à la misère, voire, dans des situations extrêmes, à la famine ou à la mort. On retrouve dans le domaine de la sécurité protectrice les allocations pour les sans-emploi, les compléments de revenus statutaires pour les personnes ayant des capacités réduites, ainsi que des mesures exceptionnelles telles que les fonds de secours en cas de famines ou des programmes de travaux publics destinés à fournir un revenu aux victimes des crises.

Pour Sen, les moyens et les fins du développement exigent que la perspective de la liberté soit placée au centre de la réflexion. Il faut que les personnes soient considérées comme des acteurs à part entière, tirant parti des opportunités à leur disposition et maîtrisant leur destin, et non comme les destinataires passifs des fruits d'un développement programmé par des experts. C'est ainsi que l'État et la société ont pour fonction de renforcer et de garantir les capacités humaines. Ils ont donc un rôle de soutien et non de fournisseurs de produits finis. Il faut donc qu'au centre de tout développement il y ait des individus libres et actifs. Sen nous rappelle que toutes les études historiques considèrent comme une étape cruciale du développement la mise en place des marchés libres en général, et de celui de l'emploi en particulier.

2.4.4 Capacité à répartir les ressources d'une société

La théorie des capabilités d'Amartya Sen met l'accent sur les libertés et reconnaît l'importance directe des libertés liées au marché, tout en insistant sur le droit à la participation économique.

Sen veut donner aux individus les opportunités de participer à la vie économique et s'en remettre pour le reste à l'efficacité du marché mais ce, sous certaines conditions. Sen rappelle que même Adam Smith (1723-1790), qui croyait aux vertus du marché partout où celui-ci semblait être le plus efficace, reconnaissait que pour certains domaines on devait intervenir et ne pas laisser aux seules règles du marché le soin de répartir les ressources. Sen prend l'exemple de l'usure ; mais il y a aussi

celui des grands travaux publics, de l'éducation et de l'armée. Ce sont là les trois domaines pour lesquels Smith reconnaissait que le marché n'était pas efficient.

«L'argument sous-jacent à la logique interventionniste d'Adam Smith est que les signaux du marché peuvent être trompeurs et que le libre marché peut être cause d'un gaspillage de capital par des entreprises mal guidées ou aveuglées par leurs intérêts particuliers à court terme ; ou d'un gaspillage par des entités privées de ressources publiques.» (Sen, 2003, p.168-169)

Sen rappelle certaines des circonstances qui expliquent l'inefficience du marché. Le système du marché fonctionne en situation de concurrence parfaite qui nécessite, entre autres, la présence d'une même information disponible à tous et au même moment. Lorsque nous n'avons pas ces conditions, le marché n'est pas efficient.

Par contre, comme le souligne Sen, en

« l'absence de ces imperfections, les modèles classiques de l'équilibre ont utilisé l'optimum de Pareto pour démontrer les mérites des mécanismes du marché en terme d'efficacité économique. Cette réalisation de l'efficacité — ce que l'on appelle le théorème d'Arrow-Debreu revêt une réelle importance en dépit des présupposés simplistes. Ce théorème montre que dans certaines conditions les résultats du mécanisme de marché, ne sont pas perfectibles d'une manière telle que l'utilité de chacun s'en trouverait augmentée (ou telle que l'utilité de certains ne puisse être augmentée sans que celle de quelqu'un d'autre s'en trouve diminuée). » (Sen, 2003, p.160)

La liberté étant pour Sen le moteur du développement, il s'est demandé si l'efficacité recherchée ne devrait pas être celle de maximiser les libertés individuelles plutôt que les utilités. Il a même réussi à démontrer qu'une bonne part des résultats d'Arrow-Debreu sont transposables de « l'espace » de l'utilité à celui des libertés individuelles substantielles, qui comprennent d'une part la liberté de choisir des paniers de biens matériels et d'autre part la capacité de choisir.

Un autre présupposé du théorème d'Arrow-Debreu est que la motivation exclusive de chacun est la satisfaction de son intérêt personnel.

Selon le modèle classique, la maximisation des utilités suppose que les gens font des choix et ce qui motive leur choix est l'intérêt personnel. Il faut donc formuler des

hypothèses en vue de définir ce qui motive les choix des individus, ce qui suppose une analyse du comportement des gens. Par contre, si nous prenons les libertés substantielles dont les gens jouissent, nous n'avons pas besoin de savoir quels sont les objectifs qu'ils poursuivent en exerçant leur liberté, car il n'est plus question de réaliser des intérêts, mais bien de la disponibilité de la liberté, peu importe le but recherché.

Nous avons vu, dans la section sur l'utilitarisme, qu'une situation peut être estimée efficace quand l'utilité d'un individu ne peut être améliorée sans que soit réduite l'utilité d'un autre individu. Mais même alors, il se peut que subsistent de profondes inégalités dans la distribution des utilités.

Il en est de même lorsque l'on remplace l'utilité par les libertés substantielles — de fait le problème de l'inégalité gagne même en importance. La raison en est ce que Sen appelle un « couplage » de l'inégalité par le revenu, d'une part, avec l'inégalité des avantages dans la conversion des revenus en capacités, d'autre part. En d'autres termes, une inégalité des revenus de départ s'accroît par l'inégalité des capacités de fonctionnement.

C'est pourquoi la question de l'efficacité doit considérer simultanément les libertés dans le mécanisme de marché et celui de la gravité des problèmes d'inégalités en relation avec les libertés. Ce dernier rôle est rempli pour une bonne part par la Sécurité sociale de l'État-providence, par la couverture médicale, par l'aide publique aux chômeurs et aux pauvres, etc.

Conscient des impacts négatifs que peut aussi avoir l'État-providence sur l'efficacité, Sen rappelle qu'il faut aussi maintenir, de façon simultanée, lorsqu'on aborde les divers aspects de l'évaluation sociale et de la justice, deux autres préoccupations : l'efficacité et l'équité.

L'approche que Sen adopte cherche à maintenir le point de vue le plus large possible. L'expérience a démontré la nécessité d'un équilibre entre le rôle du

Gouvernement et le fonctionnement des marchés. Les marchés sont parfois défaillants, et ce en particulier en ce qui concerne les « biens publics » qui sont consommés collectivement et non individuellement — que l'on songe à la protection de l'environnement, à la santé publique, à la défense, au maintien de l'ordre, etc. C'est pourquoi l'intervention de l'État est nécessaire dans les domaines où le marché est inefficace.

Il existe aussi des cas ambigus. L'éducation élémentaire en est un bon exemple. Les avantages que retire la collectivité de la scolarisation de sa population sont plus élevés que les seuls bénéfices individuels de chaque personne scolarisée. C'est pourquoi on peut considérer l'éducation comme un bien public ou comme un bien semi-public. Sen fait le constat que l'expansion rapide de l'alphabétisation des pays aujourd'hui développés a résulté de la combinaison du faible coût de l'éducation publique avec les bénéfices publics partagés de cette éducation.

Malgré tout, Sen nous fait remarquer que :

« les inconditionnels du marché recommandent aujourd'hui aux pays en développement de se reposer en tout sur le marché, y compris dans le domaine de l'éducation, les exhortant ainsi à tourner le dos au processus qui a permis l'expansion rapide de l'éducation en Europe, en Amérique du Nord, au Japon ou en Asie de l'Est. » (Sen, 2003, p. 175)

Même Adam Smith était en faveur de l'intervention de l'État dans le financement de l'éducation :

« Moyennant une très petite dépense, l'État peut faciliter, peut encourager, l'acquisition de ces parties essentielles de l'éducation parmi la masse du peuple, et même lui imposer, en quelque sorte, l'obligation de les acquérir. » (Smith, 1976, p. 375)

C'est l'existence même de « biens publics » qui justifie que l'on se situe au-delà du mécanisme de marché et c'est dans cette même logique que l'on doit faire des investissements sociaux dans le domaine de la santé ou de l'éducation, afin d'assurer les capacités élémentaires à tout citoyen. L'État étant le plus efficace pour

fournir les biens publics ainsi que semi-publics, les critères d'efficacité et l'exigence d'équité sont ainsi satisfaits.

Par contre, tout transfert, que ce soit sous la forme de la redistribution du revenu ou par le financement d'un service public, est susceptible d'altérer le rôle des incitations. Si l'accès à des biens publics est fonction du revenu et si, lorsque ce revenu augmente, l'accès aux biens publics diminue de manière telle que nous faisons face à un appauvrissement plutôt qu'à un enrichissement par le travail, alors nous faisons face à une situation qui est le contraire de l'incitation à améliorer nos conditions de vie par le travail. La question des incitations ne peut être évitée, au moins pour cette raison que l'étendue de l'aide sociale qu'une société est capable de fournir dépend en partie des coûts et des incitations.

Actuellement, les prestations provenant de nos différents programmes sociaux sont proportionnelles à la faiblesse des revenus des bénéficiaires. Sen a démontré que le critère de privation de capacités était plus pertinent que la faiblesse du revenu comme critère des transferts sociaux, car on évite justement ainsi les distorsions concernant les incitations. Cet argument est important puisque souvent les gens ne sont pas contre les programmes sociaux, ils sont plutôt contre l'abus que certains en font. Sen nous donne quatre raisons pour lesquelles le critère de privation des capacités est une meilleure information.

La première souligne la distinction entre fournir un service essentiel et donner les revenus nécessaires pour y avoir accès. Ainsi quelqu'un hésitera généralement à refuser de s'instruire, à rester malade, ou à se satisfaire de la malnutrition pour de pures raisons tactiques.

Deuxièmement, la seule privation de revenu ne fournit pas toute l'information à l'origine de certaines privations fonctionnelles, dont les causes sont bien plus profondes et qui échappent aux manipulations tactiques. Songeons par exemple, aux handicaps physiques, à l'âge, au sexe, etc.

La troisième raison évoquée par Sen est l'attention portée par les destinataires de l'aide aux capacités et aux fonctionnements obtenus (ainsi qu'à la qualité de vie qui les accompagne) plutôt qu'au simple fait d'accroître leurs revenus. Il donne pour exemple les programmes alimentaires où la prestation de l'aide publique exige du travail et des efforts. Cela permet une auto-sélection, où celui qui accepte de faire un travail dur en échange de cette aide minimise l'accepte car cela permet d'améliorer ses capacités de fonctionnement. Ainsi, selon Sen, l'utilisation de variables plus proches des préoccupations des individus nous donne une meilleure information pour évaluer des politiques publiques. C'est ce que l'on peut l'observer ici lorsque l'on utilise l'engagement personnel en tant qu'outil de sélection pour déterminer quels seront les bénéficiaires d'un programme alimentaire.

Finalement, les handicaps de capacités sont principalement résolus par les programmes publics de santé et d'éducation. Par nature, ces services ne sont ni échangeables, ni revendables et si on n'en a pas un besoin spécifique, ils ne sont d'aucune utilité. C'est pourquoi cette caractéristique du financement orienté sur les capacités facilite le ciblage en limitant le champ des distorsions d'incitations.

Comme nous le mentionnions précédemment, le fonctionnement du marché ne donne pas la solution à tous les problèmes. Même si l'on reconnaît les pouvoirs considérables du mécanisme de marché pour assurer les échanges de manière efficace et ce dans certaines circonstances, ceux-ci doivent être complétés par la création d'opportunités sociales élémentaires, et ce, pour compenser l'incapacité du marché à prendre en compte ces éléments qui favorisent l'équité et la justice sociale.

L'expansion des capacités par la création d'opportunités sociales tel que le développement de la santé publique, de l'éducation, de la protection sociale, etc., contribue directement à la qualité et à l'épanouissement de la vie.

En substance, l'impact du développement humain va bien au-delà de l'amélioration directe de la qualité de vie. Cela favorise les facultés productives des personnes et

donc la croissance économique partagée et permet ainsi une meilleure utilisation des ressources.

2.5 Éléments pour construire un concept d'équité

Pour conclure ce chapitre, nous allons présenter le concept d'équité que nous utiliserons pour évaluer certaines des politiques fiscales des Gouvernements du Canada et du Québec ainsi que les arguments qui ont justifié notre choix.

La base d'information que nous retenons est celle des capacités d'Amartya Sen. Notre choix est motivé par l'étendue de cette base d'information. En nous fournissant une information sur la qualité de vie de l'individu ou d'une population et en favorisant l'égalité des libertés, cette approche souhaite donner les moyens d'exercer sa liberté et mesure aussi la réalisation de cette liberté. En englobant nombre des avantages des autres théories de la justice, l'approche par les capacités nous offre une définition de la justice fondée sur la richesse du concept de liberté, cette liberté nécessaire à l'existence de toute société démocratique.

La théorie utilitariste recherche la maximisation des plaisirs du plus grand nombre, autrement dit la maximisation des utilités : si on remplace le terme (utilité) par (liberté) nous obtenons la recherche de la maximisation des libertés. Si on poursuit ce raisonnement, on peut donc affirmer qu'une politique qui offre plus de libertés est préférable à une politique qui en offre moins. L'accès à une plus grande liberté tant au niveau de la disponibilité que de la capacité de l'exercer permet à un individu de maximiser ses utilités et ainsi sa qualité de vie. De là, on peut conclure que le concept de capacités inclut ce principe des utilitaristes qui est la maximisation des plaisirs du plus grand nombre.

De plus, l'approche par les capacités, en mesurant l'accomplissement de la liberté, comporte, elle aussi, cette dimension conséquentialiste que l'on retrouve chez les utilitaristes. Par contre, elle utilise comme indicateur de la réalisation de cette liberté

la qualité de vie plutôt que le seul revenu. Considérant les limites du revenu comme indicateur du bien-être que nous avons mentionnés précédemment, la qualité de vie nous fournit une information qui mesure de manière plus juste le bien-être des individus.

L'approche par les capacités de Sen s'inspire aussi en partie de la théorie de la justice de Rawls. Le premier principe de Rawls qui réclame: « des libertés de base égales pour tous » trouve sa contrepartie dans l'accès à la liberté que préconise Sen. En outre, la première partie du principe de différence, soit celle des opportunités équitables pour tous est formulée selon l'approche de Sen par la possibilité de faire des choix ou autrement dit l'ensemble des vecteurs de fonctionnement. Dans le même esprit que Rawls, Sen tient ainsi compte des circonstances de la vie et souhaite le maximum de liberté pour tous, incluant la liberté de choix.

La deuxième partie du principe de différence de Rawls, selon lequel les inégalités doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus désavantagés de la société, représente l'expression de la fraternité. Cette fraternité, pour Rawls, passe par l'amélioration des institutions politiques qui font disparaître les conflits d'intérêts, les barrières et autres inégalités qui encouragent les citoyens à n'avoir aucune considération pour les demandes des autres. On retrouve chez Sen les mêmes préoccupations. La nécessité d'institutions justes ainsi que la nécessité d'un État qui assure aux citoyens un minimum de ressources permettant d'accéder à une certaine qualité de vie doit passer par l'accès aux libertés substantielles. Pour Sen, tout comme pour Rawls, si cela est assuré, on peut par la suite laisser le mécanisme du marché agir là où il est efficient.

Sen pousse plus loin que Rawls cette idée car il souhaite que l'on évalue l'accomplissement de la liberté en mesurant la qualité de vie. Pour Rawls, si l'on assure une société juste en appliquant le principe de différence, le résultat sera juste dès lors que les institutions seront telles qu'elles procureront le plus grand bénéfice

aux membres les plus désavantagés de la société. Ainsi, si on reformule en termes rawlsiens la pensée de Sen, on pourrait dire que nous aurons une société juste si ce sont ceux qui sont les plus désavantagés qui bénéficient de la plus grande hausse de la qualité de vie.

Les libertés négatives des libertariens sont, d'une certaine façon, elles aussi prises en compte par l'approche par les capacités. Les libertariens souhaitent l'égalité des libertés négatives ou droits libertariens tandis que l'approche par les capacités vise en plus de l'égalité des libertés négatives, celle de toutes les libertés. Sen, tout comme les libertariens, reconnaît l'importance de l'efficacité et de la liberté. C'est pourquoi il est en faveur de la liberté du marché, mais seulement là où il est efficient.

Ainsi, pour la répartition des ressources, en utilisant comme base d'information les capacités, nous tiendrons compte des ressources minimales qui sont nécessaires à l'individu pour exercer sa liberté. Pour le reste, cette approche s'en remet au processus du marché dont elle reconnaît l'efficience pour les biens qui ne sont pas publics ou semi-publics.

C'est que pour avoir une société juste et permettre que les libertés s'exercent, il faut que les biens et les droits tels que la sécurité, la défense et la propriété privée soient assurés par l'État ; mais il faut aussi que l'éducation et la santé soient accessibles à tous pour assurer aux gens les capacités d'exercer leur liberté, en permettant de pallier aux injustices dues aux circonstances dans lesquelles on naît. Sen rappelle que si les sociétés se sont développées, ce développement est en grande partie passé par l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour tous.

Avant de terminer cette section, il faut souligner que cette base d'information est aussi pertinente en tant que moyen de déterminer la manière de distribuer la croissance économique. L'approche par les capacités va plus loin que Rawls à ce niveau, parce qu'elle ne mesure pas seulement les moyens de la liberté, mais aussi les résultats. En utilisant la qualité de vie comme mesure du bien-être, on peut juger tant de la disponibilité de la liberté que de son accomplissement : la qualité de vie

nous fournit donc une information tant au niveau des moyens de la justice que des résultats.

Pour conclure, voici ce que nous retenons comme définition de l'équité à la lumière de toute l'analyse qui précède : nous dirons qu'un système fiscal est équitable s'il permet d'assurer des opportunités égales pour tous en permettant de financer correctement les systèmes d'éducation et de santé ainsi que les autres biens et services publics ou semi-publics. De plus, dans la manière de percevoir ces impôts, il faut maximiser les libertés en assurant le maximum de qualité de vie pour tous.

Dans la prochaine section, nous verrons plus spécifiquement comment nous articulerons cette définition et évaluerons à son aune certaines des politiques fiscales du Canada et du Québec. Nous suggérerons aussi, grâce à son application, des moyens de rendre nos systèmes fiscaux plus équitables.

Le système légal canadien est fortement basé sur la primauté de la liberté individuelle. Au fond, la société y est perçue comme l'addition des individus et le bien public se trouve à son maximum quand chacun s'occupe de maximiser son bien privé. Chacun doit donc gérer en priorité ses propres affaires. Les programmes de privatisation de Margaret Thatcher avaient, entre autres buts, celui d'élargir la base actionnariale dans le pays, bref de réaliser l'idéal du « peuple d'actionnaires ». Si chacun possède des actions et s'occupe de maximiser son rendement sur ces actions, les affaires du pays, croit-on, ne pourront que prospérer. C'est cette idéologie qui a en grande partie été importée au Canada. Le principe de la taxation ne peut donc ici faire partie des droits fondamentaux, surtout si on la veut progressive :

« Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés. » (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789, art. 13, cité par Attac France, 2005, p. 17)

Dans le système français, l'État est perçu comme une instance essentielle et, en conséquence, le bien commun est posé comme transcendant le bien individuel. Le système anglo-saxon conçoit l'État comme un mal nécessaire et sa taille n'est que l'expression de la taille du mal qu'on essaie de ne pas voir. En conséquence, l'article que nous venons de citer pourrait difficilement faire partie d'une déclaration des droits de l'homme d'un pays comme le Canada.

Cette différence essentielle explique que les philosophies de la répartition de la richesse tiennent fortement à protéger les libertés individuelles et sont si fortement basées sur la primauté de l'idée de marché.

Cette mise au point sert à expliquer les paramètres à l'intérieur desquels nous choisissons de restreindre notre analyse dans le chapitre qui va suivre.

CHAPITRE III

LES SYSTÈMES FISCAUX FÉDÉRAL ET QUÉBÉCOIS

Dans cette section, nous évaluerons l'équité des systèmes fiscaux fédéral et québécois en utilisant comme cadre d'analyse la Déclaration fédérale de revenus des particuliers (T1) qui a la même structure que la déclaration de revenus du Québec.

La déclaration de revenus étant divisée dans les deux cas en cinq sections principales, (soit : les revenus, les déductions du revenu, les crédits d'impôt remboursables, les crédits d'impôt non remboursables et les impôts à payer), nous utiliserons aussi cette structure pour effectuer notre analyse du système fiscal fédéral et québécois. Nous compléterons notre analyse avec les assurances sociales. Pour effectuer notre évaluation des systèmes fiscaux actuels, nous allons appliquer la définition de l'équité que nous avons retenue dans la précédente section.

Nous sommes conscients des limites de notre analyse, qui tient notamment à ce que le système fiscal n'est qu'un des moyens pour l'État d'intervenir pour que puisse advenir une société juste. Il nous faut aussi des institutions et des lois pour y parvenir, qui sont elles aussi le résultat de décisions politiques. Il nous faut donc une vision de ce qu'est une société juste.

Tout comme Rawls le précise, il nous faut une constitution qui assure la promotion des valeurs auxquelles nous adhérons. Si nous reprenons le modèle de Sen, il faudrait accorder la primauté à la liberté et à l'égalité de ces libertés. Il faudrait que les droits et libertés ne soient pas seulement protégés par des lois, mais aussi promus en assurant la possibilité que cette liberté soit exercée.

Pour que cette liberté soit pleinement exercée, il faut aussi avoir les opportunités et la capacité d'exercer cette liberté. C'est pourquoi les institutions doivent garantir un

égal accès à tous aux différentes fonctions comportant des avantages ou des pouvoirs.

Ultimement, l'approche par les capacités recherche et tend vers l'égalité des libertés. Cet objectif favorisera les politiques qui auront une plus grande incidence sur les libertés : et c'est pourquoi, comme le propose Rawls, s'il y a des différences, il faut qu'elles soient à la faveur des plus défavorisés, ceux-là même qui gagneront le plus d'une augmentation de leurs libertés.

De ce constat découle directement un des rôles que l'on reconnaît à la fiscalité, soit celui de redistribuer la richesse. Sen, misant sur l'équité et l'efficacité, reconnaît la nécessité du marché là où il est efficient. Selon le principe d'équité de Sen, il faut pour qu'un système fiscal soit équitable qu'il permette d'assurer la qualité de vie pour tous.

Dans le cadre de ce mémoire, nous n'ambitionnons pas de produire un programme complet de ce que pourrait être notre système fiscal ; nous avancerons seulement des pistes de solution inspirées par l'étude des quatre théories de la justice que nous avons présentées au chapitre précédent. Plus spécifiquement nous allons pour chacune des sections suivantes, appliquer la définition de l'équité de Sen et dire ce qui pourrait résulter de cette application.

3.1 Les revenus

Actuellement, notre système fiscal utilise comme base d'imposition les revenus provenant de différentes sources, et non le capital ou la richesse. Les revenus provenant du capital, eux, sont imposés. Par contre, les revenus tirés de biens ne sont pas tous imposés comme les autres revenus. Les revenus de dividendes et les revenus de gain en capital ne sont pas, comme les autres revenus, imposés à 100%. On peut donc dire qu'en ne traitant pas ces revenus de la même manière que les autres sources de revenus on favorise le capital plutôt que le travail.

Pour ce qui est des dividendes, on justifie cette distinction en alléguant que les dividendes sont versés par les entreprises sur les bénéfices après impôts : ce sont donc des revenus pour lesquels il s'agirait d'éviter une double imposition. Dans le cas des dividendes déterminés, le taux de majoration est de 145% et le crédit d'impôt pour dividendes est de 18,9655%, ce qui donne un taux d'imposition réel pour les dividendes inférieur à celui des autres revenus imposables à 100%. Cela est vrai aussi pour les dividendes non déterminés, qui sont majorés à 125% et dont le crédit pour dividendes est de 13,3333%.

(Tableau 3.1)

Imposition d'un montant de 100\$ de dividendes selon les taux d'imposition 2008 du Canada et du Québec

REVENU IMPOSABLE	TAUX FÉD	TAUX PROV	TAUX MARGINAL COMBINÉ ¹	Div. dét.	Div. non dét.	Dividendes imposables	Crédit d'impôt pour dividendes	Impôt payé	Taux d'imposition réel	Écart
0-37500	15%	16%	29%	100		145	27,50	13,86	13,86%	14,66%
37501-37885	15%	20%	33%	100		145	27,50	19,66	19,66%	12,86%
37886-75000	22%	20%	38%	100		145	27,50	28,14	28,14%	10,23%
75001-75768	22%	24%	42%	100		145	27,50	33,94	33,94%	8,43%
75769-123184	26%	24%	46%	100		145	27,50	38,78	38,78%	6,93%
123185 et plus	29%	24%	48%	100		145	27,50	42,41	42,41%	5,80%
0-37500	15%	16%	29%		100	125	16,67	18,99	18,99%	9,54%
37501-37885	15%	20%	33%		100	125	16,67	23,99	23,99%	8,54%
37886-75000	22%	20%	38%		100	125	16,67	31,30	31,30%	7,07%
75001-75768	22%	24%	42%		100	125	16,67	36,30	36,30%	6,07%
75769-123184	26%	24%	46%		100	125	16,67	40,47	40,47%	5,24%
123185 et plus	29%	24%	48%		100	125	16,67	43,60	43,60%	4,61%

¹ Le taux marginal combiné tient compte de l'abattement de 16,5% de l'impôt fédéral de base pour les résidents du Québec.

Pourtant, plusieurs entreprises qui versent des dividendes ne paient pas d'impôts sur les bénéfices et les actionnaires bénéficient quand même de ce privilège de ne pas voir leurs revenus de dividendes imposés à 100%. Au Québec seulement, pour l'année 2005, il y a eu 156 677 sociétés non imposées sur un total de 318 612 sociétés ayant produit une déclaration de revenus. (Statistiques fiscales des sociétés

2005, p.4) De plus, plusieurs sociétés peuvent se prévaloir de différentes déductions qui viennent diminuer leur taux d'imposition ; et si les taux d'imposition des sociétés diminuent, on ne réajuste pas automatiquement l'imposition des dividendes pour tenir compte de cette diminution. Par exemple, au fédéral pour l'exercice financier 2008-2009 :

Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont régressé de 11,2 milliards de dollars, ou 27,4 %, en 2008-2009, sous l'effet des bouleversements financiers à l'échelle mondiale sur le passif de l'impôt sur le revenu des sociétés ainsi que des importantes réductions d'impôt entrant en vigueur en 2008, notamment l'élimination de la surtaxe et la réduction du taux général d'imposition du revenu des sociétés et du taux d'imposition des petites entreprises. (*Rapport financier annuel du Gouvernement du Canada, Exercice 2008-2009, p. 13*)

Enfin, s'il est juste de ne pas imposer doublement des revenus, ce principe n'est pas appliqué de manière uniforme. En effet, il existe d'autres revenus qui sont taxés doublement et pour lesquels il n'y a pas de crédit particulier. Si on considère par exemple toutes les taxes à la consommation, ce sont des taxes qui se calculent sur des sommes dépensées qui ont déjà été imposées et nous ne donnons pas pour autant un crédit d'impôt sur toutes les sommes dépensées dans l'année. Disons simplement que la prolifération des détails dans la Loi rend caduque toute tentative de s'en tenir aux principes fondamentaux. Par exemple, le crédit d'impôt pour dividende est basé sur l'idée que l'entreprise est taxée au taux de 20% et 32%. Si des déductions diverses (petite entreprise, fabrication transformation, etc) viennent réduire ce taux, le principe que tous les revenus, arrivés au bout du processus (dans la déclaration de revenus d'un contribuable) doivent être taxés de la même façon ne peut plus tenir.

Les revenus de profession ou de travail indépendant ou les revenus de location permettent tous que des dépenses soient déduites : par contre les dépenses que les salariés encourrent pour gagner leur revenu d'emploi, elles, ne sont pas déductibles. On a encore là une situation où nous imposons des revenus différemment.

Un autre type de revenu qui n'est pas taxé de la même manière que tous les autres revenus est le gain en capital. La portion imposable du gain en capital a évolué au cours des années. Le taux actuel d'inclusion est de 50% et il existe toujours des pressions pour que ce taux soit réduit à 0%. Le gain en capital est pourtant en soi déjà un abri fiscal, car tant que le gain n'est pas réalisé, il n'est pas imposable. On peut ainsi reporter dans le temps l'imposition des gains en capitaux, ce qui est doublement avantageux puisqu'un bien peut prendre de la valeur mais n'est pas imposé tant qu'il n'y a pas de disposition. C'est ainsi qu'un salarié qui a un revenu de 10 000\$ dans l'année devra payer de l'impôt sur l'ensemble du 10 000\$, tandis que celui qui a vu ses biens ou placements augmenter de 10 000\$, mais qui n'a pas réalisé ce gain, ne paiera aucun impôt sur cet enrichissement. On offre donc un traitement privilégié à l'accumulation du capital.

Déjà, le rapport Carter faisait état de cette iniquité. Cette commission, dont on a vu qu'elle avait pour mandat de mener une enquête aussi approfondie que possible sur le régime des impôts du Canada, avait d'ailleurs retenu comme objectif d'accorder la priorité à l'équité puisque ses membres reconnaissaient que le but premier et fondamental du prélèvement des impôts est de répartir équitablement le fardeau des besoins de l'État entre les individus et les familles. Dans leur rapport, ils proposaient donc comme base d'imposition l'assiette compréhensive²² (*sic*) de l'impôt et formulaient ainsi leur recommandation :

«Le fisc devrait atteindre les personnes et les familles résidant au Canada en appliquant le taux de l'impôt à une assiette qui reflète l'accroissement annuel (utilisé ou non) ou la diminution nette du pouvoir économique discrétionnaire de chaque unité contributive. Dans la constitution d'une telle assiette, la source de l'accroissement du pouvoir économique ou la façon dont il a été suscité n'entrerait pas en ligne de compte. Nous désignerons cette assiette sous le nom d'assiette compréhensive de l'impôt. Nous l'appellerons également « revenu »,

²² Ce terme est un anglicisme mais c'est le terme qui a été utilisé dans la traduction du rapport Carter. On pourrait le remplacer par le terme assiette globale ou bien assiette élargie, mais nous avons fait le choix de le conserver.

vu l'emploi répandu de ce terme. Soulignons cependant que le mot revenu, au sens où nous l'utiliserons, a une acceptation beaucoup plus vaste que celle qu'on lui attribue actuellement dans la loi.» (Carter, 1966, Tome 1, p.7)

Pour eux, il n'y avait pas d'argument valable pour justifier que certaines sources de revenus n'aient pas le même traitement fiscal que d'autres. De même, selon le principe d'équité tel que défini par Sen, toutes les sources de revenus devraient avoir le même traitement fiscal. De plus, l'assiette compréhensive d'impôt, en utilisant une base plus étendue que le simple revenu, rejoint le concept de qualité de vie de Sen qui, lui aussi, va plus loin en regardant aussi le résultat obtenu, c'est-à-dire l'utilisation ou l'accomplissement qui est faite avec le revenu. Cette assiette compréhensive, en considérant l'enrichissement réalisé par le revenu, permet de mesurer le bien-être réel.

Nous proposons donc que toutes les sources de revenus soient taxées de la même manière. Et, dans l'esprit du principe d'équité de Sen, toute augmentation de la qualité de vie d'un individu devrait être imposable — et pas seulement le revenu. Le revenu étant une mesure insuffisante de la qualité de vie, il faudrait aussi prendre en considération l'enrichissement global de l'individu. Si on prenait comme base d'imposition l'augmentation de l'avoir de l'individu au bilan, cela permettrait de mesurer l'accomplissement de la liberté et pas seulement sa disponibilité. Un revenu de 25 000\$ pour une personne qui possède une maison grevée d'aucune dette et qui possède plusieurs placements qui lui rapportent un revenu par année n'est pas équivalent à celui d'une personne qui doit payer un loyer et qui n'a aucune autre ressource que le fruit de son travail. Ces deux personnes ne devraient pas contribuer de la même manière au régime fiscal.

En tenant compte de l'enrichissement global, on instaure, comme Rawls le proposait, « une taxe sur l'héritage et sur les talents ». Le but de cette taxe n'est pas d'augmenter les revenus, mais plutôt de graduellement et continuellement rectifier la

distribution du bien-être et de prévenir la concentration des pouvoirs au détriment de la liberté et de l'égalité des opportunités.

Étant donné que le revenu n'est plus imposé directement, toute forme d'enrichissement doit être considérée : et c'est pourquoi une augmentation de valeur d'un bien, même si elle est non réalisée, doit être considérée car on n'impose plus le revenu, mais bien l'augmentation de l'avoir dans une année. Il faudrait par ailleurs, par souci de conservatisme, utiliser une valeur marchande raisonnable puisque les gains ne seront pas réalisés, ce qui implique qu'il n'y aurait pas d'entrée de fonds liée à cette augmentation de la valeur d'un bien. Par contre, les autres sources de revenus qui seront toujours existantes et qui ne seront plus taxées, ainsi que le revenu de citoyenneté — sur lequel nous reviendrons plus loin — donneront les liquidités suffisantes pour assurer le paiement des impôts sur l'augmentation de l'avoir.

Concrètement, un impôt sur l'augmentation de l'avoir inclurait :

- L'augmentation de valeur des biens immobiliers. Si, par exemple, dans un secteur, le marché immobilier a connu une hausse de 3%, il faudrait présenter les biens immobiliers que nous possédons déjà à leur valeur actuelle plus 3%. Ce taux de 3% devrait être conservateur. Par contre, tous les biens acquis dans l'année seraient comptabilisés au coût d'acquisition.
- L'augmentation de valeur des biens mobiliers, tels les actions ou autres placements, serait calculée en tenant compte de la valeur du placement au début de l'année comparée à sa valeur à la fin de l'année. On ne tiendrait pas seulement compte de la valeur marchande du bien, mais on utiliserait aussi la valeur comptable, qui comprend tous les bénéfices réalisés dans l'année. De cette manière, comme le propose Milton Friedman, tous les bénéfices gagnés par une compagnie seraient inclus dans les impôts des particuliers et ce, à tous les ans, qu'ils soient versés ou non. On pourrait de la sorte abolir l'impôt des corporations et toutes les déductions permises.

- Les biens à usage personnel sont des biens que l'on possède principalement pour notre usage ou agrément personnel ou celui de notre famille. C'est le cas, notamment, des effets personnels et des effets immobiliers comme les meubles, les automobiles, les bateaux, les chalets et autres biens semblables. La plupart des biens à usage personnel ne prennent pas de valeur au fil des ans. Par exemple, les voitures, les meubles, les vêtements, perdent de la valeur d'année en année. Étant donné que nous imposons l'enrichissement, ce genre de biens qui n'accroissent pas la richesse mais qui sont plus des biens de consommation seraient imposés au moment de l'acquisition via la taxe à la consommation et ne devraient pas être inclus dans le bilan car il n'amène un accroissement de l'avoir qu'au moment de l'acquisition et que par la suite la valeur de ces biens est décroissante.
- Par contre, les autres biens à usage personnel que l'on classe actuellement sous l'appellation de « Biens meubles déterminés », font partie des biens à usage personnel, sauf que leur valeur a généralement tendance à augmenter au fil des ans. Cette expression de « biens meubles déterminés », telle que déterminée dans la *Loi de l'impôt*, s'applique à une partie, à une participation ou à un droit sur les biens suivants : les estampes, les gravures, les dessins, les tableaux, les sculptures et les œuvres d'art semblables, les bijoux, les infolios rares, les manuscrits rares et les livres rares, les timbres et les pièces de monnaie. Ce type de bien devrait faire partie du bilan et l'on imposerait d'année en année l'augmentation de la valeur, qui correspondrait à l'enrichissement du propriétaire.
- L'impôt serait calculé sur la variation de l'avoir du particulier entre le début et la fin de l'année, ce qui correspond totalement à la définition économique du bénéfice, c'est à dire l'amélioration de la situation au cours de la période. L'augmentation ou la baisse de valeur des actifs, moins l'augmentation ou la diminution des dettes, détermineraient l'augmentation ou la diminution de l'avoir dans l'année. Nous savons que le remboursement d'une dette a pour

effet d'augmenter l'avoir du propriétaire, autrement dit de l'enrichir et serait donc imposé.

- Finalement, notre base d'imposition serait le capital et la dépense, soit l'usage qui est fait de nos revenus, autrement dit l'accomplissement de notre liberté. Ce mode de taxation n'entrave pas la liberté des individus, car elle permet à chacun d'exercer sa liberté en lui donnant la possibilité de faire ses propres choix et c'est le résultat de ces choix qui sont imposés.

3.2 Les déductions du revenu

La principale fonction du régime fiscal est de générer les revenus nécessaires pour couvrir les dépenses de l'État. Ces dépenses sont le reflet des priorités de la société. Un autre des rôles que l'on peut attribuer au régime fiscal est celui de servir directement à l'atteinte d'objectifs de la politique publique au moyen de taux spéciaux d'impôt, d'exemptions, de déductions, de remboursements, de reports et de crédits, qui touchent le niveau et la répartition des impôts et des taxes. Ces mesures sont souvent appelées « dépenses fiscales » parce qu'elles permettent d'atteindre des objectifs stratégiques au prix d'une réduction des revenus fiscaux, une réduction des revenus étant l'équivalent d'une dépense.

Les différentes déductions que l'on retrouve dans la déclaration de revenus des particuliers peuvent être regroupées sous l'appellation de « dépenses fiscales ».

Les dépenses fiscales ont pour objectif d'inciter ou d'induire un comportement souhaité chez le particulier ainsi qu'auprès des corporations. La problématique que l'on peut constater est que ces dépenses fiscales constituent un coût élevé, mais que jamais nous ne mesurons l'impact réel de ces politiques. Au Québec, par exemple, le coût global des dépenses fiscales pour l'année 2008 est estimé à 20,919\$ milliards, ce qui équivaut à 33,4% des recettes fiscales.

De plus, ces dépenses se sont multipliées au fil des années. On estime actuellement leur coût, ce que nous n'avons pas toujours fait, mais nous ne mesurons pas encore leur coût net, c'est-à-dire le coût moins les retombées économiques qui sont pourtant la raison pour laquelle ces mesures existent.

Dans la précédente section, nous avons présenté la nouvelle assiette fiscale que nous proposons et nous avons aussi expliqué que l'impôt des corporations n'existerait plus et que les revenus des corporations seraient donc imposés au niveau des actionnaires. C'est pourquoi les mesures que nous proposons pour les particuliers s'appliquent de la même manière pour les corporations.

Comme nous ne taxons plus le revenu mais bien l'enrichissement, les dépenses fiscales disparaissent indirectement. Ces sommes que l'on pouvait déduire du revenu pour calculer le revenu imposable sont indirectement déduites et non imposées, car ce n'est que ce qui augmente notre capital qui est imposé et toutes les dépenses, quant à elles, sont imposées via la taxe à la consommation. Ce qui n'est pas taxé par ces deux moyens n'est pas taxé du tout, car cela devrait correspondre à des dépenses pour des biens essentiels puisque l'écart entre ce que nous avons de revenus moins ce que nous épargnons sont les dépenses et les dépenses qui seront non taxables seront celles encourues pour l'acquisition de biens essentiels.

Donnons un exemple. Si une personne souhaite remettre en don une partie de ses revenus, elle ne s'enrichira pas de cette somme et ne se procurera pas de biens avec elle. Donc cette somme ne sera tout simplement pas imposée pour elle, mais pourra l'être par l'enrichissement qu'elle procurera à une autre personne.

Par contre, l'abolition des dépenses fiscales n'empêche pas le Gouvernement d'intervenir d'une autre façon et d'inciter des comportements. Il pourra notamment le faire au moyen de subventions ou d'autres transferts. De plus, si nous acceptons que le mécanisme du marché, là où il est efficient, est le meilleur moyen d'allouer les ressources, il ne faut pas entraver son fonctionnement lorsqu'il est souhaitable. Des

dépenses fiscales peuvent encourager des investissements dans des domaines non rentables ou tout simplement non souhaitables parce qu'elles conduisent à un mauvais usage des ressources. Ainsi, si le Gouvernement choisit d'intervenir d'une quelconque autre façon, il devrait avoir l'obligation, avant d'appliquer des mesures, de les justifier et de fournir des prévisions sérieuses. De plus, avant de répéter ses mesures, il devrait évaluer si les objectifs ont été atteints. En fait, les études sur les dépenses fiscales ont tendance à conclure qu'elles coûtent bien plus cher que ce qu'elles génèrent comme activité (pensons à l'étude sur les REA, de Léo-Paul Lauzon (1993), par exemple).

Nous pensons donc que toutes les dépenses fiscales devraient être éliminées. De plus, cela aura pour effet de simplifier la déclaration de revenus et de permettre plus d'équité entre les contribuables.

3.3 Les crédits d'impôts non remboursables

On retrouve dans les crédits d'impôts personnels le montant personnel de base, les déductions pour les enfants, les personnes à charge et les handicaps, ainsi que les montants payés pour les assurances emploi, le régime des rentes du Québec et les autres charges sociales. Si on n'impose que l'enrichissement au bilan, ces déductions sont encore une fois déjà déduites indirectement.

Par contre, nous pensons que l'instauration d'un revenu de citoyenneté (conçu comme un impôt négatif), qui remplacerait toutes ces déductions personnelles ainsi que tous les différents programmes sociaux — que ce soit l'assurance-emploi, les régimes de pension ou la sécurité sociale, permettrait d'assurer un revenu minimum de base qui serait l'équivalent des biens premiers que l'on retrouve chez Rawls et donnerait les moyens de la liberté comme le propose Sen.

De plus, un revenu de citoyenneté n'aurait pas tous les impacts négatifs que peuvent avoir les différents transferts ou autres aides sociales, notamment les effets pervers qui découlent de ce qu'on appelle le ciblage et qui consiste à allouer des ressources seulement aux personnes qui répondent à certains critères. Ces distorsions ont bien été identifiées par Sen.

- 1) Distorsion des informations. En raison du caractère asymétrique de l'information, il est impossible d'éliminer les fraudeurs sans mettre en cause les destinataires honnêtes. Les efforts pour éliminer un premier type d'erreurs (étendre l'aide à des « profils non conformes ») augmentent la probabilité de multiplier un deuxième type d'erreurs (exclure de l'aide des « profils conformes »).
- 2) Distorsion des incitations : Dans la mesure où l'on choisit comme critère de l'assistance une variable telle que le revenu — librement ajustable à travers un changement de comportement économique — on doit alors s'attendre à des distorsions d'une ampleur significative. Dans les coûts sociaux induits par ces modifications de comportement, on doit inclure, entre autres, la perte du bénéfice des activités économiques abandonnées.
- 3) Désutilité et stigmatisation : Un système d'aide qui définit ses bénéficiaires comme pauvres (et qui se définit lui-même comme une expression de la « bienfaisance » envers ceux qui se montrent incapables de s'en sortir seuls) a nécessairement des effets sur le respect que les destinataires éprouveront pour eux-mêmes et sur le respect que la société leur manifesterait.
- 4) Coûts administratifs, pertes généralisées et corruption. La procédure du ciblage suppose des coûts administratifs importants — en dépenses de fonctionnement directs et en lenteurs bureaucratiques —, elle empiète sur la vie privée et restreint l'autonomie des personnes par ses collectes d'informations et par ses procédures d'enquête et de contrôle. Le déséquilibre de pouvoir entre une bureaucratie toute-puissante et les solliciteurs de l'aide entraîne encore d'autres coûts sociaux. De plus, en confiant aux bureaucrates le pouvoir d'accorder les aides, le système de ciblage crée la tentation, pour les bénéficiaires éventuels, d'influencer leurs décisions par la corruption.
- 5) Permanence et qualité. Les prestataires de l'aide sociale ciblée ont peu de poids politique et des moyens d'expression trop faibles pour faire valoir leurs intérêts et défendre le maintien de la qualité des services. Comme on le sait, aux Etats-Unis, ce constat a justifié des campagnes politiques en faveur de programmes « universels », bénéficiant d'un soutien large, par opposition à des programmes étroitement ciblés sur les plus défavorisés. »

(Sen, 2003, p. 183-184)

Un revenu de citoyenneté assurerait à chacun un minimum lui permettant de participer à la vie de la collectivité. Ce revenu de citoyenneté donnerait aussi la liberté aux travailleurs de choisir un emploi de qualité, car ils auraient un revenu minimum qui leur permettrait de faire des choix et aussi d'avoir un réel pouvoir de négociation vis-à-vis des employeurs potentiels. En fait, on peut prétendre qu'une telle mesure augmenterait l'efficacité des marchés. Pour que les marchés fonctionnent, les contrats doivent être acceptés librement et sans contraintes. Pour ce faire, il faut qu'il existe des alternatives connues, à des taux et à des conditions intéressants. En créant une alternative, même minimale, nous insérons dans le système une alternative, qui demeure un mécanisme essentiel à l'existence des marchés.

Le revenu de citoyenneté, tel que nous l'envisageons, serait versé à tous les citoyens enfants et adultes. Il faut donc que cette somme soit un minimum et c'est pourquoi nous avons été très conservateur dans la détermination de ce montant. Les citoyens qui ont d'autres besoins en raison de différents problèmes de santé ou d'handicap, continueraient d'avoir accès aux biens et services nécessaires pour assurer leur qualité de vie ainsi qu'à d'autres formes de transfert.

Pour déterminer le montant du revenu de citoyenneté, nous avons recherché le seuil de pauvreté. Une étude de statistique Canada publiée en 2004, présente trois mesures du seuil de pauvreté soit : le seuil de faible revenu (SFR) ; la mesure de faible revenu (MFR) ; et, depuis 1997, la mesure fondée sur un panier de consommation (MPC). La mesure qui répond le mieux à la définition de l'équité de Sen est la mesure fondée sur un panier de consommation (MPC).

« Comme l'indique son nom, la mesure fondée sur un panier de consommation est un indicateur de faible revenu fondé sur les « biens et services » plutôt qu'un indicateur « relatif ». La MPC estime le coût d'un panier de biens et services donnés pour l'année de référence, en supposant que tous les articles dans le panier sont entièrement compris dans les dépenses du ménage. Tout ménage ayant un niveau de revenu inférieur au

coût du panier est considéré comme étant à faible revenu.» (Statcan, 2004, page 7)

Nous avons retenu cette mesure car elle «tente de cerner un niveau de vie qui se situe entre deux pôles, à savoir la subsistance et l'inclusion sociale. Elle va au-delà du niveau de subsistance, tenant compte de l'acquisition des ressources nécessaires pour participer à la vie de la collectivité. » (Statcan, 2004, page 16) Elle convient donc pour évaluer le bien-être d'un individu au-delà du simple revenu et évalue la qualité de vie telle que présentée par Sen et qui comprend cette capacité de pouvoir participer à la vie de la collectivité. Cette méthode commence par établir, dans le même esprit que le panier de biens premiers de Rawls,

« les biens et services nécessaires pour permettre à une famille :

- d'avoir un régime alimentaire nutritif
- d'acheter des vêtements pour le travail et les sorties
- de se loger dans sa collectivité
- de répondre à ses besoins de transport de base pour se rendre au travail, à l'école, faire les courses et participer à des activités communautaires
- de dépenser pour d'autres biens nécessaires. (....)

Il importe de signaler que la MPC est fondée sur des données sur les prix d'un panier et non sur les dépenses. Il s'agit de deux concepts différents. Le prix du panier représente le coût d'un ensemble particulier de biens et services, tandis que les données sur les dépenses représentent le montant dépensé et, par conséquent, reflètent les comportements et les choix ou les habitudes de dépense des Canadiens.

Le prix du panier a été établi de manière à refléter le coût de vie d'une famille de deux adultes et deux enfants. En théorie, un panier pourrait être établi pour d'autres tailles de familles et le prix pourrait être calculé séparément. Toutefois, pour faciliter la tâche, on utilise l'échelle d'équivalence pour la MFR. » (Statcan, 2004, pp. 17-18)

Nous présentons dans le tableau suivant les seuils de la MPC pour l'année de référence 2000 (famille de deux adultes et deux enfants) pour le Québec (Statcan, 2004, page 19), auxquels nous avons appliqué l'échelle d'équivalence pour la MFR²³, afin de définir les autres types de famille.

²³ L'échelle d'équivalence pour la MFR est la suivante : Dans cette échelle d'équivalence, les facteurs sont les suivants :

Nous avons considéré que les deux enfants avaient moins de 16 ans et avons donc appliqué le facteur de 0,3 (voir note 19) pour chacun d'eux. Pour toutes les autres personnes s'ajoutant après les quatre premières personnes, nous les avons considérées comme des personnes de 16 et plus et nous avons donc appliqué le facteur de 0,4 (voir note 19) pour chacun d'eux.

Tableau 3.2
Seuils de la MPC pour l'année de référence 2000 pour le Québec

Taille de l'unité familiale	Taille de la région de résidence				Ville Québec	de Ville Montréal
	Régions rurales	Régions urbaines moins de 30 000 habitants	Régions urbaines, 30 000 à 99 999 habitants	Régions urbaines, 100 000 à 499 999 habitants		
1 personne	11 580\$	11 630\$	10 591\$	10 899\$	11 078\$	11 221\$
2 personnes	16 212\$	16 282\$	14 827\$	15 259\$	15 509\$	15 709\$
3 personnes	19 686\$	19 771\$	18 005\$	18 528\$	18 833\$	19 076\$
4 personnes	23 161\$	23 260\$	21 182\$	21 797\$	22 156\$	22 441\$
5 personnes	27 793\$	27 912\$	25 418\$	26 157\$	26 587\$	26 930\$
6 personnes	32 425\$	32 564\$	26 655\$	30 516\$	31 018\$	31 419\$
7 personnes et plus	37 057\$	37 216\$	33 891\$	34 876\$	35 450\$	35 907\$

Si on prend la moyenne des 6 différentes tailles de région pour 1 personne, on obtient un revenu de 11 167\$. Ces données datant de 2000 (indice du Québec = 95,8), nous avons utilisé l'indice des prix à la consommation (année de référence est 2002=100) pour convertir cette donnée en dollars de 2008 (indice du Québec = 112,7). On obtient de la sorte un montant de 13 137\$. Le facteur pour un enfant

-
- la personne la plus âgée de la famille reçoit un facteur de 1,0;
 - la personne suivante en âge reçoit un facteur de 0,4;
 - tous les autres membres de la famille âgés de 16 ans et plus reçoivent chacun un facteur de 0,4;
 - tous les autres membres de la famille de moins de 16 ans reçoivent un facteur de 0,3. (STATCAN, 2004, page 15)

selon l'échelle d'équivalence pour la MFR est de 0,3. On applique ce facteur au montant pour un adulte qui est de 13 137\$, on obtient la somme de 3 941\$ par enfant de moins de 16 ans.

En 2008, la population du Québec ²⁴ était constituée de 1 536 332 personnes de 17 ans et moins et de 6 217 138 personnes de 18 ans et plus pour une population totale de 7 753 470. Des 6 217 138 adultes, 56,9% sont en couples. On a donc appliqué l'échelle d'équivalence pour la MFR, pour le couple ce qui est équivalent à 1,4 fois le revenu de citoyenneté pour un adulte.

Appliquons maintenant ce montant directement à la seule population du Québec.

Tableau 3.3

Coût total du revenu de citoyenneté prévu appliqué à la population du Québec en 2008

Population	Revenu de citoyenneté	Total
1 536 332 enfants	3 941\$	6 054 684 412\$
2 679 586 célibataires	13 137\$	32 439 015 440\$
3 537 552 /2 couples	13 137\$ * 1,4	35 201 727 560\$
6 217 138 adultes		67 640 743 000\$
7 753 470 personnes		73 695 427 410\$

Il faudrait donc pour financer ce revenu de citoyenneté des recettes fiscales d'environ 74\$ milliards. Cela peut sembler une somme énorme si on la compare aux dépenses actuelles du Gouvernement du Québec qui, pour l'année 2008, par exemple, s'élevaient à 67\$ milliards²⁵. Par contre, Gaétan Breton, dans *Faire payer les pauvres*, fait la démonstration qu'en tant que société nous avons les ressources suffisantes pour financer un revenu de citoyenneté encore plus élevé que celui que

²⁴ Statistique Canada, Estimations démographiques (novembre 2009).

²⁵ Gouvernement du Québec, Comptes publics 2007-2008, p.55.

nous proposons. Il s'ensuit que même si nous avons développé un mode d'imposition différent de celui que Breton présente, les ressources elles, existent toujours. Breton (2003) opère simplement un transfert entre les classes de contribuables. Il ne touche donc pas au budget de l'État comme tel, il fait simplement transiter, à travers l'état le résultat d'un calcul de répartition de la richesse qui renvoie des sommes des mieux nantis vers les moins bien nantis. Il ne s'agit donc pas de commencer à courir après ce que les commentateurs appellent de l'argent neuf, il s'agit simplement que l'État assume son rôle et répartisse la richesse. Cependant, Breton (2003) fabrique ses tableaux à titre d'exemple. De nouveaux principes sous-tendant le système fiscal pourraient sans doute faire entrer d'autres sommes dans le calcul ; celles récupérées de l'évasion fiscale, par exemple.

3.4 L'impôt à payer

Nous avons vu précédemment que l'assiette fiscale sera constituée de l'enrichissement des individus et des dépenses de consommation non essentielles. L'impôt à payer s'appliquerait donc à l'enrichissement des individus. Le revenu de citoyenneté serait indirectement non imposable puisqu'il ne contribue qu'à assurer le coût des biens et services de base. Par contre, l'enrichissement serait imposé, et ce sans aucune déduction. Chaque dollar qui nous aurait permis de nous enrichir d'une manière ou d'une autre serait imposable. De plus, toutes les déductions sont indirectement non imposées : en effet, si on n'impose plus le revenu mais bien l'enrichissement, alors les déductions auxquelles nous aurions eu droit pour certaines sommes déboursées sont donc des montants non épargnés, et donc non imposables.

Nous avons déterminé précédemment l'assiette fiscale sur laquelle s'appliquerait le taux d'imposition. Il faut maintenant déterminer quel serait ce taux. Pour déterminer le taux d'imposition, il faut connaître nos besoins de financement, qui correspondent

aux sommes requises par le Gouvernement pour assurer un revenu de citoyenneté, financer convenablement l'éducation et la santé et les autres services publics. Cela dépasse largement le cadre du présent mémoire, puisqu'une bonne évaluation des besoins de financement prenant en compte toutes les modifications que nous proposons est en soi un autre sujet de recherche. Et c'est pourquoi nous nous limiterons à déterminer comment nous calculerons l'impôt à payer sans pour autant déterminer les taux d'imposition.

Notre base d'imposition étant l'enrichissement, nous pouvons faire le choix d'appliquer un taux unique ou taux proportionnel à l'ensemble de l'enrichissement ou bien appliquer des taux progressifs à différents paliers définis.

Le premier argument que nous évoquerons en faveur des taux progressifs est celui de la capacité de payer.

«Selon cet argument, la capacité de payer est mesurée correctement en utilisant les revenus ou le bien-être. Ainsi un revenu plus grand confère une plus grande capacité de payer de l'impôt qu'un faible revenu. Au fur et à mesure que le revenu augmente, il passe de la nécessité au luxe. Et s'il augmente encore il passe du plus petit luxe au plus grand luxe. Chaque augmentation additionnelle du revenu se situe de plus en plus loin du minimum requis pour avoir une vie décente. Sous un système de taux progressif, on soustrait plus là où on peut se le permettre. Comme le disait un secrétaire du Trésor il y a quelques années, « la capacité de payer augmente beaucoup plus rapidement qu'une simple proportion arithmétique lorsque le montant des revenus excède les limites des besoins raisonnables. »²⁶» (Eisenstein, p. 23-24) (Notre traduction)

Cet argument de la capacité de payer est tout aussi valable lorsque nous parlons de l'enrichissement. L'enrichissement étant une forme d'épargne, il existe un niveau où

²⁶ Briefly put, the reasoning is that a larger income confers a relatively greater ability to pay taxes than a smaller income. As income rises, it moves from necessities to luxuries. If it continues to rise, it moves from smaller luxuries to the larger luxuries. Each additional increment of income moves further away from the minimum requirements of a decent existence. As income increases beyond area of necessities, it can more easily be spared. [...] Under a system of progressive rates more is taken where more can be afforded. As a Secretary of the Treasury summarized this analysis many years ago, « ability to pay increases in much more than arithmetical proportion as the amount of income exceeds the limit of reasonable necessity. »

l'épargne est raisonnable, que ce soit pour nous permettre de faire face à diverses éventualités qui nécessiteront des sorties de fonds imprévues, pour pouvoir financer des projets futurs ou tout simplement pour maintenir un certain niveau de vie dans le temps. Bien que la nécessité de l'épargne soit moins grande en raison du revenu de citoyenneté, elle reste quand même présente. Mais de la même manière que pour le revenu au-delà d'un certain niveau, l'accumulation de biens et de richesses va bien au-delà des besoins raisonnables et provoque des écarts de richesse qui ne sont pas souhaitables puisqu'ils vont à l'encontre de l'égalité des opportunités.

L'impôt, selon le modèle que nous proposons, ne s'appliquant qu'à l'enrichissement et à la fortune, un impôt progressif serait justifié, selon Rawls, pour empêcher les grands écarts de fortune et pour assurer l'égalité des opportunités.

«L'égalité des opportunités est incarnée par un certain ensemble d'institutions qui assurent une éducation de qualité à tous, l'accès à la culture pour tous, ce qui permet de maintenir la compétition pour les positions offertes sur la base des qualités qui sont en lien avec la performance.

Ce sont ces institutions qui sont mises en péril lorsque les inégalités et la concentration du bien être atteignent une certaine limite et les taxes imposées par la fonction de distribution ont pour but de prévenir que cette limite ne soit franchie. » (Rawls, p. 349)

Cet argument invoqué par Rawls est tout aussi important dans l'optique de Sen. Dans sa théorie de la justice, Sen prône l'égalité des libertés et il veut aussi donner les moyens d'exercer cette liberté. De ces trop grands écarts de fortunes découlent des écarts au niveau des opportunités et, par conséquent, des écarts au niveau des libertés. Dans cette optique, le rôle de redistribuer la richesse qui est celui de l'impôt, est donc nécessaire pour assurer l'équité de notre système fiscal.

L'inégalité des opportunités qu'entraînent de trop grands écarts de richesses entre les citoyens est au cœur même de l'idéologie de l'équité.

Cette idéologie est concernée de près par cette idée éloquente de l'égalité entre les égaux. Ce qui suppose que ceux qui ont des situations semblables doivent être traitées de manière semblable et ceux qui sont dans des situations

différentes doivent être traités de manière différente.²⁷ (Eisenstein, p. 13) (Notre traduction)

Cet argument en faveur d'un traitement inégal pour des inégaux justifie tout à fait la progressivité des taux d'imposition. Dans le même ordre d'idée, mais dans une formulation différente, le rapport Carter s'est dit en faveur des taux progressifs parce qu'ils permettent de refléter « l'importance relative décroissante des dépenses incompressibles pour les contribuables dont le pouvoir économique croît rapidement. » Autrement dit, plus on s'enrichit et plus le poids des dépenses inévitables diminue, plus on a aussi un accroissement, qui n'est pas linéaire, de la liberté d'agir et donc de la qualité de vie.

D'autres sont cependant en faveur d'un taux proportionnel ou d'un taux unique. Eisenstein classe les opposants aux taux progressifs sous l'appellation d'« idéologues des barrières et de l'effet de dissuasion ». Selon ces idéologues :

« L'idéologie de la capacité de payer adopte trois préceptes qui, s'ils sont négligés, conduiront inévitablement à la dissolution de l'entreprise privée. L'impôt progressif diminue dangereusement le désir de travailler; il décourage fatalement les incitatifs pour investir; il porte atteinte de manière irréparable aux nouvelles sources de capital. Notre système économique devra en venir à une fin prématurée si le capital privé ne peut plus se cumuler et les initiatives privées sont détruites. Les trois préceptes se regroupent dans cette perception plus générale d'un désastre imminent. L'impôt progressif est vu de manière critique comme étant une barrière et un effet dissuasif à la croissance économique et à la stabilité de la nation. Même si le système n'est pas sur le point de s'écrouler, les barrières et les effets de dissuasion doivent être rapidement supprimés. Autrement, le système devra éventuellement décliner et tomber en ruine, car ni le capital ni l'ambition ne seront là pour le supporter.²⁸ » (Eisenstein, p. 13) (Notre traduction)

²⁷ « This ideology is closely concerned with the eloquent theme of equality among equals. It maintains that those who are similarly situated should be similarly treated, and those who are differently situated should be differently treated. »

²⁸ The ideology of barriers and deterrents takes a dim view of this conclusion. It embraces three related precepts that point to the inevitable disintegration of private enterprise if the precepts are disregarded. Progressive taxes dangerously diminish the

Ce passage résume bien, à notre avis, divers arguments avancés par ceux qui sont contre la progressivité de l'impôt. Cette position reflète bien aussi la position des libertariens que celle des défenseurs du libre-marché. Nous croyons qu'en grande partie ce discours est un genre de sophisme, un appel à la peur. D'autres pays, dont la Suède, la France, l'Allemagne ont des impôts beaucoup plus progressifs que ceux du Canada et sont reconnus pour la santé et la force de leur économie. Nous ne nous attarderons donc pas à répondre plus en détails à ces affirmations, puisqu'en imposant l'enrichissement plutôt que le revenu, nous ne réduisons plus les incitatifs pour investir, mais plutôt les incitatifs pour épargner, les gens auront donc toujours des incitatifs pour améliorer leur condition de vie.

Il existe aussi d'autres arguments avancés par Milton Friedman et qui ont été présentés précédemment. Nous tenons cependant à les rappeler ici, car ils permettent de nommer les effets pervers qui sont nés des taux d'imposition progressifs.

« Pour commencer, leur effet a en partie été de rendre encore plus inégalitaire la distribution de la richesse qui existait avant les impôts. C'est là l'effet habituel des taxes. En décourageant de s'engager dans des activités hautement taxées — en ce cas précis, des activités qui comportent des risques élevés et des désavantages non monétaires — elles portent à la hausse ce que rapportent ces activités. Ensuite, elles ont encouragé la création de mesures, législatives ou autres, d'évasion fiscale — couramment appelées des échappatoires ou des trous dans la loi, comme par exemple les taux d'amortissement, les déductions pour intérêt sur les obligations d'épargne gouvernementales ou municipales, un traitement privilégié pour les gains en capitaux, des comptes de dépenses, d'autres manières indirectes de paiement, la conversion de différents revenus en gain en capitaux, et

desire to work; they fatally discourage the incentive to invest ; and they irreparably impair the sources of new capital. Our economic system must come to an untimely end if private capital cannot accumulate and private initiative is destroyed. The three percepts merge into a more general perception of impending disaster. Progressive taxes are critically viewed as barriers and deterrents to the economic growth and stability of the nation. Even if the system is not on the verge of collapse, the barriers and deterrents must be rapidly removed. Otherwise the system must eventually decline and decay, since neither capital nor ambition will be available to sustain it.

d'autres moyens encore d'éviter l'impôt.²⁹» (Friedman, 1962, p. 172) (Notre traduction)

Nous sommes tout à fait conscient de ces effets pervers et c'est pourquoi nous proposons l'abolition de toutes les déductions et autres mesures fiscales mises sur pied dans le seul but d'éviter l'impôt. Mais nous ne sommes pas d'accord avec l'idée que ce serait les taux progressifs qui seraient la cause de cet état de fait.

Nous pensons, tout comme le suggérait le rapport Carter, que ce n'est pas l'impôt progressif qui amène ces situations, mais bien ces relations qui existent, d'une part, entre les différents experts de la fiscalité, qui offrent leurs services à ceux qui veulent éviter l'impôt (comme nous le disions dans notre introduction, chacun souhaite transférer son fardeau fiscal sur les épaules du voisin) et, d'autre part, ces mêmes experts et les gouvernements. Ces experts sont d'ailleurs souvent des gens très près des gouvernements et les gouvernements les consultent lors de l'évaluation ou de l'implantation des politiques fiscales.

Finalement, un dernier argument avancé par Milton Friedman concerne l'atteinte aux libertés individuelles.

« Je trouve difficile en tant que libéral, de trouver une quelconque justification aux taux progressifs d'imposition dans le seul but de redistribuer les revenus. Cela me semble un exemple parfait d'utilisation de la coercition pour prendre

²⁹ « First, part of their effect has been simply to make the pre-tax distribution more unequal. This is the usual incidence effect of taxation. By discouraging entry into activities highly taxed — in this case activities with large risk and non-pecuniary disadvantages — they raise returns in those activities. Second, they have stimulated both legislative and other provisions to evade the tax — so called « loopholes » in the law such as percentage depletion, exemption of interest on state and municipal bonds, specially favourable treatment of capital gains, expense accounts, other indirect ways of payment, conversion of ordinary income to capital gains, and so on in bewildering number and kind. »

de certains afin de redonner à d'autres, et d'entrer directement en conflits avec la liberté individuelle³⁰. (Friedman, 1962, p. 174) (Notre traduction)

Dans la perspective de la définition de l'équité de Sen que nous avons choisi, nous favorisons l'égalité des libertés mais des libertés pour tous, ce qui implique aussi les moyens d'exercer cette liberté. C'est pourquoi nous ne voyons pas la redistribution de la richesse comme une entrave à la liberté, mais bien comme un moyen de l'étendre. Et c'est pourquoi nous sommes en faveur de la progressivité des taux d'imposition.

3.5 Les crédits d'impôts remboursables

Les crédits d'impôts remboursables disparaîtraient aussi puisque, par le revenu de citoyenneté, on assurerait un revenu minimum à chacun qui garantirait qu'il ait les ressources suffisantes pour subvenir à ses besoins.

Les autres circonstances de vie de chacun des citoyens qui ne seraient pas couvertes par le revenu de citoyenneté pourraient recevoir de l'aide sous la forme de différents transferts, subventions ou services. Ainsi, une personne handicapée ou ayant plusieurs enfants ne recevrait pas la même aide qu'une autre en parfaite santé.

3.6 Les assurances sociales

L'autre questionnement que nous avons eu, et sur lequel nous n'avons pas élaboré plus longuement dans le présent mémoire, est celui des charges sociales qui pourraient être perçues, tout comme présentement, sur les salaires des employés et auprès des employeurs qui eux aussi en paient une part. Cela serait nécessaire, si les recettes du Gouvernement provenant de l'impôt sur l'enrichissement et de la taxe

³⁰ « I find it hard, as a liberal, to see any justification for graduated taxation solely to redistribute income. This seems a clear case of using coercion to take from some in order to give to others and thus to conflict head-on with individual freedom. »

à la consommation étaient insuffisantes pour couvrir le revenu de citoyenneté, les soins de santé, le système d'éducation et les autres services publics.

À notre avis, nous pourrions avoir deux prélèvements bien identifiés, qui seraient un pourcentage du salaire brut, un pour la santé et un autre pour l'éducation, les deux dépenses qui sont nécessaires pour assurer l'égalité des opportunités.

De plus, les citoyens sont en faveur de ces programmes et si on rétablissait le lien entre la perception des sommes à la source et l'utilisation qui en est faite, cela permettrait d'obtenir l'adhésion de la population, ainsi qu'un financement approprié et dédié de ces services. Quant aux autres assurances sociales, elles seraient couvertes par le revenu de citoyenneté.

CONCLUSION

Dans le présent mémoire, nous avons présenté les objectifs de l'impôt, ce qui nous a permis de déterminer les critères que nous avons utilisés pour évaluer les quatre théories de la justice que nous avons choisi d'examiner. Ces critères sont les suivants :

- la validité de la base d'information utilisée par chacune des théories;
- son impact sur les libertés individuelles;
- et sa capacité à bien répartir les ressources d'une société.

Notre analyse des quatre théories de la justice nous a permis non seulement de retenir un concept d'équité, mais aussi d'identifier certains moyens concrets que l'on pourrait appliquer à nos systèmes fiscaux pour les rendre plus équitables. Chacune des théories que nous avons examinée, favorise l'égalité d'un élément en particulier : les utilitaristes favorisent l'égalité des utilités; Rawls, celle des biens premiers; les libertariens, quant à eux, les libertés négatives; finalement, Sen, la qualité de vie. Le concept d'équité que nous avons retenu est celui de Sen, qui favorise l'égalité de la qualité de vie, car il est inclusif et respecte en grande partie les préoccupations des trois autres théories quant à la justice.

En résumé, un système fiscal plus équitable aurait pour base d'imposition l'épargne et la consommation. Toutes les déductions et autres dépenses fiscales disparaîtraient, puisque nous n'aurions plus pour base d'imposition le revenu. Nous aurions seulement une taxe à la consommation et des taux d'imposition progressifs appliqués à l'enrichissement. Et si cela n'était pas suffisant pour financer convenablement l'éducation et la santé, il faudrait alors maintenir des assurances sociales prélevées sur les salaires et auprès des employeurs. Les bénéfices des sociétés étant imposés auprès des particuliers, il n'y aurait plus, non plus, d'impôt des sociétés.

La nouvelle déclaration serait de beaucoup simplifiée. Nous n'aurions qu'à présenter le bilan du contribuable et à appliquer des taux d'imposition progressifs à l'augmentation de l'avoir réalisée dans l'année, établie en comparant l'avoir du début avec l'avoir à la fin de l'année.

Même si nos propositions sont loin de régler tous les problèmes, on pourrait regarder de ce côté pour poser les bases de ce que pourrait être un système fiscal équitable qui prônerait l'égalité des capacités et permettrait d'assurer un minimum de qualité de vie pour tous. Nous sommes conscients des limites de notre travail et du travail qu'il resterait à faire pour déployer complètement une telle alternative aux systèmes fiscaux actuels.

Pour la suite des choses, il resterait à développer ce modèle et à déterminer de manière plus exacte les taux d'imposition sur la richesse et le taux de la consommation qui seraient nécessaires pour financer convenablement les dépenses des Gouvernements.

Pour ce faire, il faudrait évaluer :

- les économies qui seraient réalisées au niveau de la gestion des différents programmes sociaux actuels;
- les retombées économiques de la hausse du niveau de vie de la population la plus pauvre, tant en raison du revenu de citoyenneté que par l'impact positif que cela aurait sur l'accomplissement de leur liberté;
- la richesse de manière plus précise, en se donnant les moyens de l'évaluer plus correctement;
- les dépenses actuelles des Gouvernements, afin de mieux déterminer les besoins de financement et aussi d'en extraire celles qui ne seraient pas équitables.

Ce mémoire nous a permis de mieux comprendre le concept d'équité ainsi que les moyens de la réaliser. Nous avons, en l'entreprenant, notre propre conception de ce qui est juste en fiscalité et cette conception a évolué tout au long de ce travail. Nous en ressentons déjà tous les bénéfices.

En résumé, nous avons travaillé seulement dans le contexte canadien. La vision de l'apport de chacun à la société n'est pas la même partout. Le système canadien, part de l'idée, par exemple, que le monde n'est à personne et que chaque premier arrivant peut réclamer une section pour lui (comme on le fait pour les « claims » miniers). Cette façon de voir les choses est la conséquence d'une philosophie profondément individualiste qui, de ce fait, ne peut concevoir le monde comme une propriété fondamentalement collective. Une des conséquences de cette vision est que l'utilisation des ressources devient une question individuelle et le gaspillage est présumé être éliminé par la main invisible du marché, rien d'autre.

D'autres positions philosophiques voient le monde d'une façon radicalement différente et cela conduit à un système de répartition de la richesse totalement différent : la répartition de la richesse n'est plus une charité organisée collectivement par un État dit « providence », mais un droit fondamental lié à l'utilisation privée de ressources publiques.

Nos propositions pour un nouveau régime fiscal n'ont pas cherché à être parfaitement cohérentes entre elles et à former un système. Demeurant à l'intérieur de la logique canadienne, elles se contentent de discuter de pistes qui pourraient s'avérer intéressantes pour actualiser certaines des idées émises par les philosophes retenus et qui ne sont pas toujours reflétées dans les pratiques fiscales que nous connaissons.

Il est devenu, si jamais il en fut autrement, impossible de penser une société dans laquelle un certain degré de répartition de la richesse ne soit nécessaire, car les mécanismes de marché, auxquels se fient inconditionnellement les libertariens, ont comme nous l'avons rappelé, des carences et des défauts solidement documentés.

Il faut donc se remettre en mémoire les principes qui servent de bases à l'établissement de ces systèmes compensatoires afin de légiférer en meilleure connaissance de cause.

RÉFÉRENCES

Arrow, K. J., 1967, *Values and Collective Decision-Making* In Phelps, S. Edmund, *Economic Justice : Selected Readings*, Penguin Education, England, pages 117-136.

Attac France, 2005, *Vivent les impôts*, Mille et une nuits, Paris

Audard, Catherine, 1996, « Justice ». In *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, sous la direction de Monique Canto-Sperber, Presses Universitaires de France, Paris, p. 781-789.

Bartholy, Marie-Claude et Jean-Pierre Despin, 1982, *La production : Économie politique*, Éditions Magnard, Coll. « Philosophie critique », Paris.

Baumol, W.J., A. S. Blinder et W.M. Scarth, 1986, *L'économie : Principes et politiques, Macro-Économie*, Trad. de l'anglais par Michel Lessard, Montréal, Éditions Études Vivantes.

Baumol, W.J., A. S. Blinder et W.M. Scarth, 1986, *L'économie : Principes et politiques, Micro-Économie*, Trad. de l'anglais par Michel Lessard, Montréal, Éditions Études Vivantes.

Bentham, Jeremy, 1970, *An Introduction to the Principles of Morals and Legislation*, Londres, University of London, The Athlone Press.

Breton, Gaétan, avec la collaboration de Jocelyne Dupuis et Marie Léger-Saint-Jean, 2005, *Faire payer les pauvres : Éléments pour une fiscalité progressiste*, Lux Éditeur, Coll. « Futur proche », Montréal.

Rapport de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité (Rapport Carter), Gouvernement du Canada, Ottawa, 1966.

Christman, John, 2002, *Social and Political Philosophy : A contemporary introduction*, Routledge, London.

Eisenstein, Louis, 1961, *The Ideologies of Taxation*, The Ronald Press Company, New York.

Friedman, Milton, 1962, *Capitalism and Freedom*, The University of Chicago Press, Chicago.

Geirsson, Heimir et Margaret R. Holmgren, (éds.), 2000, *Ethical Theory : A concise anthology*, Broadview Press Ltd., Peterborough.

Gouvernement du Canada, 2009, Rapport financier annuel du Gouvernement du

Canada : Exercice 2008-2009, Ministère des finances du Canada.

Gouvernement du Québec, 2009, *Les planifications fiscales agressives*, Document de consultation, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Gouvernement du Québec, 1996, *Rapport de la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics : Ensemble pour un Québec responsable*.

Gouvernement du Québec, 2009, *Statistiques fiscales des sociétés — Année d'imposition 2005*, ministère des Finances et ministère du Revenu.

Lauzon, Léo-Paul, 1993, *Le régime d'épargne-actions du Québec : Une analyse critique*, Comité conjoint UQAM-CSN-FTQ, Montréal.

Mc Quaig, Linda, 1987, *La part du lion : Comment les riches ont réussi à prendre le contrôle du système fiscal canadien*, traduit de l'anglais par Ivan Steenhout avec Édouard Barsamian et Robert Paquin, Éditions du Roseau, Montréal.

Mill, John Stuart, 1968, *L'utilitarisme*, trad. De Georges Tanesse, Garnier-Flammarion, Paris.

Métayer, Michel, 1997, *La philosophie éthique : Enjeux et débats actuels*, Éditions du Renouveau Pédagogiques Inc., Montréal.

Mongin, Philippe et Fleurbaey, Marc, 1996, « Choix social ». In *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, sous la direction de Monique Canto-Sperber, Presses Universitaires de France, Paris, p. 243-251.

OCDE, 2009, *Éco-Santé OCDE 2009 : Statistiques et Indicateurs pour 30 pays*.

Pareto, Vilfredo, 1917, *Traité de sociologie générale*, Payot, Paris.

Piketty, Thomas, 2002, *L'économie des inégalités*, 4ème édition, Éditions La Découverte, Paris.

Provencher, Martin, 2008, *Petit cours d'éthique et politique*, Les Éditions de la Chenelière inc., Montréal.

Rawls, John, 1973, *Distributive Justice* In Phelps, S. Edmund, *Economic Justice : Selected Readings*, Penguin Education, England, pages 319-362.

Rawls, John, 1971, *A theory of justice*, Oxford University Press, Oxford.

Rawls, John, 2004, *La justice comme équité : Une reformulation de Théorie de la Justice*, traduit de l'anglais par Bertrand Guillaume, Boréal, Montréal.

Sen, Amartya, 2000, *Repenser l'inégalité*, Éditions du Seuil, Paris.

Sen, Amartya, 2003, *Un nouveau modèle économique*, Éditions Odile Jacob, Paris.

Simon, R. L., 2002, *The Blackwell Guide to Social and Political Philosophy*, Blackwell Publishers Ltd, Malden.

Smith, Adam, 1976, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations : Les grands thèmes*, Édité et préfacé par Gérard Mairet, Éditions Gallimard.

Statistique Canada, Philip Giles, 2004, *Série de documents de recherche : Mesure de faible revenu au Canada*, Ottawa.

Talisso, R. B., 2001, *On Rawls : A Liberal Theory of Justice and Justification*, Wadsworth a division of Thomson Learning, Inc., Belmont.